

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010082348 *Facril*

TA 357

MAURICE MANGISCH

De la
Situation et de l'Organisation
du
Notariat en Valais

sous le régime épiscopal

— 999-1798 —



THESE

présentée à la Faculté de Droit de l'Université
de Fribourg en Suisse

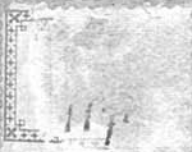
pour obtenir le grade de Docteur



1913

SAINT-MAURICE

Imprimerie de l'Œuvre St-Augustin



De la
Situation et de l'Organisation
du
Notariat en Valais

sous le régime épiscopal

— 999 - 1798 —



DU MÊME AUTEUR

En préparation :

Cours de Droit commercial suisse

professé à la Section commerciale

de

l'Ecole industrielle supérieure de Sion.



1657

De la
Situation et de l'Organisation
du
Notariat en Valais
sous le régime épiscopal
— 999-1798 —

THESE

**présentée à la Faculté de Droit de l'Université
de Fribourg en Suisse**

pour obtenir le grade de Docteur

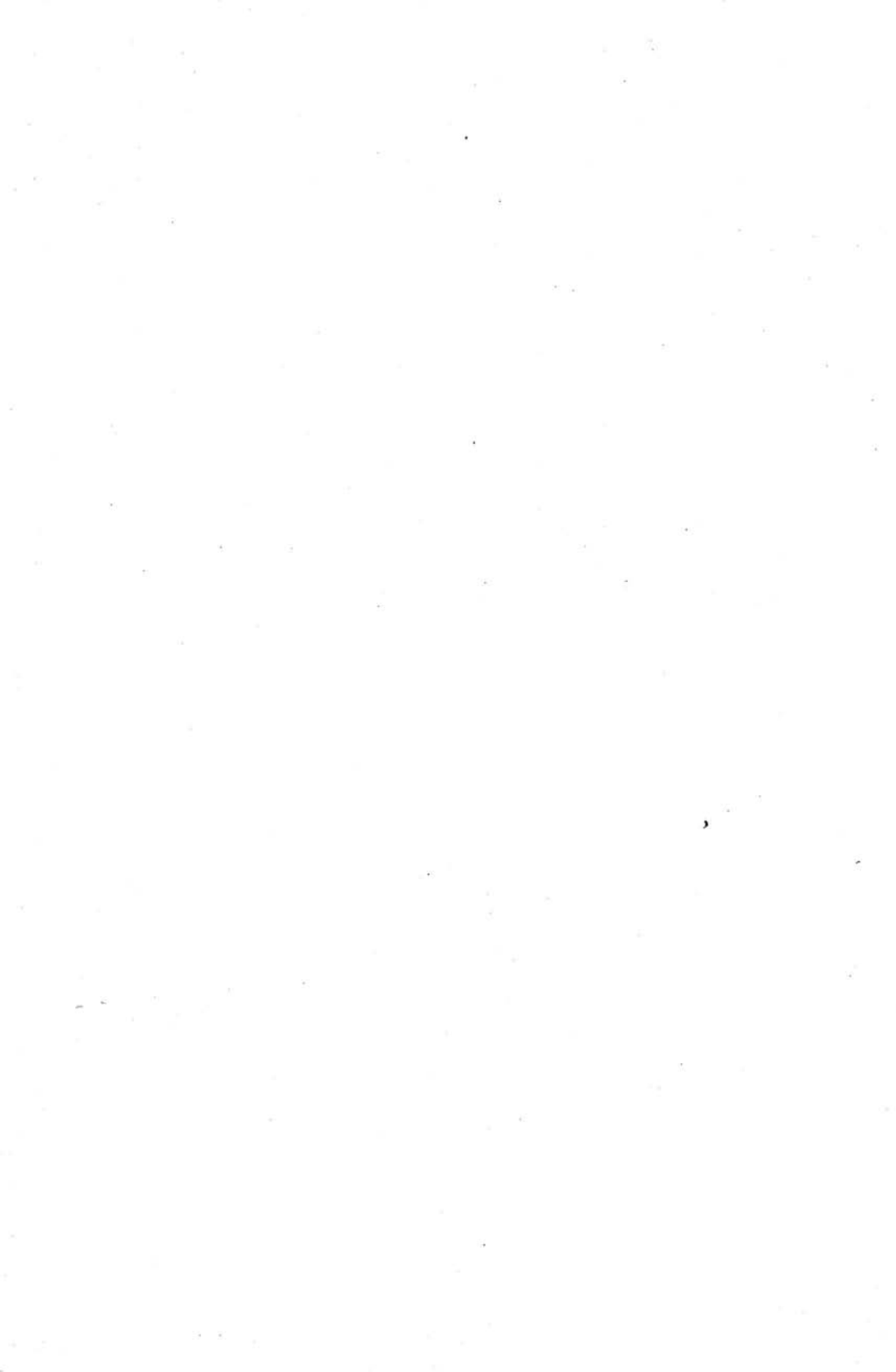


1913

SAINT-MAURICE
Imprimerie de l'Œuvre St-Augustin

TA 357

MEMENTO DÉDICATOIRE



J. M.

Mon plus cher désir avait été de dédier ce livre à mon excellente mère.

Hélas ! il y a deux ans déjà qu'elle a quitté ce monde périssable !

Aujourd'hui je le dédie à sa mémoire vénérée et bénie...

Je sais la joie intime, profonde, qu'elle eût éprouvée en parcourant ces pages. Je sais l'indicible sourire qu'auraient dessiné les lèvres maternelles en agréant l'hommage de ce travail.

Mais Dieu en a décidé autrement.

Il a rappelé ma mère pour lui donner la récompense de sa Foi et de son Amour, pour lui faire savourer le fruit céleste d'une vie de prière, de vertu et de travail, pour couronner de palmes immortelles sa sainte mort de martyre !

Oh ! je le sais, je le sens : les portes de l'éternité de bonheur se sont ouvertes radieuses devant elle !

Son âme luit comme une étoile près de Dieu, dont elle fut ici-bas la servante vigilante et fidèle, et éclaire ma voie de sa tendre lumière.

Mon Dieu, que votre volonté soit faite !

Comment donc aimerais-je ma mère si je désapprenais la leçon de chrétienne résignation contenue dans ces paroles

sublimes, qu'elle écrivit quelques jours avant sa mort, au paroxysme de la souffrance :

« Ne demandez pas ma guérison avec trop d'instance, ne forcez pas la main de Dieu, laissez s'accomplir librement la volonté de notre bon Père. »

Je dépose donc l'hommage de ce livre sur la tombe de ma mère bien-aimée.

La dernière fois que j'y ai prié, mon cœur s'est élevé jusqu'à son âme bienheureuse.

Je lui ai offert mon travail.

Alors, il m'a semblé la voir, sur les sommets divins, l'accueillir avec son sourire doux et aimant, avec son regard plein de caresses !

J'ai senti véritablement le contact mystique de son âme immortelle.

Puisque ma mère n'est pas morte, puisqu'elle a seulement cessé d'être mortelle, je puis, avec des larmes d'espérance, écrire au frontispice de ce livre, ces mots charmants comme l'enfance qui les balbutie :

A Maman !

L Auteur.

Ce nous est un devoir bien agréable de saluer ici, avec les sentiments de la plus vive gratitude, les noms de Messieurs les professeurs LAMPERT et PEDRAZZINI, de **Monsieur l'archiviste cantonal D^r L. MEYER**, de Messieurs les Révérends Chanoines BOURBAN, Prieur et archiviste de l'Abbaye de St-Maurice, et TROILLET, curé de Salvan, de notre cousin, M. le professeur JOHN DELALOYE, dont les conseils éclairés ou les chaleureux encouragements nous ont accompagné jusqu'au terme du travail que nous publions aujourd'hui.

Sion, le 2 Janvier 1913.

CURRICULUM VITAE

L'auteur de ce travail est né à Sion, le 8 mars 1885, du mariage de l'avocat Maurice Mangisch, de Visperterminen, juge à la Cour d'Appel du canton du Valais, et d'Elisabeth Antonioli, de Bieno, près Pallanza (Italie).

Il fréquenta successivement l'école primaire, le collège et le lycée de sa ville natale et obtint, en 1905, le diplôme de maturité. Il fit ensuite ses études juridiques à l'Ecole de Droit de Sion et aux Universités de Bâle et de Fribourg en Suisse. Le Conseil d'Etat du Valais lui délivra le diplôme de notaire, le 13 août 1907, et celui d'avocat le 2 novembre 1909.

SOURCES

I. DOCUMENTS INÉDITS

Archives cantonales de Sion :

- 1). Collection des Minutaires des XVI^{me} et XVII^{me} siècles.
- 2). De Courten. Traduction des Abschieds valaisans. 7 volumes. (Abrév. : Trad. Absch.).
- 3). *Formulare ad artem Notariatus continens tam actuum judicium quam contractuum et ultimarum voluntatum formas juxta Stylum Curiae Sedunensis conceptas. A^o 1736 die 1^o junii.* — Autres formulaires du même genre.
- 4). Nouvelle collection de parchemins du moyen âge (Classification provisoire A. III. 1.1 ss.).
- 5). *Registrum de Vercorens et de Annivesio 1298 à 1314.*
- 6). De Torrenté. Commentaire des Statuts, écrit vers 1780, XIV^{me} au XVIII^{me} siècle. (A. V. 1.).
- 7). Salle de Rivaz. Collection de minutaires et grosses du 2 volumes.

Tous les documents qui précèdent se trouvent dans la salle III (A. III.) classés provisoirement et inventoriés dans un catalogue manuscrit.

Archives de la Royale Abbaye de St-Maurice d'Agaune :

- 1) Collections de chartes antérieures à 1475, passim. Catalogue manuscrit et documents non catalogués.
- 2) *Liber actorum Monasterii Agaunensis ab anno 360-1719*, 3 volumes (par l'Abbé Charleti) (Abrév. : *Liber actorum*).

Archives de Valère. Minutaires (collection reliée du XIII^{me} siècle à 1632. 337 volumes).

Archives de la famille Maurice Gross-Coquoz, la Fontaine des Marécottes, Salvan.

II. PUBLICATIONS

Archiv für die schweizerische Geschichte, herausgegeben auf Veranstaltung der allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz.

Zürich 1843-1875. 20 volumes.

Aubert Edouard. Trésor de l'Abbaye de St-Maurice d'Agaune. Paris 1872.

Blätter aus der Wallisergeschichte. Herausgegeben vom Geschichtsforschenden Verein von Oberwallis. Sitten (2^e série) 1895 et s. 3 volumes.

Boccart M. Histoire du Vallais. Genève 1844.

De Bons Ch.-L. Armoiries et sceaux du canton du Valais. Zürich 1859.

Cibrario L. et D. C. Promis. Documenti sigilli e monete appartenenti alla storia della monarchia di Savoia raccolti in Savoia, in Isvizzera ed in Francia. Torino 1833.

Documents sur la famille de Courten. Metz 1887.

Furrer P. S. Geschichte, Statistik und Urkunden-Sammlung über Wallis. Sitten 1850. 3 volumes.

Et traduction par R. de Bons, tome I, Sion 1873.

Grenat Chanoine. Histoire moderne du Valais. Genève 1904.

Heusler Andreas. Rechtsquellen des Kantons Wallis. Basel 1890. (Abrev. : H.)

Hoppeler R. Beiträge zur Geschichte des Wallis im Mittelalter. Zürich 1897.

Jahrbuch für schweizerische Geschichte, herausgegeben auf Veranstaltung der allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz. Zürich 1896-1901. Spécialement le tome 24 : Victor van Berchem. Etude sur le Vallais au XIV^{me} siècle.

Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande. Lausanne 1838 et ss. Notamment tome XVIII. (Chartes sédunoises), Lausanne 1863 et tomes 29, 30 31, 32, 33, 37, 38 et 39, savoir : Documents relatifs à l'histoire du Valais (tomes 1 à 8) publiés par l'abbé J. Gremaud. (Abrév. : Gr.)

Statuta Vallesiae Seduni 1843 (col. avec l'original manuscrit de 1571. Archives cant. de Sion).

III. LITTÉRATURE GÉNÉRALE

Bethmann-Hollweg. Der Civilprozess des gemeinen Rechts in geschichtlicher Entwicklung. Band III. Bonn 1866.

Bresslau (Harry). Handbuch der Urkundenlehre für Deutschland und Italien. Band I. Leipzig 1889. (1912).

Du Cange. Glossarium mediae et infimae Latinitatis. Parisiis 1840-1846. 8 volumes.

Ficker Julius. Forschungen zur Reichs-und Rechtsgeschichte Italiens. Band II. Innsbruck 1869. (Abrév. : F.)

Fournier Paul. Les officialités au moyen-âge. Etude sur l'organisation, la compétence et la procédure des tribunaux ecclésiastiques ordinaires en France de 1180 à 1328. Paris 1880.

Giry A. Manuel de diplomatique. Paris 1894.

Glasson Ernest. Histoire du Droit et des institutions politiques, civiles et judiciaires de l'Angleterre, tome 6. Paris 1883.

Grimm Jacob. Deutsche Rechtsalterthümer Göttingen 1854.

Meister Aloys. Grundriss der Geschichtswissenschaft B. I. 1. Halbband. Diplomatie v. Thommen, Schmitz-Kallenberg, Steinacker p. 131 ss. Leipzig. 1906.

Oesterley Ferdinand. Das deutsche Notariat. II Theile. Hannover 1842-1845. (Abrév. : Oest.)

Ott. Geschichte und Grundlehren des österreichischen Rechtsfürsorgeverfahrens (Freiwillige Gerichtsbarkeit) 1906.

Schröder R. Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte. Lpz. 1889.

AVANT-PROPOS

Fut-il un temps plus fertile en discussions sur des matières de droit?

Notre époque d'évolution législative intense, et, en Suisse, de transfert à l'Etat central de tout le droit civil et, sous peu, du droit pénal; cette heure même, d'ailleurs, si remarquable par l'abondance de concepts et de systèmes juridiques d'une attrayante nouveauté, tous apportés par le flux des besoins dits « sociaux et économiques », n'offre-t-elle pas de quoi impressionner profondément la pensée juridique et la féconder généreusement?

Mais, est-ce conscience de l'infériorité de nos forces ou d'une préparation insuffisante pour atteindre à de si hauts sujets; est-ce sentiment ou goût irrésistible pour nos institutions cantonales séculaires, pour l'étude des organismes si intéressants de notre ancien droit public et administratif: toujours est-il que ce genre plus désintéressé a attiré nos sympathies et conquis nos préférences.

D'ailleurs, l'assertion même que notre étude historique a sa bonne part d'actualité, n'aurait rien de paradoxal. Ne traite-t-elle pas, en effet, d'une institution qui, bien qu'ancienne, n'est pas du tout vieillie, et qu'un régime nouveau vient de signaler à l'attention et à l'intérêt du public. Au moment de l'entrée en vigueur du Code civil suisse qui élargit si considérablement la sphère obligatoire de l'acte authentique, elle met en évidence, fort à propos, l'ancienneté et l'importance historique du Notariat en Valais, et proclame ainsi bien haut le droit à l'existence de cette respectable

institution, que d'aucuns, en ces temps contraires, ont semblé méconnaître. 1)

Monsieur le révérend chanoine Grenat, qui portait au front l'auréole de la piété et de la science, écrit quelque part dans son histoire du Valais : « Il serait à désirer qu'un jurisconsulte valaisan s'occupât de l'histoire, c'est à dire de l'origine et du développement progressif de la jurisprudence de son pays et fit une étude comparative de ses divers statuts dès l'époque la plus reculée possible de la féodalité. L'histoire du peuple valaisan, ses mœurs, ses usages et son caractère particulier donnèrent à sa législation un cachet à part qu'il serait très intéressant d'étudier 2). » Une histoire complète du droit valaisan tant public que privé, ce serait sans doute une œuvre superbe. Mais il y faudrait consacrer un temps — peut-être une vie — des ressources et des matériaux hors de la portée d'un étudiant. A cet édifice nous nous sommes contenté, en toute modestie, d'apporter une pierre. Et cette pierre, peut-être, nous l'avons fournie toute fruste, informe, mal taillée. Mais quand même, nous espérons quelque chose de l'effort ac-

(1) Personne n'ignore que l'article de l'acte notarié a été la pierre d'achoppement qui fit sombrer la loi d'application du Code civil suisse à la votation du 27 août 1911. Et pour la faire passer, le 23 juin 1912, il a fallu réserver la concession de l'article 49. De quelles précautions que le législateur sage et circonspect l'ait entourée, nous la regretterons toujours, parce que contraire à l'histoire, à la tradition, à la science et créant un dualisme bizarre et mesquin qui doit nous faire étrangement juger par le monde juriste du reste de la Suisse. On nous dira que nous n'avons ni le sens ni l'âme démocratique; à quoi nous répondons que moins que n'importe qui nous voulons faire peser sur le peuple de trop lourdes charges. Le véritable moyen de vouloir et de réaliser le bien du peuple, en tenant compte des circonstances et de la topographie du Valais, eût été de prévoir l'acte notarié comme forme unique et exclusive de l'acte authentique, mais en profitant de l'occasion pour modifier à fond et dans son essence l'organisation du notariat, dans le sens de la création d'une véritable fonction publique organisée administrativement et par arrondissement, de façon à pourvoir d'offices notariaux toutes les régions montagneuses et reculées du Valais. On eût fait ainsi œuvre de progrès, tandis que le résultat obtenu n'est qu'une demi-mesure, une « réformette » qui fait du notariat une institution boiteuse sans donner au peuple la pleine mesure de ce qu'il pouvait attendre.

(2) Grenat, Histoire moderne du Valais, p. 421, note 2.

compli. D'autres nous ont précédé dans cette voie, d'autres nous y suivront sans doute. Et l'on verra, un jour, de la collectivité de ces initiatives partielles naître l'heureuse réalisation du vœu patriotique de Monsieur Grenat...

Le titre indique notre objectif : exposer la situation et l'organisation du notariat en Valais, sous les évêques de Sion. Bien que, depuis la renonciation à la Caroline, l'action souveraine et politique de l'évêque eût été notablement diminuée, le Valais n'en demeura pas moins sous un régime qui était fort différent de celui créé par la liberté moderne et républicaine et conservait une assez forte empreinte de féodalité, régime qui ne put résister à l'impétueux courant des idées libérales et démocratiques de la fin du XVIII^{me} siècle. et que notre pensée fusionne avec l'ancien, précisément parce qu'il en réalise la survivance.

Au moyen-âge, où nous rencontrons cinq notariats différents, entr'autres le notariat impérial et le notariat apostolique, généralisés dans tout le monde civilisé de l'époque, il est bien naturel d'accorder à ces derniers une place plus restreinte et moins de détails historiques qu'au notariat valaisan par excellence : la chancellerie de Sion.

Notre essai est peut-être criblé d'imperfections et de lacunes, mais il n'en demeure pas moins une preuve du vif intérêt que nous portons aux institutions civiles et politiques de ce coin de terre ensoleillé qu'est la patrie valaisanne. Nous espérons qu'il sera accueilli avec une indulgence aussi grande que la joie que nous éprouvons à l'offrir à la Faculté de Droit de notre chère Université catholique de Fribourg !

PLAN DE L'ÉTUDE



INTRODUCTION :

- A. Aperçu historique sur le Notariat en général, p. 23.
 - B. Nature et Utilité du Notariat., p. 31.
 - C. Le Pouvoir temporel des Evêques de Sion, p. 37.
-

I. PÉRIODE DU MOYEN AGE

PRODROME, p. 47.

A. La Chancellerie capitulaire de Sion ou le Notariat valaisan proprement dit, p. 48.

- I. Le Chancelier épiscopal, p. 48.
- II. Le Chapitre de Sion, p. 48.
- III. Inféodation de la Chancellerie au Chapitre, p. 51.
- IV. Organisation territoriale et interne de la Chancellerie capitulaire, p. 54.
- V. Admission à la Chancellerie capitulaire, p. 57.
- VI. Assermentation, p. 58.
- VII. Instrumentation et Enregistrement de la Charte capitulaire, p. 60.
- VIII. Effet probant de la Charte capitulaire et Procédure des « Auditores cancellarie », p. 65.
- IX. Emoluments, p. 66.

II. PÉRIODE MODERNE


A. Le Notariat épiscopal, p. 155.

- I. Avant les Statuts de 1571, p. 157.
- II. Sous le Régime des Statuts de 1571, p. 162.

B. La Diète et le Notariat, p. 174.

C. Facture de l'Acte, p. 179.

GÉNÉRALITÉS :

- I. Fonctions diverses dévolues aux Notaires, p. 187.
 - II. Langue usitée, p. 191.
-
- 

INTRODUCTION

A. APERÇU HISTORIQUE

SUR LE NOTARIAT EN GÉNÉRAL

Le notariat est une des institutions les plus importantes et les plus anciennes du Droit public. Nous le voyons naître dans la plus haute antiquité, si bien qu'il nous apparaît presque comme contemporain de l'organisation même de la Société. Ce qui d'ailleurs s'explique aisément.

Dès que les hommes représentèrent une force numérique un peu considérable, des groupements se firent jour à la faveur du régime patriarcal : des besoins nouveaux naquirent d'états nouveaux et, pour y pourvoir, il fallut recourir à des transactions. Ces transactions, ces contrats se diversifiant et se multipliant au fur et à mesure des exigences économiques, il en fallut graver le souvenir dans l'esprit de leurs auteurs et transmettre la preuve matérielle aux ayants droit à venir. L'emploi de l'écriture devint fréquent dans la passation des actes : d'où l'utilité des écrivains publics investis, à l'origine de cette fonction, non pas toujours de la force authentique, de la « fides publica », mais destinés simplement à suppléer à l'impéritie de gens, la plupart du temps, illettrés.

Si donc, à l'instar de tout ce qui ne participe pas de l'immuabilité métaphysique, l'institution qui nous occupe a subi, au cours des temps, les lois de l'évolution, celles-ci ne l'ont point seulement affectée de métamorphoses accidentelles, mais l'ont même modifiée en son essence intime, en sa nature juridique. Il y a bien loin en effet du « tabellio » du Bas-Empire, simple particulier faisant profession d'écrire des actes, au notaire actuel

ou même à celui du Moyen âge revêtu déjà, dans une certaine mesure et sous quelque réserve, du caractère authentique.

La Bible nous apprend que les Juifs connaissaient les contrats écrits. Nous lisons, à ce sujet, au livre de Jérémie (1), les paroles suivantes : « Ainsi j'achetai le champ de Hanaméel, fils de mon oncle, qui est à Hanathoth et je lui pesai l'argent, qui fut dix-sept sicles d'argent. Puis j'en écrivis le contrat, et le cachetai, et pris des témoins, après avoir pesé l'argent. Et je pris le contrat d'acquisition, tant celui qui était cacheté, selon l'ordonnance des statuts, que celui qui était ouvert... On achètera, dis-je, des champs à prix d'argent et on en écrira les contrats, et on les cachettera, et on en prendra des témoins... »

On peut inférer de ce texte qu'alors déjà le contrat écrit était rédigé en deux doubles : l'un, ouvert, servait couramment de titre de propriété, de « Kaufbrief » ; l'autre, fermé et cacheté, à l'abri partant de toute altération subséquente, on y avait recours en cas de divergence ou en cas de perte du premier, et il faisait pleine foi de son contenu. De plus, nous constatons là presque l'appareil complet d'un contrat vraiment solennel : confection d'un écrit, concours de témoins, pesée de l'argent dans la balance, apposition du sceau ou cachet : autant de facteurs d'authenticité, moins toutefois l'un des plus énergiques : le ministère de l'officier public dont il n'est pas fait mention.

Certes, il serait erroné d'en conclure que le droit hébraïque ignorait tout du notariat ou de quelque institution qui lui fût parente. Parallèlement aux institutions égyptiennes, les Juifs avaient leurs notaires ou gens de plume dénommés « scribes ». Ces rédacteurs de contrats n'ont, sauf l'identité du nom, rien de commun avec les scribes ou Docteurs de la Loi, chargés de lire à haute voix et d'expliquer les textes sacrés devant l'assemblée du peuple, et qui jouèrent le rôle prépondérant dans le procès de condamnation à mort du Christ.

(1) C. XXXII, 9, 10, 11 et 14.

Si, de la civilisation judaïque, nous passons en Grèce et en Macédoine, nous retrouvons, là aussi, des fonctionnaires de la même espèce. Les auteurs politiques de l'époque, notamment Aristote, les considèrent comme un rouage utile à la saine administration de la cité. Dans sa « Politique », ce dernier nous parle « d'autres magistrats chargés de l'enregistrement *des contrats entre particuliers* et des jugements rendus par les tribunaux ». Ces magistrats chargés des contrats entre particuliers sont évidemment des fonctionnaires notariaux.

Rome connut le « tabellio » que nous signale déjà un passage d'Ulpien (1) : « Plus est autem foro quam advocacy interdiceret, si quidem huic omnino forensibus negotiis accomodare se non permittatur. Solet autem ita vel juris studiosis interdici, vel advocatis, vel *tabellionibus* sive pragmaticis ». C'est surtout sous le Bas-Empire que l'on employa fréquemment les « tabelliones » pour la rédaction des actes et conventions. C'étaient des personnes qui, installées dans des « stationes » sur le Forum ou d'autres places publiques des villes (à Rome, Constantinople, Ravenne), faisaient métier de confectionner des écrits sur des affaires de droit et ne méritaient l'appellation d'écrivains publics que dans ce sens qu'elles se mettaient à la disposition de tout requérant (2). Les écrits émanant de ces professionnels de la plume étaient dénués de la force authentique, de la « fides publica » ; il fallait, pour en certifier l'authenticité et le contenu, recourir au serment du « tabellio » et des témoins.

Si le droit romain ne conférait pas la « fides publica » aux

(1) L. 9, 3, 4. De poenis XLVIII, 19.

(2) tabelliones d. h. Personen, welche ein Gewerbe daraus machten, für andere Urkunden über Rechtsgeschäfte zu entwerfen und nur in dem Sinne, dass sie ihrem Gewerbe nach jedem, der es verlangte, dienten, können sie öffentliche Schreiber genannt werden. (Oest. tome I, p. 11.) — Les notaires s'appelaient tabelliones « συμβολαιογράφοι », forenses, αγοραῖοι, personæ publicæ, de ce qu'ils pratiquaient in foro, εν αγορά. Leurs actes s'appelaient instrumenta forensia ou publica, συμβολαία, αγοραία publice (ἐπ' αγοράς) confecta.

« tabelliones », du moins édicta-t-il certaines prescriptions sur l'exercice de cette profession, la forme de l'acte et le nombre des témoins. En outre les « tabelliones » étaient placés sous la surveillance des magistrats. Avec le temps, on confondit « tabellio » avec « tabularius », probablement parce qu'étant archiviste, le tabularius avait tout naturellement l'occasion de fonctionner quelquefois comme tabellio : la confusion de ces offices divers engendra celle des termes, mais les fonctions propres du tabularius différaient essentiellement de celles du tabellio. Celui-là était un véritable fonctionnaire, un officier public, chargé, dans les provinces, d'attributions diverses, notamment la comptabilité en matière d'impôt, la tenue des archives et la rédaction des actes de naissance.

L'invasion des Barbares ne frappa point de mort l'institution romaine des « tabelliones ». Même après que les Lombards eurent envahi l'Italie, en 568, les Romains continuèrent d'être régis par le droit romain et les Lombards, par le leur. C'est ainsi que les rois lombards prescrivirent aux notaires de rédiger tous leurs actes selon le droit romain ou selon le droit lombard (1). Conformément à cette ordonnance les notaires indiquaient expressément dans leurs actes duquel de ces deux droits les parties entendaient se prévaloir (profession).

Charlemagne, qui rétablit l'empire d'Occident sous l'étiquette de Saint Empire Romain, fait dans ses Capitulaires, œuvre législative remarquable, une large part au notariat. En 803, il ordonne à ses « missi » d'établir des notaires dans toutes les provinces : « ut missi nostri Scabinos, Advocatos, *Notarios* per singula loca eligant; et eorum nomina, quando reversi fuerint, secum scripta deferant (2). En 805, il prescrit « ut unusquisque episcopus et abba et singuli comites suum notarium habeant » (3).

Au traité de Verdun (843) qui consumma le démembrement du

(1) Oest. t. I, p. 58.

(2) Oest. t. I, p. 102.

(3) Oest. t. I, p. 107.

colossal Etat carlovingien, commence l'histoire des trois grandes nations européennes : France, Allemagne, Italie.

L'Italie, avec le comté du Valais, échut à Lothaire qui, en 843, disposa « ut cancellarii electi boni et veraces chartas conscribant ante Comitum et Scabinos et vicarios ejus (1) ».

Le sol italien, éclairé de la plus brillante civilisation, devait nécessairement devenir le foyer d'une culture juridique intense. C'est là aussi que le notariat acquit vraiment de l'importance. Glossateurs et praticiens consacrèrent à cette institution de nombreux ouvrages remarquables par le fond et l'abondance de la matière. A l'instar des autres professions ou métiers, il s'y organisa en corporation. On ne pouvait exercer le notariat sans être préalablement agrégé à l'un des « collegia notariorum » et il fallait à cet effet fournir des preuves de capacité. Les places de greffiers des tribunaux, de secrétaires des autorités publiques étaient dans la règle occupées par des notaires. Aussi bien, presque tous les actes de provenance italienne sont instrumentés par des notaires.

En Allemagne, par contre, les actes notariés furent de beaucoup plus rares; ils ne différèrent essentiellement des autres que depuis le XIV^{me} siècle (2). A l'origine, dans les institutions juridiques pures des Germains, avant toute infiltration romaine, on ne trouve aucune trace de l'existence d'écrivains publics tels que les « tabelliones » romains, non plus que de l'admission d'une différence quelconque entre les écritures publiques et les écritures privées, dans le sens de la terminologie actuelle. Les actes notariés proviennent, en Allemagne, d'une époque où les institutions romaines y étaient déjà répandues. Ce n'est pas la règle non plus que les pouvoirs publics se fassent assister d'un notaire; toutefois, depuis le quatorzième siècle, les greffiers judiciaires sont souvent des notaires. Les affaires un peu importantes se concluent en comparution judiciaire, ou bien, devant la « versammelte Volksgemeinde ». Si, à cette occasion, on rédige un écrit, c'est

(1) Oest. t. I, p. 109.

(2) Oest. t. I, p. 356 et s.

bien plus pour impressionner la mémoire des témoins, qui constituent l'élément de preuve décisif, que pour créer un titre probant en soi.

Ce qui contribua aussi à maintenir le notariat allemand dans un état d'infériorité, ce fut l'usage qu'on faisait du droit dit « *Recht der Siegelmässigkeit* ». Tous les nobles : princes, comtes, barons, chevaliers etc. ayant leur sceau authentique, les parties à un acte s'y adressaient, les priant d'apposer ce sceau à leur « *instrumentum* ». Un « *instrumentum* » ainsi scellé et levé en présence de témoins, faisait pleine foi de son contenu.

Comme le droit romain, le notariat italien s'introduisit aussi en Allemagne, sans cependant déloger le notariat indigène. De nombreux abus se glissèrent dans le choix des notaires : on nommait à cette fonction des serfs, des incapables, des repris de justice, des criminels notoires, si bien que le juriste Baldus, mort en 1400, put avec raison déclarer que « *imperitia notariorum destruit mundum* ». En 1512, nous voyons l'empereur Maximilien I^{er} promulguer une ordonnance sur le notariat.

Le notariat italien rayonna jusqu'en France, mais pour s'y transformer essentiellement. Dans ce pays, au douzième siècle, la puissance royale était limitée par une foule de juridictions seigneuriales : état qui amena, naturellement, le dualisme nettement tranché des notaires royaux et des notaires seigneuriaux. Avec l'agrandissement du pouvoir royal, réalisé par Louis IX, coïncide l'institution des notaires dits « au Châtelet de Paris », qui, en 1270, sous le règne de Philippe le Hardi, prirent le titre de notaires royaux. Ces notaires, créés à l'origine au nombre de soixante, relevaient du prévôt de la cour de justice du Châtelet de Paris. Ils devaient, notamment, vaquer à leurs fonctions dans les locaux de ce tribunal, rédiger au nom du prévôt leurs actes pour lesquels le concours de deux notaires était requis (1). C'est ainsi que le notariat français apparaît nettement comme un rameau du pouvoir judiciaire. La Révolution supprima l'hérédité des fonctions

(1) Oest. t. II, p. 45.

notariales et enleva aux seigneurs le droit de nommer des notaires.

De nos jours, le notariat existe dans la presque totalité des nations européennes, mais avec des différences souvent profondes, dont l'étude sortirait du cadre que nous nous sommes tracé. Il importe toutefois de clore ce court exposé historique par quelques données sur le notariat dans l'Eglise. L'habitude de se faire assister d'un notaire est fort ancienne chez les dignitaires ecclésiastiques : Papes, cardinaux, patriarches, primats, archevêques, évêques, abbés, etc. Elle passa de l'Eglise romaine dans l'Eglise grecque (1). Ces notaires ecclésiastiques qui, dans la règle et à l'origine, appartenaient tous à la cléricature et dont le nombre s'accrut dans le cours des âges, formèrent une unité gravitant autour du Pape, à qui seul compétait, en principe, le droit de nomination, droit qu'il délégua souvent à des ecclésiastiques de rang supérieur. Certaines Eglises importantes étaient même desservies par tout un « collegium notariorum » que présidait un « primicerius, secundicerius ». Déjà au concile d'Ephèse (431), on rencontre un certain « Petrus presbyter Alexandrinus et notariorum primicerius ». De même, au premier synode de Latran (649), paraît « Theophylactus, primus notarum apostolicæ sedis (2) ». Les fins de l'Eglise différant de celles de l'Etat, il suit que les occupations des notaires d'Eglise, bien que symétriques, se distinguaient, quant à leur nature et à leur objet, de celles des notaires temporels. Ceux-là étaient employés à la rédaction des « acta martyrum », des « ordinationes », des « munissiones », etc. (3); ils assistaient aux assemblées des Eglises et tenaient le protocole des synodes (4).

(1) Oest. t. I, p. 80.

Les premières notes relatives au notariat ecclésiastique se trouvent dans Clément I, Liber pontificalis, éd. Duchesne, Comp. Renaud, Revue des sciences ecclésiastiques, I, 123, éd. D. Bouix 1867.

(2) Oest. t. I, p. 81.

(3) Les notaires ecclésiastiques participaient activement aux cérémonies de l'Eglise : « ...et tum illuminantur duo cerei, quos tenent duo Notarii. (Du Cange, tome IV, p. 645.)

(4) Oest. t. I, p. 82.

Vu son importance, le notariat ecclésiastique exerça une réelle influence sur le notariat civil ou temporel. D'autre part, il est des notaires créés par le pouvoir ecclésiastique dont les occupations sont analogues à celles des notaires civils ou temporels. Ce sont de véritables officiers publics, des rédacteurs de contrats de tous genres (1). Les notaires apostoliques nous en fournissent un exemple.

(1) Oest. t. I, p. 82.

B. NATURE ET UTILITÉ DU NOTARIAT

Les documents nous apprennent que les termes latins usités en Valais pour désigner l'officier public que nous appelons notaire, étaient « notarius », « cancellariam tenens vel cancellarius », plus rarement « tabellio » et plus rarement encore « scriniarius ».

Les notaires impériaux s'intitulaient « notarii » avec des adjonctions spéciales que nous signalerons en temps et lieu. L'expression de « cancellariam tenens » ou de « cancellarius » était spéciale aux officiers des chancelleries capitulaires de Sion et de St-Maurice. Quant à celle de « tabellio », il était rare que le notaire se dénommât lui-même ainsi.

« Notarius » vient de notae, notare, parce que le notaire note, dans son protocole, l'expression de la volonté des parties contractantes. « Cancellariam tenens » et « cancellarius » font allusion à la chancellerie attachée au Pape, à l'empereur, aux comtes, aux évêques, aux souverains, tant laïques qu'ecclésiastiques. « Tabellio », déjà connu des Romains, tire son étymologie de tabella, tablette (1). « Scriniarius », de scrinium, coffre, coffret, car, à l'origine, ce nom désignait à Rome un archiviste; ce n'est que plus tard qu'il devint synonyme de notarius.

Passant de l'étymologie à la définition du « notaire », nous dirons que le notaire est une personne revêtue, par le pouvoir public, de la fonction de recevoir les actes auxquels les parties doivent ou veulent conférer l'authenticité. Que le notaire soit un

(1) « tabellio vocatur eo quod sit portator tabellarum » inquit Isidorus, lib. 9. Orig. cap. 4.

véritable fonctionnaire public, cela est hors de doute : l'emploi supérieur qu'il occupe dans la société organisée en Etat, implique évidemment une délégation en sa faveur d'une portion de l'autorité souveraine.

En principe, sur le terrain du droit privé, chacun doit être libre de créer les rapports juridiques qu'il lui plaît et de les créer également comme il lui plaît. Pourquoi donc l'Etat vient-il s'immiscer dans un domaine strictement privé, en établissant un office auquel les particuliers doivent, en certains cas, et peuvent généralement recourir pour passer leurs actes et contrats dans une forme légalement déterminée.

Car le notariat, qu'est-il autre que cet office que nous venons de signaler ?

L'expérience nous oblige à convenir que, si les particuliers étaient abandonnés à leurs seules ressources pour créer et ensuite prouver les rapports juridiques que les nécessités de la vie leur imposent, les lésions de droit, les infractions à la loi, les erreurs juridiques et les injustices foisonneraient. La société finirait par s'enlizer dans un état chaotique qui compromettrait son existence même. Non seulement les particuliers, mais l'Etat aussi, a le plus vif intérêt à ce que la loi soit respectée, à ce que le Droit de chacun soit jalousement sauvegardé, à ce qu'il règne dans la sphère des transactions même privées, une sécurité, une certitude, un équilibre parfait ; car c'est indubitablement de la collectivité des intérêts privés que résulte en partie l'intérêt général, l'intérêt social. Cet objectif, l'Etat doit y tendre par tous les moyens qui lui paraissent non seulement nécessaires mais simplement utiles.

Ainsi s'expliquent l'institution des tribunaux, celle des bureaux des hypothèques et celle du Notariat. Cette dernière institution constitue donc une pénétration du droit public dans la sphère du droit privé, dans l'intérêt et pour la sauvegarde de ce dernier. Au moyen de l'institution du notariat, l'Etat atteint le but qu'il se propose de favoriser la sécurité juridique sociale, en attachant une force et des effets spéciaux aux actes passés devant notaire.

Les actes notariés sont ainsi quelquefois prescrits « ad solemnitatem » auquel cas seuls les actes revêtus de cette forme solennelle sont tenus pour juridiquement existants et valables; mais le plus souvent, ils ne servent qu'« ad probationem » c'est-à-dire, comme un moyen probant éventuel, comme ce que nous appelons une preuve préconstituée. En fait de moyens de preuve, la loi en reconnaît plusieurs. Retenons, pour notre thèse, seulement l'aveu, le serment, le témoignage et l'écriture.

L'aveu est toujours difficile, sinon impossible à obtenir d'une personne qui a, précisément, tout son intérêt à contester ce qu'on voudrait l'amener à reconnaître. Le serment, acte très solennel, à la fois civil et religieux, ce qui devrait suffire à en assurer la véracité, hélas ! trop de consciences malhonnêtes consentent à le fausser. Quant aux témoins, la mort, l'incapacité de fait ou de droit peuvent les atteindre ; et combien souvent le souvenir des faits à attester est évanoui !

Reste l'écriture, qui se prête admirablement au rôle de preuve préconstituée, et qui répond le mieux aux conditions d'un moyen probant vivace, indélébile, irréfutable et précis. Des chartes capitulaires indiquent, dans l'« arenga » du « protocollum » les préoccupations qui ont déterminé les parties à fixer dans un écrit l'expression de leur volonté. C'est souvent en vue d'obvier aux fâcheuses conséquences de l'oubli. « Certum est quoniam contractus et conventiones hominum facile nebulam oblivionis incurrunt nisi redigantur in scriptum ; quapropter subitus scriptam compositionem per presens cirographum ad posteros derivamus (1) ». C'est aussi en vue de constituer un témoignage qui échappe à l'action dissolvante du temps : « Abolere solet humana negocia vetustas temporum, nisi scripti munimine roborentur (2) ». On a de même le souci de se prémunir contre la malice et la malhonnêteté des parties ou de leurs ayants droit : « quoniam tractus temporis memorie plurimum novercatur et malicia

(1) Gr. I, n° 194.

(2) Gr. I, n° 208.

actes
notariés

Preuve

serment

Incapacité

écriture

hominum res bene gestas pervertere conatur, idcirco presenti scripto predictis causis occurrimus (1) ».

On rencontre d'autres formules exprimant les mêmes idées : « quod semel bene deffinitur et ab hiis quorum interest collaudantur, firmitatis sue vigorem transmittit ad posteros scripture testimonio, ut non sit locus inficiationi, ne res pro ut gesta est, detur oblivioni (2) » ou bien « ad hoc, instrumenta conficiuntur ut, que versucia hominum posset et vellet rescindere, vel temporis diurnitas offuscare, beneficio scripture, ad memoriam reducantur, et ita, unicuique, ius suum conservetur (3) », ou enfin, très brièvement : « quod bene semel diffinitum est, testimonio instrumenti irrefragabile conservatur (4) ».

L'écrit possède donc une valeur probante très appréciable ; mais cet écrit est-il toujours authentique, est-il véridique, émane-t-il bien de la personne à qui on l'attribue, et si oui, reflète-t-il exactement et sans altération sa volonté juridique ? enfin, est-ce un moyen à la portée de tous, chacun peut-il, sait-il écrire ? Pour écarter tous ces doutes, pour lever toutes ces difficultés, on invente l'écrit public, l'acte authentique ; au moyen duquel le témoignage d'un fonctionnaire, investi par l'Etat de la « fides publica », s'incruste dans un document qui devient une propriété publique sous la surveillance de l'Etat. Ce témoignage offre toutes garanties : il émane d'un fonctionnaire lettré, soumis à une discipline sévère, passible en cas de délits de peines très graves. Le concours des témoins instrumentaires vient encore le corroborer. L'acte authentique, l'écrit public possède donc le « summum » de la force probante ; envers et contre tous, il fait pleine foi de son contenu.

Une partie munie d'un tel titre à l'appui de ses droits n'a pas à redouter la malhonnêteté de son cocontractant. Et quand bien même la question de bonne foi ne serait pas en jeu, il se pourrait

(1) Gr. n° 208.

(2) *ibid.* n° 203.

(3) *ibid.* n° 207.

(4) *ibid.* n° 216.

que la succession des années, des rapports de succession, d'autres causes semblables exposassent le demandeur à voir son droit méconnu ; le titre public lui sera dans ce cas encore du plus puissant secours, abstraction faite de l'éventualité de la prescription.

La « fides publica » dont nous venons de parler, ne saurait être autre chose qu'une émanation de la souveraineté. Elle consiste en une garantie que le souverain attache à l'usage d'une institution créée pour la constatation de l'authenticité des actes. De la sorte, le notaire est, dans sa sphère de compétence, un organe et un représentant de la puissance publique.

Seul donc, l'Etat peut créer le notariat par un acte législatif (1). C'est à l'Etat qu'incombent la réglementation, la surveillance, toute la discipline de cette institution.

La personne que l'Etat admet au notariat, devient titulaire à la fois du « jus actorum » commun à tous, et du « jus fidei publicae » spécial à sa qualité, caractéristique de sa fonction, terme de ressemblance entre les notaires et les tribunaux.

Au moyen âge, les deux grands souverains étaient le roi ou l'empereur et le Pape. Seuls, ces souverains avaient, originairement, le droit de créer des notaires. De là, dans l'Empire, les deux grandes catégories de notaires : les notaires impériaux (notarii imperiali auctoritate, notarii imperialis aulae, notarii sacri palatii, etc.), et les notaires apostoliques (notarii apostolica auctoritate).

En d'autres termes, le droit de créer le notariat et de nommer à cette fonction, était un droit régalien, un « jus regis ». Ce droit régalien, Charlemagne, comme nous l'avons dit, l'exerça par l'entremise de ses « missi dominici », chargés d'établir des notaires dans chaque province de l'Empire, dans tous les comtés. Il prescrivit que chaque comte eût son notaire.

Par là même, il n'avait pas encore délégué aux comtes le droit régalien de nommer les notaires. Mais il arriva que les rois ou les empereurs concédèrent ce droit, avec les autres régales,

(1) De même l'Eglise, dans sa sphère.

à des dignitaires laïques ou ecclésiastiques. Dans ce cas, le nouveau titulaire du droit régalien de créer les notaires, le possédait par un mode dérivé : ce droit, en dernière analyse, compétait au roi ou à l'empereur. L'évêque de Sion, comte du Valais, était précisément au bénéfice d'une concession de ce genre. Il possédait, ensuite de la concession des droits régaliens faite en sa faveur par le roi de Bourgogne Rodolphe III, celui d'établir les notaires, droit connu sous le nom de « chancellerie ».

C. LE POUVOIR TEMPOREL DES ÉVÊQUES DE SION

Lorsque, dans les luttes nombreuses qu'il eut à soutenir, le pouvoir temporel des évêques était appelé à se justifier, il recourait le plus souvent à la « Caroline » (1), ainsi que nous aurons l'occasion de l'exposer en ce qui a trait à la défense de la régle de la chancellerie.

Charlemagne qui fut sacré empereur en l'an 800, aurait donné le comté du Valais, avec ses régles, à l'évêque du Valais, S. Théodule, qui vécut dans la seconde moitié du quatrième siècle! (2) Cet écart chronologique considérable démontre qu'il ne saurait s'agir d'une donation effective faite par Charlemagne à S. Théodule.

Par contre, comme l'indique Boccard, (3) il se peut très bien que Charlemagne, suivant en cela l'habitude de l'époque, et un formulaire consacré, ait donné le comté du Valais à un autre évêque vivant de son temps, mais en désignant comme bénéficiaire de sa libéralité. le patron de l'Eglise de Sion, S. Théodule ou Théodore, précisant ainsi que c'est l'Eglise et non le donataire personnellement qu'il entendait avantager.

Dépourvu de compétence pour discuter dans cette sphère purement historique, nous nous bornons à déclarer que nombre d'auteurs qui ont traité de l'histoire et des institutions du Valais,

(1) La « Caroline » fut confirmée par les empereurs Charles V, Maximilien Ier, Ferdinand II.

(2) Boccard, p. 401.

(3) Boccard, p. 383.

s'accordent à faire remonter le pouvoir temporel des évêques de Sion, non plus à la Caroline, mais bien à la donation du comté du Valais faite à Hugues évêque de Sion par le roi Rodolphe III de Bourgogne, en l'année 999, donation d'ailleurs qui ne peut être considérée que comme une confirmation de libéralités antérieures : « Comitatum Vallensem integritur cum omnibus eius utilitatibus que juste et lialiter ex antiquis seu eciam modernis Constitutionibus ad Ecclesie Comitatum appendere videntur (1). »

Mais déjà en 999 le comté du Valais avait des limites plus restreintes que le diocèse de Sion. Celui-ci s'étendait de la Furka au Léman, tandis que le comté s'arrêtait à la croix d'Ottans, village situé entre Martigny et Vernayaz, mais qui est aujourd'hui disparu. Le Valais actuel comportait, à cette époque, les divisions territoriales suivantes. La partie s'étendant du Léman à la croix d'Ottans faisait partie du Chablais; c'est donc dans le Chablais que se trouvait l'abbaye de St-Maurice d'Agaune, jouissant du privilège de l'immunité (2) et possédant de nombreuses et belles seigneuries. Le Chablais dépendait de la couronne savoisiennne. A la croix d'Ottans commençait le comté du Valais; mais dans la partie même du comté du Valais qui allait de Martigny à la Morge de Conthey, savoir le Bas-Valais, le pouvoir épiscopal était littéralement absorbé par la domination savoisiennne : c'est pour cette raison qu'on appelait ce territoire le Valais savoyard. Au-dessus de la Morge, s'étendait le véritable Valais épiscopal. La Savoie, toutefois, avait même des possessions dans l'extrême Haut-Valais : ainsi Mœrel qu'elle avait inféodé à l'évêque.

Un facteur qui contribua puissamment à placer l'évêque de Sion dans une situation inférieure à celle du comte de Savoie, fut dans le droit que ce dernier exerça, dès le XII^{me} siècle, d'investir l'évêque des régales. En principe, l'évêque tenait directement les droits régaliens du roi de Bourgogne et bientôt après

(1) Gr., I. 71.

(2) Les domaines jouissant du privilège de l'immunité formaient comme autant d'îlots soustraits plus ou moins complètement à la justice publique.

(1032) de l'empereur d'Allemagne, héritier de ce royaume; il relevait directement de l'empire et jouissait de l'immédiateté impériale. Les Zähringen avaient exercé ce droit d'investiture, en leur qualité de ducs ou recteurs de Bourgogne. Berthold IV qui avait reçu, en 1157, ensuite du démembrement du rectorat, l'avouerie des évêchés de Lausanne, de Genève et de Sion, inféoda à son beau-frère, Humbert III, comte de Maurienne, celle de l'évêché de Sion. Telle est peut-être l'une des sources du droit d'investiture de la maison de Savoie, exercé pendant tout le XIII^{me} siècle, nonobstant l'édit de l'empereur Henri VI du 7 mai 1189, qui remplaçait le comté du Valais sous la dépendance directe et dans la mouvance immédiate de l'Empire : « Sedunensem episcopatum ad *manum* Imperii retinuimus specialiter. Cuius ecclesie episcopi ante tempora illa de manu comitum Sabaudie per aliquod tempus recipiebant regalia. Sub hac ergo forma episcopatum illum imperio specialiter retinuimus, ut ecclesia Sedunensis et eiusdem ecclesie episcopi ad coronam Imperii iure perpetuo specialiter pertineant et de manu Imperii regalia recipiant. Ad cuius rei certiore evidenciam Willelmum episcopum, qui tempore illo Sedunensi ecclesie presidebat de regalibus investivimus; qui investituram regaliū Sedunensis episcopatus de manu nostra recepit, eamque omnes eius successores de manu Imperii sunt recepturi. (1) »

Malgré cet édit formel, explicite, en 1293 et 1308, les hommages mutuels que se prêtent l'évêque et le comte en raison des liens féodaux existant entre eux, contiennent cette reconnaissance « recognoscentes nos dictus episcopus nos teneré ab ipso dno comite in feudum regaliā et stratam publicā a cruce de Octans superius usque ad finem diocesis, item *officium cartarum seu cancelarie* et feudum de Morgia. Nos vero comes predictus recognoscimus nos tenere in feudum ab episcopo et ecclesia Sedunensi castrum de Chillon et quicquid est de feudo (2) ».

(1) Gr. I, n° 176.

(2) Gr. II, n° 1040.

Mais l'évêque Aymon III de la Tour refusa de prêter l'hommage dans la teneur précédente. En 1327, l'hommage fut bien prêté; l'évêque prénommé reconnut tenir en fief du comte de Savoie la route publique et Mœrel, mais il exclut formellement la régale de la terre de Sion et la chancellerie, dont à tort, ses prédécesseurs, ainsi qu'il l'avait ouï dire, avaient été investis par une main savoisiennne. (1)

Un hommage fut renouvelé en 1330, dans le même sens, et devint définitif.

La lutte entre la Savoie et l'évêque fut le trait dominant de l'histoire du Valais au moyen-âge. Elle eut pour épilogue la conquête du Bas-Valais par les dizains du Valais épiscopal : Sion, Sierre, Loèche, Rarogne, Viège, Brigue et Conches (1475). A cette date, toute la partie du pays comprise entre la Morge de Conthey et la ville de St-Maurice passa aux conquérants. Puis, ensuite d'un traité d'occupation, déterminé par des motifs de solidarité religieuse et intervenu en 1536, en vertu duquel les Haut-Valaisans demeurèrent, pendant trente quatre ans, maîtres du Chablais (2) et installèrent des gouverneurs à Monthey et à Evian, le mandement de Monthey s'étendant jusqu'à St-Gingolph, fut définitivement acquis au Valais, par le traité de Thonon du 4 mars 1569. Leurs Excellences envoyèrent des gouverneurs permanents à St-Maurice et à Monthey.

Ainsi, les territoires conquis ne furent pas associés au gouvernement du pays, mais traités en sujets. (3) Le Valais, dès lors, fut unifié dans ses limites actuelles, transformation qui influa naturellement sur l'objet de notre étude. L'élément savoisien fut totalement éliminé.

Mais si, d'une part, la nation grandissait, d'autre part le pou-

(1) Gr. V, n° 2191.

(2) Savoir cette partie actuelle de la Haute Savoie qui s'étend de St-Gingolph à Thonon et en montant la vallée de St-Jean-d'Aulph.

(3) A l'instar de certains cantons suisses, le Valais avait ses pays sujets de Loetschen et du Bas-Valais.

voir temporel de l'évêque perdait chaque jour l'une ou l'autre de ses prérogatives les plus précieuses. L'évêque n'a plus à combattre un rival, il doit contenir ses sujets qui veulent être des « patriotes indépendants », de vrais républicains.

Dès le XIII^{me} siècle, l'évêque avait eu soin, avant de prendre une décision d'intérêt général, de consulter les communes et d'obtenir leur assentiment. Ces grandes communautés ou dizains, (1) au nombre de sept : Sion, Sierre, Loèche, Rarogne, Viège, Brigue et Conches, s'ingénierent à s'émanciper de la suzeraineté épiscopale, en s'emparant progressivement des compétences législatives. Peu à peu, toutes les questions d'ordre législatif, politique et même administratif intéressant le pays, furent soumises au conseil général de la terre du Valais, qui se métamorphosa en une Diète représentative, en quelque sorte, de la souveraineté de l'Etat, dès que celui-ci fut suffisamment consolidé.

Miné par le travail de nombreuses générations avides d'indépendance politique, le pouvoir temporel effectif et intégral s'écroula pendant l'épiscopat du saint et magnanime Hildebrand Jost, dont la carrière ressemble moins à un règne terrestre qu'à une passion héroïquement soufferte. C'est le 9 janvier 1634 × qu'Hildebrand signa l'acte solennel de renonciation à la fameuse Caroline.

Depuis lors le pouvoir temporel devint presque illusoire. L'évêque continua bien de siéger à la Diète, qu'en son lieu et place, le grand-bailli présidait. Après sa nomination, il recevait du bailli le glaive de la Régale, en signe du pouvoir que le pays lui conférait; mais ce n'était plus là qu'un souvenir historique, et ce pouvoir il n'était plus censé en être le titulaire direct et nécessaire, il devait le recevoir humblement de l'Etat, de la Nation souveraine. (2) La Révolution, en 1798, date où s'arrête notre

(1) Au sujet de l'étymologie du mot *dizain*, vid. H. p. 12 et s.

(2) L'évêque demeura néanmoins, bien qu'à titre plutôt honorifique, « *comes et praefectus* ».

étude, vint donner le coup de grâce à ce régime séculaire. (1)

Au point de vue de la législation nationale, 1571 date les statuts d'Hildebrand de Riedmatten. Les compétences législatives de la Diète résultant de la consolidation des sept dizains en un Etat fédératif, ainsi que les exigences nées de la conquête du Bas-Valais, furent les facteurs déterminants de la codification et d'une certaine unification du Droit. Des tentatives dans ce sens avaient d'ailleurs déjà été faites avant 1571.

Dizains et communes possédaient des statuts civils et judiciaires connus sous le nom de franchises, procédant du droit coutumier, que les évêques avaient l'habitude de confirmer à leur avènement. Ces franchises fort diverses, entravaient singulièrement l'exercice de la justice et la marche de l'administration. On essaya de les fondre en un tout.

Vers le milieu du XIV^{me} siècle, sous l'épiscopat de Guichard Tavelli, on réunit en 122 alinéas quelques coutumes de droit tant civil que pénal et de procédure; ce furent « les aucuns cas de costume (2) ». En 1446, des patriotes réunis devant le château de Naters, arrachèrent à l'évêque Guillaume IV de Rarogne la concession des articles dits de Naters, soit « libertés accordées aux patriotes (3) ». Mais ils furent révoqués en 1451 déjà, à l'élection de l'évêque Henri Esperlin, qui fit de leur annulation la condition sine qua non de son élévation au trône épiscopal, parce qu'il les

(1) Nous retrouvons encore dans la suite quelques épaves du pouvoir temporel de l'Evêque. La Constitution de la République du Valais du 30 août 1802 porte à l'article 32, al. 2 : « Le Révérendissime Evêque de Sion a séance et voix délibérative à la Diète. Il est le seul ecclésiastique qui y ait entrée. » La Constitution de la République et Canton du Valais du 12 mai 1815, à l'art. 19 : « Le Révérendissime Evêque a voix délibérative en Diète; son vote est égal à celui d'un dizain, et compte pour quatre suffrages. » La représentation du Clergé au Pouvoir législatif est encore consacrée par les Constitutions du 30 janvier 1839, du 3 août 1839, du 14 septembre 1844. Sous tous ces régimes, l'Evêque siège encore au Gd Conseil. La Constitution du 14 septembre 1844 dispose, à l'art. 21 : « Le Révérendissime Evêque de Sion est de droit membre du Grand-Conseil. (Vid. (R. V.) tomes I, III, VI, VII et VIII.)

(2) Gr. IV, n° 1973.

(3) Gr. VIII, n° 2976.

considérait comme attentatoires à la souveraineté et à la liberté de l'Eglise de Sion. (1)

Sans doute, ces articles répondaient à des aspirations nouvelles et donnaient satisfaction aux besoins plus modernes de cette époque, besoins nés du jeu spontané des événements et de l'évolution incoercible d'idées qu'on avait tenues jusqu'alors pour des principes immuables. Ils consacraient des innovations, voire des usurpations, sur le pouvoir spirituel et temporel de l'évêque. Ces articles de Naters, relatifs aussi au droit civil, au droit pénal et à la procédure, comprenaient 110 articles, dont l'un, le 98^{me}, concernait les notaires.

Homme d'épée et grand politique, le cardinal Schinner attacha aussi son nom à un monument législatif remarquable qui date des années 1511-1514 : les statuts dits « Landrecht des Cardinals »^x en 117 articles. (2) Ces statuts furent reproduits dans ceux de 1571 qu'on avait faussement, avant la découverte des premiers, considérés comme l'œuvre originale d'Hildebrand de Riedmatten et le fruit de ses études juridiques à l'Université de Paris. Ce droit national n'abrogeait pas les législations spéciales de la ville de Sion et des dizains, l'art. 117 consacrait cette réserve : « *salvis in premissis privilegiis civitati Sedunensi et cuique ex septem desenis per predecessores nostros et nos successive legitime et solemniter auctorizatis datis vel laudatis, presertim illis que in scriptis redacta fuerunt* » (3).

✕ « En 1539, les députés de Brigue demandèrent, au nom de leurs communes, qu'il plût à la Diète de reviser les statuts dressés sous le cardinal Schinner, vu qu'ils étaient obscurs en plusieurs points, « de les modifier et améliorer afin d'éviter maints longs procès ». Cette proposition fut accueillie à l'unanimité et on choisit dans chaque dizain deux ou trois hommes des plus instruits en droit pour s'occuper de ce travail. Dès qu'il fut terminé

(1) Gr. VIII, n° 3038.

(2) H. p. 201 n° 33.

(3) H. n° 33 p. 258, art. 117.

on le soumit aux observations des communes, les observations furent assez nombreuses; des modifications et adjonctions furent faites. Enfin il en résulta un corps de législation qui fut sanctionné en 1540 par l'évêque, le chapitre et les dizains (1) ». ✕

Enfin, en 1571, parurent, nous le répétons, les Statuts du Valais ✕ munis des grands sceaux de l'évêque, du chapitre et des dizains.

(1) Grenat, p. 20-21.

PÉRIODE
DU
MOYEN AGE

PRODROME

Le droit de chancellerie était donc un des fleurons de la régale de l'évêque : « cancellaria que ex regalia vestra dependet (1) ». Nous venons de voir que pendant un certain temps il en reçut l'investiture de la main des comtes de Savoie. Ce droit de chancellerie n'était autre que le notariat proprement dit : « cancellaria id est auctoritas *conficiendi* chartas (2) ». Ce droit, essentiellement territorial, s'exerçait ou aurait dû s'exercer sur tout le comté du Valais; il constituait le notariat national, indigène, le véritable notariat valaisan. Nous exposerons, puisque tout en étudiant l'organisation ancienne nous nous plaçons dans les limites actuelles du canton du Valais, comment ce notariat ne fut pas, pendant longtemps, le notariat unique dans la vallée du Rhône, comment il dut subir, au moyen-âge, l'étrange et intéressante concurrence de quatre notariats différents, sur laquelle nous basons la division de notre étude.

(1) Gr. V, n° 2096.

(2) Gr. III, n° 1468.

|| chanc.
= dir. g.

A. LA CHANCELLERIE CAPITULAIRE DE SION

OU

LE NOTARIAT VALAISAN PROPREMENT DIT

I. LE CHANCELIER ÉPISCOPAL

A l'origine l'évêque exerça le droit de chancellerie par l'organe d'un fonctionnaire spécial, unique pour tout le comté : le « cancellarius » chargé de recevoir les actes et contrats personnellement ou par l'intermédiaire de substitués ou délégués plus ou moins nombreux « ... cancellariam, id est dicere quod suum cancellarium constituit per cuius manum seu per deputatos per ipsum cancellarium conficiuntur omnia instrumenta super omnibus alienationibus perpetuis et testamentis (1) ».

Au douzième siècle au plus tard les fonctions du « cancellarius » passèrent à tout un collège : le chapitre de Sion.

II. LE CHAPITRE DE SION

Le chapitre de Sion ne se vouait point exclusivement à des occupations d'ordre spirituel ; il jouait, au temporel, un rôle politique

(1) Gr. III, n° 1460.

considérable. Au nombre de vingt-cinq, se recrutant par cooptation, les chanoines avaient à leur tête quatre dignitaires : le doyen de Valère et celui de Sion, le sacristain et le chantre. (1) Un statut (2) de 1212-1216 les obligeait à résider à Valère, sauf quatre chargés du service de l'église inférieure « canonici quidem Sedunenses sacramento astricti sunt apud Valeriam residentiam facere (3) ».

Valère, son château et son église, était donc le siège du Chapitre. C'est là que les chanoines tenaient leurs assemblées officielles des Calendes, ainsi appelées parce qu'elles étaient fixées, dans la règle, au premier jour de chaque mois. A l'origine, de nombreux étrangers, appartenant à la noblesse de Vaud, de Savoie et d'Aoste faisaient partie de ce collège. Au point de vue du droit public, outre ses possessions seigneuriales et ses droits de juridiction, le chapitre occupait la place prépondérante dans les conseils de l'évêque, avant que l'élément communal y fît son apparition dès le XIII^{me} siècle. Puis il prit part aux délibérations du conseil général et de la diète. De plus, il administrait l'évêché en cas de vacance, tant au spirituel qu'au temporel. Il devint, en politique, l'antagoniste des nobles et des communes.

Pendant longtemps il exerça seul le droit canonique de nommer l'évêque; de nos jours, il conserve encore celui de présenter, à chaque vacance, quatre candidats pour la repourvue du siège épiscopal (4). « Dans tous les actes un peu importants, on voit figurer, à côté du sceau épiscopal et de celui de chacun des sept dizains, le sceau du Chapitre. Ils sont tous enfermés dans des boîtes de fer ou de bois et rangés sur la même ligne. Ils se suivent dans cet ordre : le sceau de l'évêché, celui du chapitre puis celui des districts, en commençant par le dizain de Sion et en finissant par celui de Conches. L'honneur qu'on faisait ainsi au Chapitre en

(1) Gr. V, Introd. p. XXXIII.

(2) Le Statut est la base juridique de l'organisation interne du Chapitre. Le Chapitre actuel de Sion est régi par le Statut de 1806 modifié.

(3) Gr. I, n° 230.

(4) Décret. Val. du 22 mai 1807, 6.

l'admettant au nombre des parties contractantes dans les traités de paix, les capitulations ou les alliances, prouve que ce n'est point sans motifs sérieux qu'il s'envisageait comme un membre de l'Etat (1)», nous dirions mieux un organe de l'Etat.

En effet, ce n'est pas seulement à des actes administratifs importants : acquisitions, ventes, échanges, inféodations, que le chapitre a le droit de concourir ; sa participation au gouvernement s'accuse même en matière législative pure : ainsi il coopère aux nouvelles concessions de franchises ; en 1540 encore, il sanctionne avec l'évêque et les dizains la revision des Statuts nationaux du cardinal Schinner ; plus tard il apposera son sceau aux Statuts nationaux de 1571. Nous nous bornons à ces exemples.

A la tête de l'économie interne du Chapitre, se trouvait le métrol dont la fonction était élective et temporaire. C'est lui qui faisait aux chanoines, assistant aux offices de l'église, les distributions quotidiennes des revenus communs (2) ; souvenir de l'ancienne communauté de biens existant entre eux ; lui qui percevait ces revenus et, cela va de soi, exerçait les poursuites à cet effet.

Bref, il groupait sur sa tête les attributions d'un caissier. Les ~~notaires capitulaires~~ lui versaient les redevances dues en vertu des concessions du droit de chancellerie. Outre les distributions quotidiennes dont nous venons de parler, les chanoines avaient droit encore à une part des biens autrefois communs, part désignée sous le nom de prébende, et constituant le facteur principal de la fortune des chanoines (3).

(1) Ch. Ls de Bons « Armoiries et sceaux du Canton du Valais », Zürich 1859.

(2) Cap. 19 X 3, 5 ; c. un. VI^o 3, 3 ; Concil. Trident. s. 21, c. 3, de Reformat.

(3) Comme dans tous les « Capitula clausa », les prébendes du Chapitre de Sion sont des fondations.

III. INFÉODATION DE LA CHANCELLERIE AU CHAPITRE

Dans le douzième siècle (1), avons-nous dit, le Chapitre commença à exercer les fonctions de chancelier. L'évêque, en effet, lui inféoda, à cette époque, le droit de chancellerie. En vertu du régime féodal, un droit public tel que la chancellerie était susceptible d'inféodation. Le fief, disons-le en passant, était un contrat d'une nature particulière d'après lequel la possession et la jouissance d'une certaine terre ou d'un certain droit étaient assurées à quelqu'un moyennant l'engagement que prenait le possesseur de rendre au propriétaire direct de la terre ou du droit certains services compris en général dans le devoir de fidélité.

Le Chapitre, à son tour, aurait délégué l'exercice de ce droit au sacristain d'abord, comme semblent l'indiquer, entr'autres, un acte de 1201 « Ego autem Willermus Sedunensis sacrista et cancellarius ad preces utriusque partis et assensum hanc cartam scribi jussi (2) », puis un autre de 1203 : « Ego Willermus Branchiez, vice Willermi Sedunensis sacriste et cancellarii hanc cartam scripsi (3) ». Ce maître Guillaume fut le dernier sacristain-chancelier, il mourut en 1205.

Le sacristain avait donc pris le titre de chancelier, qui, dans la suite, soit vers 1207 (4), revint au chantre. Celui-ci le conserva jusqu'en 1285. En conséquence, pendant ce laps d'environ quatre vingts ans, les actes se clôturent par des formules de ce genre : « Ego Willermus, vice Willermi cancellarii et cantoris, hanc cartam scripsi (1213) (5) » ; « Ego Aymo cantor et cancellarius hanc cartam scribi feci (1229) (6) ; « Willermus clericus, qui hanc car-

(1) Gr. I, Avant-propos p. XV. L'inféodation du droit de chancellerie au Chapitre doit avoir eu lieu vers la fin du douzième siècle ; en 1189, existe encore un certain Aymo « cancellarius Sedunensis episcopi ». Liber actorum, tom. III, p. 21.

(2) Gr. I, n° 199.

(3) *ibid.*, n° 204.

(4) *ibid.*, I, Avant-propos, p. XV.

(5) *ibid.*, I, n° 233.

(6) *ibid.*, n° 364.

tam levavit vice Normandi cantoris et cancellarii Sedunensis (1266) (1) ». Voici la liste des chantres de l'Eglise de Sion qui furent chanceliers :

- Aymon de Loèche 1206-1208
- ✓ Guillaume d'Ecublens 1208-1221
- Boson de Granges 1221-1222
- ✓ Aymon de Venthône 1222-1232
- Henri de Rarogne 1232-1237
- Jacques de Monthey 1237-1244
- Walther de Chamoson 1244-1248
- Regnerius 1248
- Normand d'Aoste 1249-1285

Après la mort du chantre Normand d'Aoste, survenue le 6 mai 1285, les chanoines de Sion, assemblés dans l'église de Valère, le 22 mai 1285, « per pulsationem campane prout moris est » décident avec l'agrément et l'autorisation de Pierre d'Oron, évêque, de réunir directement la chancellerie au Chapitre (2). Ils exposent les motifs de cette mesure. En premier lieu la réunion aura pour effet de faire participer tous les membres du Chapitre aux émoluments considérables de la chancellerie, au lieu d'enrichir exclusivement le chantre (3) ; ces émoluments alimenteront les distributions quotidiennes « que erant valde tenues et exiles », favorisant ainsi l'essor du culte divin.

D'autre part, certains chantres avaient été d'une incurie ou d'une loyauté telle que presque tout le registre des chartes de la terre de l'Eglise de Sion (4), était perdu. L'intérêt public lui-même était donc en jeu. Le chantre, d'ailleurs, tirait des ressour-

(1) Gr., II, n° 725.

(2) Gr. II, n° 935.

(3) Le chantre bénéficiait exclusivement des émoluments de la chancellerie ; voici à cet égard un document de 1278 : « Jo. de Dailieto promittit Normandō cantori Sedun. solvere XL solidos pro censu cartarum et VI den. pro qualibet carta quas levabit in contracta de Leucha. (Gr. II, n° 866).

(4) Gr. II, n° 935.

ces suffisantes de sa situation et des offices divers attachés à sa dignité.

Les chanoines, individuellement, et le syndic au nom du Chapitre promirent, sous la foi du serment, de respecter l'arrêt qu'ils avaient porté ; le chantre en office, de même, y adhéra séance tenante. La formule de son adhésion contenait, outre la renonciation formelle, en faveur du Chapitre, à tous les revenus provenant de la chancellerie, celle à tous les moyens possibles d'attaquer cette renonciation : « renunciavit exceptioni doli et beneficio restitutionis in integrum, privilegio beneficiorum ecclesiasticorum, omnibus litteris impetratis et etiam impetrandis et omni beneficio iuris canonici et civili et etiam consuetudinario que sibi possent contra predicta vel aliquid de predictis modo et tempore quolibet suffragari, et specialiter iuri dicenti generalem renunciationem non valere (1) ».

Dorénavant, chaque chantre, immédiatement après sa promotion, devra reconnaître expressément et solennellement que les émoluments de la chancellerie appartiennent de plein droit et intégralement au Chapitre et que la chantrerie n'y a plus aucun droit. (2)

Vassal de l'évêque en vertu de cette inféodation, le Chapitre est tenu de choisir un de ses membres et de le présenter à l'évêque pour qu'il lui prête, en son nom, l'hommage, cérémonie qui doit se renouveler à chaque mutation de l'évêque et du représentant « ad hoc » du chapitre : « capitulum ab antiquo consuevit reddere dicto episcopo unum canonicum, qui dicto episcopo fecit et facit homagium ligium pro dicto feudo, illoque decedente dictum capitulum unum alium canonicum reddere consuevit (3) ».

En droit féodal français l'hommage lige est plus énergique que l'hommage simple : il ne peut être rendu qu'à un seul seigneur

(1) Gr. II, 935.

(2) Gr. IV, 1849.

(3) Gr. III, n° 1460.

et constitue « le plus étroit lien qui serre la personne dans l'usage du fief, comme disent les feudistes (1) ».

Le chanoine délégué du chapitre promet donc d'« esse ipsi domino episcopo eiusque successoribus episcopis bonus et fidelis et alia facere que in fidelitate ligia requiruntur (2) ». Le cérémonial s'accomplit : « manus inter manus, osculo oris interveniente ». L'hommage est suivi immédiatement de la délivrance du fief, appelée investiture « ...dominus episcopus fidelitatem predictam recepit et ipsum canonicum nomine dicti capituli de dicto feudo dicte cancellarie investivit (3) ».

IV. ORGANISATION TERRITORIALE ET INTERNE DE LA CHANCELLERIE CAPITULAIRE

Les notaires impériaux, dont nous parlerons plus loin, avaient le droit d'instrumenter sur tout le territoire de l'empire ; les notaires d'un comté, par contre, voyaient leur compétence s'arrêter aux frontières de cette circonscription.

C'est dire que la compétence des notaires est soumise au principe de la territorialité. Rien de plus naturel. Le notariat étant une émanation de la souveraineté et celle-ci finissant, par la nature des choses, aux limites de l'Etat qu'elle régit, si bien qu'un souverain ne peut être souverain que chez lui, que sur son peuple, il en résulte que le notaire est dépourvu de toute compétence dans un Etat étranger à celui du souverain qui l'a investi de sa fonction (4). Un point assez délicat consiste à ne pas confondre les deux questions suivantes : 1^o où, dans quelles limites territoriales le notaire est-il compétent pour exercer ses fonctions ; 2^o où et dans quelles limites, les actes reçus par un notaire jouissent-ils

(1) Edouard Secrétan. Essai sur la féodalité, Lausanne, 1858, p. 310.

(2) Gr. IV, n^o 1759.

(3) Gr. III, n^o 1585.

(4) Tabelliones qui extra territorium non sunt publicæ sed privatæ personæ. Felic. de Oliva, De foro ecclesiæ, Colon. Allobr. 1678, III qu. 14, n. 78.

de la *fides publica* ? Si un notaire français ne peut fonctionner comme tel à l'étranger, un acte stipulé, en France, par un notaire français, dans toutes les formes et conditions légales, peut parfaitement, en vertu du principe « *locus regit actum* » déployer les effets d'un acte authentique au-delà des frontières françaises.

Donc, nous le savons, le principe de la compétence territoriale du notaire était reconnu au moyen âge. En application de ce principe à l'espèce qui nous occupe, les notaires de la chancellerie de Sion, étant les notaires nationaux du comté du Valais, avaient comme champ d'activité tout le territoire soumis au comte du Valais, l'évêque de Sion : « *infra terminos regalie ipsius patrie ecclesie Sedunensis* (1) ». Même par une particularité assez étrange qui nous arrêtera plus loin, ce champ d'activité s'étendait au territoire de l'évêché de Sion soumis à la couronne savoisienne. Bref, tout le territoire du diocèse de Sion, de la croix d'Ottans à la Furka, « *in dyocesi Sedun., a Sancto Mauricio superius* (2) », relevait, au point de vue notarial, de la chancellerie de Sion. En 1319, les notaires de cette chancellerie instrumentaient notamment dans les paroisses de Martigny, Chamoson, Vétroz, Conthey, Nendaz, Sion, St-Germain, Grimisuat, Vex, Hérémenche, Hérens, Mage, Nax, Bramois, Lens, Grange, St-Maurice de Lacques, Géronde, Vercorin, Anniviers, Louèche, Rarogne, Viège, Naters, Mœrel, Ernen et Conches (3).

Déjà, lorsque la chancellerie compétait au sacristain ou au chantre, ceux-ci ne recevaient pas toujours les actes personnellement ; ils concédaient l'exercice de ce droit à des substituts qui appartenaient généralement à la cléricature : curés, vicaires, chapelains, diacres, simples clercs. Quand, par la suite, la chancellerie fut réunie au Chapitre, cette délégation, de par la nature des choses, devint une nécessité. Le Chapitre afferma alors le droit de chancellerie à des personnes qui fonctionnaient en qua-

(1) Gr. V, n. 2026.

(2) Gr. II, n. 1027.

(3) Gr. III, 1414.

lité de « vice capituli cancellariam tenentes » et devenaient ainsi de véritables notaires. Ces concessionnaires ou ces espèces de fermiers, puisqu'on devenait chancelier ou notaire capitulaire en vertu d'un contrat de louage, ne pouvaient, en thèse générale, stipuler dans tout le comté de l'Eglise de Sion ; ils étaient confinés dans des arrondissements ou districts dont les limites, toutefois, n'étaient pas invariables. Ainsi, en 1308, le comté était, à cet égard, divisé en deux districts (1), dont la ligne de démarcation passait à Louèche. L'un comprenait le territoire au-dessous de Louèche, sur les deux rives du Rhône, y compris la paroisse de Louèche ; l'autre, le territoire au-dessus de Louèche.

Dans son district respectif, le notaire capitulaire jouit de l'universalité des droits et revenus découlant de l'exercice de la chancellerie, et ce, dans la règle, sa vie durant (2) : « quamdiu vixerit in humanis dedimus et concedimus... omnes cartas et scripturam omnium cartarum levatarum, levandarum et faciendarum auctoritate cancellarie Sedunensis... cum omni jure et ratione ac etiam utilitate earumdem, quod et quas habemus, percipimus sue habere et percipere debemus ratione et ex causa cartarum levatarum, levandarum et conficiendarum auctoritate predicta in locis predictis (savoir le district affirmé) ». Le concessionnaire n'était pas tenu non plus à recevoir personnellement les actes ; il jouissait à son tour « prout utilitati sue et dicte cancellarie videbitur expedire » du droit de constituer des « levatores cartarum » en sous-ordre pour des localités déterminées, mais à la condition expresse d'en choisir qui présentent les qualités requises « qui sint digni, boni et fideles et ydonei et qui jurent bene, fideliter et legaliter exercere opus cancellarie predictae » et de les faire agréer et confirmer par le Chapitre (3). Dans tous les cas, soit le concessionnaire immédiat, soit le « levator cartae » en sous-ordre, avaient le droit de se faire aider par des secrétaires ou clercs,

(1) Gr. III, 1268, 1269.

(2) *ibid.* 1268.

(3) Gr. III, 1268.

chargés d'écrire les actes sous leur dictée. Il y avait ordinairement un « levator cartae » par paroisse : c'en était, règle générale, le desservant.

De son côté, le concessionnaire ou fermier s'engageait à des prestations en faveur du chapitre « sub obligatione omnium bonorum suorum presentium et futurorum, quecumque sint et quocumque nomine censeantur (1) ». Ces prestations variaient en raison directe de l'importance de l'arrondissement et des affaires qui s'y traitaient. Ainsi pour le district inférieur, plus peuplé, apte à fournir une clientèle plus nombreuse, la redevance était de 50 muids annuels de froment de la mesure de Sion, tandis qu'elle n'était que de 30 muids pour le district supérieur. Elle était payable en deux versements à effectuer, l'un à la fête de l'Assomption de la bienheureuse Vierge Marie, l'autre à celle de la dédicace de l'Eglise de Sion. Enfin, le notaire promettait de sauvegarder les droits de la chancellerie : « jura ipsius cancellarie pro posse suo tenere et fideliter custodire » et d'observer le règlement en vigueur. Le chapitre se réservait dans les concessions, le droit de rétrocéder en tout temps la chancellerie à l'évêque, moyennant un simple règlement de compte de part et d'autre (2).

V. ADMISSION A LA CHANCELLERIE CAPITULAIRE

Le Chapitre ne concédait pas l'exercice lucratif de la chancellerie au premier venu, mais seulement à des « benemeriti » (3). Ces « benemeriti » dont il éprouvait les capacités, il les choisissait, avec une préférence marquée, dans les rangs du clergé. Ainsi à l'instar des notaires impériaux, la plupart des notaires capitulaires étaient des clercs ; chanoines, curés, vicaires, chapelains, prêtres, diacres, sous-diacres ou simples tonsurés. D'ailleurs, à

(1) Gr. III, 1268.

(2) Vid. pour tout ce chapitre, Gr. III, 1268, 1269.

(3) Gr. III, 1268-1269.

cette époque moyenageuse, l'instruction et les lettres étaient en quelque sorte l'apanage des clercs. Qu'il faille prendre le mot « clericus » mentionné souvent dans les chartes capitulaires pour désigner généralement celui qui effectue l'opération toute matérielle de l'écriture de l'acte, dans son acception première de clerc, tonsuré, membre de la cléricature, et non pas dans son sens extensif de lettré ou érudit, ou de notaire ou scribe, cela nous paraît très peu discutable. L'opposition formelle que le Chapitre établit entre « clericus » et « laïcus », quand il poursuit les notaires impériaux « sive clerici sint sive laïci » (1), prouve que les fonctions notariales étaient effectivement exercées par certains membres du clergé. Une autre preuve plus concluante encore réside dans le fait que de nombreux clercs qui viennent d'être admis « ad serviendum in ecclesiis nostris de Valeria et Seduno, horis canonicis » prêtent, après coup, le serment d'exercer légalement et fidèlement l'office de la chancellerie (2). Cette précaution serait absolument vaine si ces clercs ne jouaient aucun rôle dans cet office.

Toutefois, le Chapitre ne concédait pas la chancellerie exclusivement à des clercs, mais aussi à des laïques, pourvu qu'ils fussent instruits et capables : « committendi auctoritatem conficiendi dictas chartas clericis et litteratis (3).

VI. ASSERMENTATION

Quiconque se voyait concéder le droit d'instrumenter ou de lever des chartes de la chancellerie, devait, avant d'entrer en fonctions, prêter le serment dit « juramentum cancellariorum ».

(1) Gr. IV, n° 1800.

(2) Gr. IV, 1905. Notons, en passant, qu'avant de revêtir l'habit clérical, le clerc devait prêter un serment spécial entre les mains du chantre, serment contenant entre autres la promesse de fidélité et d'obéissance à l'évêque, aux dignitaires et chanoines de l'Eglise de Sion, spécialement au chantre. (Vid. Gr. IV, 1891.)

(3) Gr. III, 1462.

Ce serment, à l'instar des formules analogues en usage pour les notaires impériaux, contient la promesse de remplir ponctuellement toutes les obligations de la fonction notariale et, dans certains cas, la protestation de fidélité à l'autorité dont relève cette fonction. Le candidat promet donc, sous la foi du serment : 1° d'exercer correctement et légalement la chancellerie pour l'avantage de toutes les parties contractantes ; 2° de lever les chartes (*scribet levationes chartrarum quas levabit, videlicet formam contractus*), dans la mesure du possible en présence des parties, de leur en donner lecture en indiquant la date et les témoins ; 3° de faire tenir, dans le délai légal, ces chartes à la chancellerie de Sion afin d'en procurer l'enregistrement ; 4° de rechercher autant que possible l'avantage et de favoriser l'extension de la chancellerie de Sion, en engageant les parties à faire instrumenter des chartes de cette chancellerie ; 5° de ne pas faire d'« *instrumenta publica tabellionatus super contractibus perpetuis et testamentis in toto dominio, regalia, baronia et territorio domini episcopi Sedunensis* ». Ce qui signifie que les jurés de la chancellerie capitulaire ne doivent point, en vertu d'une autorisation étrangère, — le plus souvent celle de l'empereur, — cumuler les fonctions de notaire public avec celles de notaire capitulaire, et rédiger en cette qualité-là des instruments publics dont la faveur croissait chaque jour (1).

De plus, d'après un statut de 1329-1337, les jurés sont tenus, de par leur serment, à notifier au procureur épiscopal, dans les quatre mois dès la réception de l'acte, toutes donations et tous legs faits, à leur connaissance, en faveur de l'évêque ou de la mense épiscopale (2).

En outre, les bénéficiers et desservants de l'Eglise de Sion, (*beneficiati et alii servitores ecclesie Sed. tam superioris quam inferioris*), doivent jurer encore les articles suivants : 1°) ne pas

(1) Gr. IV, 1889.

(2) *ibid.* 1702. D'après le droit canonique, l'évêque est l'« *executor natus* » des « *piarum voluntatum* ».

empêcher les fidèles de disposer en faveur du Chapitre, des chapelains et des autels de l'Eglise de Sion : 2^o) ne pas confectionner « d'instrumenta publica tabellionatus » ainsi que nous l'avons exposé plus haut. 3^o) être fidèles au Chapitre, procurer autant que possible gloire, honneur et profit au château de Valère et à ses habitants, et empêcher, de tout leur pouvoir, les machinations hostiles, et les dénoncer à qui de droit. 4^o) ne pas, comme doyens et dignitaires de l'Eglise, admettre quelqu'un à son service qui n'ait au préalable prêté ce même serment (1).

VII. INSTRUMENTATION ET ENREGISTREMENT DE LA CHARTE CAPITULAIRE

Une fois assermentés, les notaires capitulaires pouvaient exercer leurs fonctions. Au risque d'anticiper sur un autre chapitre, nous nous sommes proposé de traiter à cette place, mais seulement dans ses grandes lignes, du système suivi pour la réception et la confection de l'acte de la chancellerie capitulaire. Cet acte est désigné sous le vocable sacramentel de « charte » (*carta*, *charta*, *chertra*, *chartra*) (2). Les chartes, originales, enregistrées ou expédiées, sont toutes — témoin les nombreux et superbes spécimens que nous avons la fortune de posséder encore, — écrites sur du parchemin et rédigées d'après un formulaire dont nous analyserons plus loin les particularités.

Le notaire procédait à la « *levatio* » de la charte en présence des parties et des témoins, puis leur en donnait lecture. La charte ne portait la signature ni des parties, ni des témoins, ni, chose singulière, du notaire lui-même. Celui-ci, contrairement à la pratique des notaires impériaux, n'y apposait aucun monogramme, aucun *signum* ou *signetum*, aucune *nota*, pas l'ombre

(1) Gr. IV, 1889.

(2) Plus rarement, on rencontre les noms de *cyrographum*, *cirographum*, *cedula*, *cartula*.

d'une signature, témoignant de l'intervention de son ministère

Il se bornait à confectionner le titre, qu'un de ses aides ou clercs pouvait écrire à sa place et à s'y mentionner à l'« eschatocollum », après l'énumération des témoins. L'authenticité du titre dépendait totalement de son enregistrement. Exceptionnellement, les parties ou les témoins apposaient leur sceau, s'ils en possédaient un, en raison de leur caractère officiel.

Les formules usitées — à l'encontre aussi de celles du notariat impérial, subtiles, diffuses, trop délayées — étaient d'une précision et d'une concision remarquables, ce qui, en « fixant le droit » d'une façon nette et catégorique, sauvegardait les intérêts de chacun : « ...communis usus consuetudinarius et pro lege servatus, provida consideratione hactenus, a tempore de cuius contrario memoria non existit, ad evitandas cavilosas et perniciosas dubietates clausularum que in contractibus apponende juris scripti sutilitate sunt reperte, et sepe plus vel minus in eisdem contractibus ex simplicitate contrahentium et ignorantia levantium seu scribentium eisdem contractus exprimentur, prout facti experientia cotidiana docuit, introduxit certas formas breves, que chertre cancellarie apellantur, super levandis contractibus et ultimis voluntatibus, quibusque factum et res seu jura et promissiones de quibus agitur inde et simplicitate continentes per juratos debite duntaxat dicte cancellarie et registrande in registris deputatis more solito, sine signis seu notis tabellionum, qui notarii publici nominantur, et quod secundum generalem consuetudinem ipsius patrie dicte cherte sic sine signis levate et registrate sunt et reputantur publica instrumenta, fidem plenam facientia in iudicio et extra ac si per notarios publicos facte essent, et omnes promissiones, cautiones, stipulationes et obligationes personales et reales, renunciaciones et clause necessarie de jure communi aut speciali, privilegio, consuetudine vel statuto ad effectum contractuum levatorum per eos in eisdem chertris essent expresse, ita quod omni contradictione cessante standum est ipsis chertris et hiis que per ambas partes seu alteram ipsarum in ipsis chertris narrantur, postquam sic

levate ut supra et registrate cunsistunt, nec impugnari possunt, nisi modis et exceptionibus hactenus consuetis (1) ».

Ainsi, ce texte assez long nous révèle que dans la charte capitulaire, une fois enregistrée, ce qui est essentiel, sont sous-entendues toutes les clauses et modalités juridiques accessoires, que comporte la nature de l'acte, quel que soit son laconisme énonciatif, et qu'elle jouit tant en justice qu'extrajudiciairement de la « fides publica » intégrale. Les formules d'usage, l'autorité suprême, soit l'évêque, les confirme et c'est elle, nous le voyons, qui en proclame la force probante parfaite. (2)

Ainsi que nous venons d'y faire allusion, la charte originale, une fois levée, doit être présentée à l'enregistrement. Non seulement, cet enregistrement était une condition sine qua non de la force probante, mais il garantissait très efficacement les intéressés contre la perte des titres.

Bien qu'établi aussi dans un but de fiscalité, (3) comme le système actuel, l'enregistrement d'alors, à la différence du nôtre, constituait une véritable transcription au sens actuel. L'opération ne se bornait pas à consigner quelques notes essentielles pour désigner ou reconnaître l'acte enregistré : on le copiait « in extenso » et en gros caractères (ingrossare) dans de grands registres (4), dont on peut admirer des exemplaires aux archives

(1) Gr. IV, 1925.

(2) « (chertæ) quibus tanquam publicis notariis fides plenaria adhibetur, ita quod sic levate, nisi contradicionem habeant infra XL dies⁷a die noticie {computandas, postea impugnari non possunt, nisi per aliam chartam {cancellarie derogantem eisdem, vel per solucionem aut quittanciam seu falsitatem oppositas et probatas. » Gr. V, 2026.

(3) « sibi applicant utilitatem et emolumentum que ratione dictorum contractuum et cartarum cancellarie et registro consueverunt pervenire, » Gr. VI, 2268.

(4) Ce mode d'enregistrement est calqué sur celui de la chancellerie papale et des chancelleries de nombreuses villes d'Italie. Relativement à l'Italie, nous remarquons : « nach den Statuten mancher Städte musste nämlich entweder ein aus der Abbreviatur besonders angefertigtes solennes Document, oder eine wörtliche Abschrift der Abbreviatur mit dem Signum und dem Namen des Notars versehen, der städtlichen Kanzlei übergeben und bei derselben aufbewahrt werden, dies hiess « registrare instrumentum ». Oest. I, p. 284.

de Valère et aux archives cantonales. Cette formalité nous rapproche du système romain, d'après lequel les contrats prenaient un caractère d'authenticité par leur allégation ou insinuation dans les registres municipaux « apud acta municipalia ». Le notaire est obligé de procéder à l'enregistrement dans un délai déterminé, (1) pour la fixation duquel il est tenu compte de la distance qui sépare la résidence des notaires de Sion, la capitale (Sedunum caput) où doit se faire l'enregistrement, à l'exclusion des autres localités dans lesquelles, depuis 1319, (2) en vue d'une centralisation complète et des plus avantageuses, il est formellement défendu de tenir des registres de chartes, règle qui toutefois souffre des exceptions, puisque, en 1334, Perrin de Rarogne, obtient l'autorisation d'enregistrer ses chartes dans sa localité ou à Viège, mais à la condition expresse d'apporter chaque année le registre à Valère (3). Le délai réglementaire, depuis l'ordonnance de 1319, est de deux mois pour les notaires de Sion ; de trois mois pour ceux d'au-dessous de Sion et d'au-dessus de Sion jusqu'à Louèche inclusivement, et de quatre mois pour ceux du Valais au-dessus de Louèche » (4).

« L'usage d'inscrire les actes, dit M. Gremaud, dans un registre spécial, cessa vers le milieu du XIV^{me} siècle. Depuis lors, chaque notaire tint des registres minutes particuliers, qui furent également déposés dans les archives de Valère » (5). C'est qu'avant cette innovation, ce n'était pas le notaire lui-même, mais bien un secrétaire, juré aussi de la chancellerie (6), qui était chargé de la transcription ou de l'enregistrement des actes aux frais du notaire : « promisit cartos registrare, scribere et *ingrossare* in

(1) Gr. III, 1414.

(2) Gr. III, n° 1414.

(3) Gr. IV, n° 1674.

(4) Gr. III, n° 1414.

(5) Gr. I, Avant-propos p. XVI.

(6) Toutefois, le notaire pouvait aussi transcrire lui-même les chartes dans ses registres, et apporter ceux-ci, une fois achevés, à la fin de chaque année, à la chancellerie de Sion. Gr. III, n° 1268.

civitate Sedun. vel in castro nostro Valerie per unum scriptorem juratum dicte cancellarie suis propriis sumptibus et expensis (1)».

Les registres-grosses (ingrossature) étaient conservés à Valère, dans les archives de la chancellerie. (2) Les parties intéressées pouvaient les consulter et, au besoin, notamment dans le cas où elles auraient perdu la charte délivrée par le notaire, s'en faire délivrer des extraits par un juré de la chancellerie, extraits qui jouissaient de la même authenticité que l'original. (3)

Les notaires capitulaires ne furent pas toujours fidèles à observer l'enregistrement ; ils avaient un intérêt pécuniaire à l'esquiver. Nombre d'entre eux se contentaient de lever, soit d'instrumenter, les chartes, de les garder par devers eux ou de les délivrer aux parties, sans autre formalité, contre paiement de l'émolument intégral, tout comme si elles avaient été enregistrées. Si les parties venaient à les perdre, elles ne pouvaient plus s'en procurer des copies, le notaire ayant omis de transcrire les originaux dans les registres publics. L'excommunication punissait ces frauduleuses omissions (4).

(1) Gr. III, 1269.

(2) a) « et registra etiam in archivo publico sive armorio pro communi et publica utilitate et singularum personarum quarum interest conservantur et consueverunt etiam custodiri in ecclesia Valerie Sedun ». Gr. IV, 1625 ; VI, 2268.

b) « registra dictarum chartarum que custodiuntur in archivis nostris publicis et sunt ad eternam rei memoriam custodita ». Gr. IV, 1861.

c) « arche longe in quibus reponantur carte vel scripta cancellarie. » Gr. III, n° 1239.

(3) a) « Quam cartam postmodum sic repertam in registris cancellarie Sedun., ego Johannes de Planis clericus cancellarie Sedun. de dictis registris extraxi fideliter et scripsi. » Gr. I, n° 477.

b) chartis que extrahuntur de ipsis (registris) consuevit fides plenaria adhiberi. Gr. III, n° 1368.

(4) Gr. III, 1414.

VIII. EFFET PROBANT DE LA CHARTE CAPITULAIRE ET PROCÉDURE DES „AUDITORES CANCELLARIE“

La charte de la chancellerie capitulaire est destinée non seulement à perpétuer, par le moyen matériel de l'écriture, le souvenir de l'acte passé, et à obvier, de la sorte, aux effets d'une mémoire labile ou d'une conscience déloyale; elle constitue, de plus, un titre authentique, faisant pleine foi de sa date, de la présence des comparants, de la vérité des dispositions arrêtées, etc., et devenant inattaquable après le terme de quarante jours à partir de celui où on en a eu connaissance « a die noticie » (1). Ainsi, si je me reconnais débiteur, par charte capitulaire, d'une valeur de x livres, cette reconnaissance, au bout de quarante jours de sa date, deviendra irréfragable. Son effet probant ne pourra s'éteindre qu'au moyen d'une autre charte dérogeant, ensuite de mutuel dissentiment, à la première, ou du paiement, de l'acquiescement ou remise, ou de l'incrimination prouvée de faux (2). L'acte capitulaire a donc la force d'un jugement exécutoire. Toutefois, outre les moyens indiqués, on pouvait dans les quarante jours « a die noticie » également, y faire une opposition expresse « contradicere, contradictionem facere » et tâcher, par une procédure particulière, d'en annihiler les effets. Si donc, prétendu débiteur de x livres, je m'aperçois avoir reconnu cette dette par erreur, je devrai, dans le délai utile, attaquer ma reconnaissance.

Cette procédure en contradiction de la charte se déroulait devant les « *auditores cancellarie* », juges-auditeurs de la chancellerie. La partie qui voulait s'opposer à l'acte invoqué contre elle, devait, en temps utile, notifier sa détermination à un chanoine auditeur. Celui-ci, après vérification du délai, assignait deman-

(1) Gr. V, 2026.

(2) *ibid.*

deur et défendeur à une audience aux fins de voir établir les moyens de fait et de droit. Si la partie demanderesse en opposition ou en contradiction ne comparaisait pas, le défendeur, le temps surabondant écoulé, obtenait, par contumace, la confirmation de la charte qui devenait exécutoire en sa faveur.

Si, par exemple, il s'agissait d'un acte de vente, l'acheteur ayant son vendeur contumax en contradiction voyait statuer « cartam ad opus emptoris transire ». Il y avait plusieurs juges-auditeurs de la chancellerie, mais en général on se contentait d'en déléguer un pour chaque cause. L'action en contradiction appartenait à la partie, à son ayant droit et généralement à quiconque se voyait opposer l'acte. (1)

Un acte frappé de contradiction perdait sa force probante et suspendait ses effets jusqu'à droit connu. C'était là d'ailleurs une application d'un principe général de droit, consacré dans les « aucuns cas de costume » : « aprez sachez que tous les instrumens les quels se contredyent en la cort de laut (sic) segneur, ne valent en production de nulle cause tantque il soit descleree la contrediction hu (sic) desterminee la cause pour quoy illz sunt contreditz (2) ».

IX. EMOLUMENTS

Les concessions du droit de chancellerie contiennent, dans la règle, des clauses relatives à cette question, destinées à prévenir la cupidité et une rigueur excessive dans la réclamation des honoraires (3). Les difficultés qu'elle peut susciter sont tranchées par une commission de deux chanoines (4). D'autre part, les chanoi-

(1) Gr. III, n. 1346 et 1362.

(2) Gr. IV, n° 1973, art. 68.

(3) « redempciones cartarum cum moderamine requirant et exigant ne per exactiones ipsorum cancellaria minuatur. » Gr. II, n° 1063.

(4) « quod si dictus Petrus nimis hausterus et rigidus esset in exigendo jus dictarum cartarum, ad arbitrium discretorum virorum dni Johannis Herpo et dni Johannis Boneti concanonicorum nostrorum dicte carte taxarentur prout fuerit rationis. » Gr. III, n° 1269.

nes se réservent souvent, pour leurs contrats éventuels l'application d'un tarif de faveur : « item actum est et expresse conventum inter nos et dictum Nicholaum (un notaire) quod ipse Nicholaus non debet habere vel accipere a nobis vel aliquo concanonicorum nostrorum de qualibet carta super aliquo adquisito facto cuiuscumque quantitatis pecunie, si aliquod adquisitum *fecerimus* in futurum, nisi duodecim den. pro qualibet carta (1).

Mais dans la règle, le notaire devait se tenir à un tarif imposé par l'autorité compétente et gradué sur la base de la valeur de l'objet du contrat. Un tarif que l'on place entre les années 1329-1337 établissait les taxes suivantes. Pour toute disposition testamentaire le notaire a droit à 10 sols si la valeur des biens dont on dispose n'excède pas 25 livres ; à 20 sols si la valeur excède 25 livres et ne dépasse pas 100 livres ; à 30 sols pour toute valeur au-dessus de 100 livres. En cas de révocation ou de changement des dispositions premières, le notaire ne doit pas exiger plus de 7 sols, quelle que soit la valeur en jeu. En matière d'échange, d'inféodation, de constitution de dot, la taxe est de 6 deniers par livre. Enfin, pour tous les autres contrats, cette même taxe est adoptée, sauf pour ceux qui ne portent que sur une valeur de 60 sols (ou une livre), pour lesquels le notaire pourra demander 12 deniers pour la livre (2).

X. ANTAGONISMES SUSCITÉS PAR LA CHANCELLERIE CAPITULAIRE

Il ne fut pas donné aux chanoines de Sion de jouir béatement du monopole si lucratif de la chancellerie. Celui-ci suscita de violents antagonismes.

La qualité de pays d'Empire du comté du Valais ouvrait, comme nous le verrons, la carrière notariale aux notaires impériaux,

(1) Gr. III n° 1268.

(2) Gr. IV n° 1702.

dont la vogue croissait à mesure que les idées d'indépendance se développaient avec l'éclosion du mouvement communal, et que, d'autre part, l'impopularité du Chapitre de Sion s'aggravait. D'un autre côté, le Chapitre eut à se ressentir tout naturellement des rivalités incessantes entre le pouvoir épiscopal et la maison de Savoie, rivalités qui constituent dans toutes les sphères, le trait caractéristique de la période que nous étudions. Puis, certains seigneurs, notamment le sire d'Anniviers, tiraient de leur droit de juridiction des conséquences pratiques éminemment préjudiciables au monopole capitulaire. Pourquoi faut-il encore que les chanoines aient eu, dans l'usage de leur fief, des tiraillements avec leur suzerain, l'évêque ? Autant de circonstances qui commandent la division logique de ce chapitre en quatre sections : 1° Lutte du Chapitre contre les notaires impériaux et les communes : elle fut, de beaucoup, la plus ardente et la plus préjudiciable au monopole ; 2° Lutte contre la maison de Savoie ; 3° Lutte contre le seigneur Jean d'Anniviers ou monographie d'un procès célèbre entre ce seigneur et le Chapitre ; 4° Difficultés avec l'évêque.

1. LUTTE CONTRE LES NOTAIRES IMPÉRIAUX ET LES COMMUNES

Les notaires impériaux, qu'ils fussent institués directement par l'empereur ou par les comtes palatins en représentation de l'empereur, avaient le droit d'instrumenter dans toutes les provinces, dans tous les comtés de l'Empire : « per totum imperium Romanum (1) ».

(1) a) Les compétences conférées au notaire impérial étaient, au point de vue territorial, universelles. Charles IV, créant un notaire pour le comté de Milan, s'exprime ainsi : « decernimus insuper quod omnia et singula instrumenta contractus et acta publica seu privata per te facta actenus tradita sive scripta seu in posterum facienda scribenda seu tradenda in dictis civitate et comitatu Mediolani et in omnibus et singulis aliis civitatibus et locis sacri Imperii in iudicio et extra iudicium ejusdem efficacie firmitatis et vigoris existant ac si tu esses de collegio tabellionum seu notariorum in civitate Mediolani et aliis civitatibus et locis in quibus instrumenta et acta hujusmodi dinosceris tradidisse, non obstantibus con-

Pour échapper aux conséquences de cette règle de droit public commun, il fallait justifier d'une situation juridique exceptionnelle, spéciale. Or, à cette époque, les rapports des provinces avec l'Empire étaient loin d'avoir l'uniformité impeccable qui caractérise, par exemple, ceux des cantons suisses actuels avec la Confédération. Le droit public, avec sa foule de privilèges, d'exceptions, d'immunités si inégalement répartis, présentait une étrange bigarrure et favorisait à merveille la concurrence, l'enchevêtrement et la confusion des compétences.

Or, pour se soustraire à la concurrence des notaires impériaux, le Chapitre invoquait la situation juridique spéciale à laquelle nous venons de faire allusion et qui devait découler de l'inféodation, en sa faveur, du droit de chancellerie compétant à l'évêque par suite de l'investiture des régales. C'était là son argument unique et soi-disant péremptoire. Mais l'empereur, en octroyant à un comte — l'évêque de Sion — le droit régalien d'instituer les notaires pour son comté, entendait-il, par là-même, restreindre son droit d'instituer, lui, les notaires pour tout le territoire de l'empire ? Et pouvait-on, si tel n'était pas le cas, affirmer que la concurrence des notaires impériaux en Valais fût vraiment illégale, d'autant qu'ils exerçaient leurs fonctions dans d'autres pays, placés dans une situation juridique analogue à celle de l'évêché de Sion ou du comté du Valais ?

Le Chapitre réussit à faire sanctionner par les empereurs le point de vue de la situation juridique spéciale, exceptionnelle,

suetudinibus juribus privilegiis et ordinamentis civitatis Mediolani praefati et aliorum civitatum et locorum sacri Imperii quibuscunque ». (Oest. tome I. p. 420. note 6).

b) Le Valais était bien un pays d'Empire. En 1552 encore, Charles-Quint presse l'évêque de Sion, Jean Jordan, de se rendre au concile de Trente, sous peine de privation des droits régaliens. Il ordonne aussi à l'évêque de Sion, en vertu de l'obéissance qu'il lui doit comme prince du St-Empire, de contribuer par un subside à la reconstruction des remparts de la vieille ville de Magdebourg. D'ailleurs, les évêques de Sion étaient régulièrement convoqués aux diètes impériales. (Grenat passim).

assurant ainsi à son droit les avantages d'un exercice exclusif, d'un véritable monopole. (1)

Donc, les notaires impériaux, juridiquement, n'étaient pas compétents pour instrumenter en Valais, l'empereur n'ayant plus le droit de les instituer pour ce pays, par suite de la cession de ce droit à l'évêque de Sion dont le Chapitre était l'ayant-cause. En droit donc, le monopole des chanoines était absolu et s'étendait aux actes et contrats de toute nature et de tous genres, de durée perpétuelle ou de durée temporaire : « cum ad cancellariam et eius levatores Sedun. debeat recurri et non ad alios levatores super instrumentis omnibus et cartis omnium contractuum conficiendis et levandis (2).

Les chanoines, toutefois, contraints par un état de fait inconciliable avec l'application du droit strict, tolérèrent que les notaires impériaux stipulassent des contrats temporaires, dont ils déterminaient la durée; leur interdisant par contre formellement le domaine des testaments et des contrats perpétuels.

Théoriquement, on entendait par contrat perpétuel celui qui avait pour effet de modifier radicalement et pour toujours les relations juridiques des parties avec l'objet du contrat.

Le type en est le contrat de vente, qui apporte aux rapports juridiques des parties avec l'objet vendu une modification profonde et permanente, dans ce sens que les rapports dérivant de la propriété passent d'un coup et irrévocablement, du vendeur à l'acheteur. Ainsi on faisait entrer dans la catégorie des contrats perpétuels tous les actes translatifs de propriété en général. C'étaient notamment les ventes, les échanges, les donations, les constitutions de dot, les remises et renonciations relatives au droit de propriété; c'étaient surtout les constitutions de charges et redevances perpétuelles grevant la propriété immobilière. On y

(1) « ... inhibentes omnibus notariis publicis presentibus et futuris quod per generalem auctoritatem conficiendi instrumenta publica eis concessa non preiudiciatur consuetudini dicte patrie speciali ». (Gr. V n° 2026).

(2) Gr. II, n° 1027.

rattachait les testaments et les actes de dernière volonté. (1)

Le contrat temporaire sortissait des effets modificatifs moins énergiques et d'une durée limitée : tels les modes de location de la propriété, telles les redevances et charges temporaires. Quant aux actes par lesquels on ne faisait que reconnaître des rapports juridiques perpétuels déjà existants ou les modifier accessoirement, ils étaient assimilés aux actes ou contrats temporaires.

C'est en 1292, que le Chapitre ouvrit l'ère des concessions. Quelques notaires impériaux ou tabellions obtinrent, à titre de faveur spéciale (2) et moyennant la reconnaissance, d'ailleurs toute platonique, qu'en recevant jusqu'ici des actes « sine mandato capituli » ils avaient agi sans droit au préjudice du chapitre, la faculté « ut conficere possint instrumenta et cartas super concordiiis, mutuis obligationibus infra quinque annos se extendentibus et non *ulterius*, confessionibus, recognitionibus, procurationibus, causarum processibus et appellationibus infra jurisdictionem predicti capituli perpetuitatem aut possessiones seu redditus non continentibus (3) ».

Il est donc expressément prévu que les actes octroyés aux tabellions ne doivent nullement contenir des obligations perpétuelles, mais seulement des obligations dont l'effet ne s'étend pas au-delà de cinq ans. La concession du chapitre, tout exceptionnelle, a une portée restrictive : seuls les contrats indiqués : arrangements, obligations ne dépassant pas cinq ans, reconnaissances, procurations, actes de procédure étaient accessibles au notariat impérial. Mais les notaires impériaux ne s'arrêtèrent pas là ; ils continuèrent d'instrumenter des actes de tout genre et de

(1) ... super contractibus perpetuis, videlicet vendicionibus, permutacionibus, donationibus, dotium assignacionibus, quittanceibus, testamentis et ultimis voluntatibus. (Gr. V n^o, 2096).

(2) « petierunt iidem tabelliones a dicto capitulo sibi fieri gratiam specialem, et dictum capitulum ad preces ipsorum volentes eisdem facere gratiam specialem ». Gr. II, n^o 1027.

(3) Ibid.

toute durée et force testaments « sub forma instrumentorum que de noe consueverunt nuncupari (1) ».

Les évêques durent intervenir à répétées fois : Aymon II de Châtillon en 1319 (2) et Aymon III de la Tour en 1331 (3), renouvelèrent la défense de stipuler des contrats perpétuels, sous peine d'excommunication, de dommages et intérêts envers le Chapitre et autres sanctions prévues pour la transgression des ordonnances épiscopales.

Aymon II de Châtillon porta à huit ans (4) la durée des contrats temporaires que les notaires impériaux étaient admis à stipuler, cela toujours, non pas en vertu d'un droit, mais « ex gratia speciali ».

Quelle sera donc la force probante d'un acte impérial reçu en contravention du statut épiscopal ? Absolument nulle. L'évêque le déclare expressément : « inhibentes tenore presentium officialibus nostris et aliis jurisdictionem habentibus, scilicet viccednis, maioribus, salteris, mistralibus et aliis nobilibus, arbitris et arbitratoribus, quicumque sint et quocumque nomine censeantur, ne in iudiciis vel extra ea recipiant aut fidem adhibeant instrumentis confectis vel conficiendis per dictos notarios vel alios aliunde venientes super testamentis et contractibus perpetuis rerum et bonorum existentium in dominio nostro et terra Vallesii supradicta, dummodo contractus super quibus conficiuntur numerum octo annorum excedant (5) ».

La même défense fut encore renouvelée deux fois, par voie d'édits généraux, par l'évêque Philippe I de Chamberlhac, prélat originaire de Gascogne (6). Notons, à titre de curiosité, que pour assurer la publication de ces ordonnances qui devait avoir lieu « inter missarum solemnities », l'original, sur le type duquel un

(1) Gr. IV, n° 1625.

(2) Gr. III, n° 1414.

(3) Gr. IV, n° 1625.

(4) Gr. III, n° 1414.

(5) Gr. IV, n° 1625.

(6) Gr. IV, n. 1725 et 1798.

exemplaire était remis à chaque desservant, curé, prieur, vicaire ou recteur de la cité et du diocèse de Sion, portait autant de bandelettes qu'il y avait de paroisses, et chaque desservant devait apposer, en manière de visa, son sceau sur la bandelette portant le nom de sa paroisse respective.

Enfin, Edouard de Savoie réédita les mêmes prohibitions, en étendant à neuf ans le terme des contrats octroyés : « ...*dummodo contractus super quibus conficiuntur numerum novem annorum excedant, infra quem terminum permittimus dictis notariis ex gracia speciali ut possint conficere instrumenta dictum numerum novem annorum nullatenus excedentia, dummodo tali auctoritate fungantur que sit competens in hac parte* (1) ».

L'édit de Pierre de Chamberlhac, comme tous les autres, prévoyait l'hypothèse où certains notaires auraient quelques justes motifs à invoquer contre ses dispositions et prescrivait de les faire valoir devant l'évêque ou ses vicaires généraux. Tous les notaires impériaux de Sion, par l'organe de leur fondé de pouvoirs, Perod de St-Maurice, contestèrent la validité de la publication effectuée par le soin des vicaires généraux, alléguant un défaut de procuration à cet effet et refusant d'accepter des juges suspects de partialité, puisqu'ils faisaient partie du Chapitre même (2).

Il arrivait assez fréquemment que des clercs jurés de la chancellerie capitulaire étaient en même temps investis du notariat impérial, ce qui explique pourquoi ils devaient, dans leur serment, promettre de ne pas écrire des « *instrumenta publica tabelionatus* » relatifs à des contrats perpétuels et à des testaments.

Or, on vit, en ces temps d'opposition acharnée contre le monopole capitulaire, des jurés de la chancellerie profiter de leur qualité de notaires impériaux pour recevoir ces contrats défendus, en vue d'esquiver, sans doute, les droits de l'enregistrement. Ainsi, le clerc Manégold de Lalden, poursuivi de ce chef, fait amen-

(1) Gr. VI, 2268.

(2) Gr. IV, n° 1797.

de honorable, promet de réparer le tort qu'il a causé au Chapitre en stipulant de tels contrats et de n'en plus stipuler à l'avenir que selon la forme des chartes de la chancellerie (1) : « item juravit super sancta Dei evangelia quod ipse nunquam in perpetuum conficiet in toto districtu rev. in Christo patris ac dni dni episcopi et ecclesie Sedun. aliquod instrumentum publicum tabellionatus super testamentis vel contractibus perpetuis, sed tantum per chertrās cancellarie Sedun. »

Malgré l'intervention répétée des évêques, les chanoines ne parvenaient pas à faire respecter leur monopole. Bien plus, celle-ci ne fit qu'aggraver l'opposition des notaires impériaux qui se compliqua d'un sérieux conflit avec les communes, conflit qui éclata sous l'épiscopat d'Aymon III de la Tour.

L'étincelle jaillit à Martigny où tous les nobles et syndics (sauf le clerc Perrod Souter), le vidomne Jean à leur tête, au nom de cette communauté, firent publier, le 22 mai 1335, « in plena ecclesia, dum missa celebratur », une déclaration qui, certes, ne ressemblait pas à une respectueuse protestation, mais constituait bel et bien un énergique refus d'obéissance aux ordres du Chapitre et de l'évêque, relativement au notariat : « quod nullus homo dicte communitatis (Martigniaci) faceret vel fieri faceret aliquod instrumentum seu aliquam litteram alicuius tenoris, que vel quod durare posset vel valere ultra octo annos a data dictorum instrumentorum vel litterarum factorum vel factarum seu faciendorum vel faciendarum (2) ». A cette prescription Martigny opposa l'engagement formel de ne plus faire stipuler aucune charte de la chancellerie de Sion aussi longtemps que le Chapitre n'aurait pas révoqué sa monition : « quod nulla cherta cancellarie Sedun. fiat in districtu Martigniaci in casu testamenti, in casu matrimonii, in casu donationis, in casu escambii, in casu confessionis debiti, in casu manifestationis feudorum, in casu

(1) Gr. IV, n° 1679.

(2) *ibid.* n° 1682.

venditionis perpetue, vel aliquo alio contractu quoquo modo, donec dicta monitio sit penitus revocata et annullata (1) ».

De Martigny, la conflagration gagna rapidement le pays tout entier. Le 22 juin suivant, s'assemblèrent, au château de Tourbillion (2), les mandataires des communes, ayant à leur tête quelques nobles seigneurs : Pierre de la Tour, seigneur de Châtillon, propre neveu de l'évêque, François de Compeys, Godefroy de Nuns, agissant « nomine suo, hominum et subditorum suorum ». La communauté de Martigny y avait délégué ses deux vidomnes et sept autres fondés de pouvoirs. Les autres communes représentées étaient la ville de Sion, Chamoson-Ardon, Granges, Sierre, Loèche, Rarogne, Viège, Naters-Brigue et Mœrel. Jean, sire d'Anniviers, qui possédait régulièrement la chancellerie dans sa seigneurie depuis 1326, figure à la tête des témoins de ce conseil.

Donnons ici la parole à M. van Berchem qui, dans son « Etude sur le Valais au XIV^{me} siècle », narre comme suit cette remarquable manifestation. Les représentants « décidèrent d'adhérer au nom de leurs communes respectives ou de leurs sujets à la résolution de la commune de Martigny, à moins que l'évêque ne consentît à rapporter toutes les mesures prises par lui-même ou par ses prédécesseurs, pour restreindre la compétence des notaires impériaux et à abandonner la procédure entamée contre Martigny. Ils donnaient pour motif à la première partie de cette requête le fait que les mesures dont ils se plaignaient avaient été décidées sans leur consentement et qu'elles étaient préjudiciables à l'intérêt général du pays. Ils assuraient ne vouloir porter aucune atteinte aux prérogatives de l'Eglise, sinon pour la défense de leur propre droit, mais ils déclaraient qu'ils considéraient celui-ci comme lésé et qu'ils aviseraient aux moyens de le sauvegarder, si l'évêque se refusait à rétablir la coutume ancienne qui leur permettait de choisir librement, pour toutes espèces de contrats, entre les notaires impériaux et ceux de la chancellerie

(1) Gr. IV, n° 1682.

(2) *ibid.* n° 1683.

capitulaire. L'évêque répondit qu'il n'avait pas eu l'intention de causer le moindre tort à ses sujets; qu'il n'avait rien innové et s'était borné à confirmer les prescriptions de ses prédécesseurs; que ces prescriptions n'avaient pas été révoquées en leur temps et que par conséquent il ne pouvait accéder à la demande qui lui était faite. L'un des députés de Viège ayant alors exposé la décision prise par le conseil, l'évêque enjoignit aux assistants de renoncer à y donner suite, sous peine de la perte de leurs fiefs et de l'excommunication; à son tour il contesta la validité d'une mesure adoptée par le conseil sans sa participation et son assentiment. Mais les députés ne se laissèrent pas ébranler, ils se retirèrent aussitôt en déclarant maintenir leur décision. L'issue de ce conflit n'est pas connue. La fermeté de l'évêque, les peines dont il menaça ceux qui persistaient dans l'opposition à sa volonté, amenèrent peut-être les communes à capituler. Cependant la résistance aux prétentions des chanoines ne fut pas brisée... »

Tout cela est profondément symptomatique. Un frisson d'indépendance a déjà saisi les députés qui vont s'animer pour les luttes futures d'où sortira le triomphe des patriotes sur le pouvoir épiscopal.

De là Martigny se prévaut de la coutume: « de bonis usibus et consuetudinibus in quibus tempore preterito *steterunt* et in possessione fuerunt (1) » pour établir son prétendu droit de choisir librement les notaires. Nous verrons par la suite un texte légal venir confirmer ce point du droit coutumier. *Inveterata consuetudo non immerito pro lege custoditur et hoc dicitur ius quod est moribus constitutum*. Le monopole capitulaire aura alors vécu.

Mais les chanoines ne se rendront qu'après avoir épuisé tous les moyens de défense. En 1340, avec le même insuccès, ils en essayent un nouveau et édictent des peines (2) contre les notaires

(1) Gr. IV, n° 1682.

(2) *ibid.* n° 1800.

usurpateurs, clers ou laïcs, qu'ils qualifient de « *falcem suam in messem alienam ponentes* », « *d'invasores et occupatores rerum, bonorum, jurisdictionum seu iurium ecclesiarum* », puis de « *sacrilegi, sacro testante canone* » qui plus que jamais violent à l'envi le monopole capitulaire, « *levaverunt et levare non desistunt cotidie tam in civitate Sedun. quam in aliis terris Vallesii districtus episcopatus et ecclesie predictorum* ».

En conséquence, tous ces notaires, et leurs fils nés ou à naître, se verront désormais refuser par le Chapitre l'admission à tous les bénéfices, offices, charges d'ordre tant spirituel que temporel ; la participation à toutes les distributions anniversaires et autres libéralités et aux « *refectiones communes* » du Chapitre, ainsi que la réception dans la confrérie de Sainte Marie, tant de leur vivant qu'après leur mort. Enfin, les grandes cloches « *li joiiose* » et « *Ave Maria* » ne sonneront pas pour leur sépulture. Et en aucune circonstance, les chanoines ne devront prêter sciemment aide, secours et conseil à ces rebelles.

Ces mesures n'eurent point raison de l'opposition au contraire, toujours croissante. Dans les paroisses d'Hérens et de Mage on engagea le peuple à s'abstenir d'avoir recours à la chancellerie de Sion, attaque qui motiva une nouvelle intervention de l'évêque. (1343) (1).

Le dernier moyen auquel recourut le Chapitre consista à réclamer de l'empereur la confirmation solennelle de son droit de chancellerie. Il fit les premières démarches à cet effet auprès de Pierre d'Arberg, qui résidait en Valais, en qualité de capitaine général, pour soutenir les Valaisans dans leur interminable lutte contre la maison de Savoie.

Le 6 juillet 1355, d'Arberg octroya une confirmation de la teneur suivante : « Unde nos predictam consuetudinem laudabilem reputantes ac devotissimam intencionem dicti domini nostri imperatoris, in cuius voto consistere cognovimus omnia que ad

(1) Gr. IV, n° 1861.

laudem Dei et augmentum cultus divini ubique, specialiter in ecclesia Sedunensi cuius patronus est, pertinet, augmentare et confovere, quantum possumus, affectantes, predictam consuetudinem, eiusque observanciam et contenta in eisdem, ut supra, auctoritate qua supra fungimur, approbamus, inhibentes omnibus notariis publicis presentibus et futuris quod per generalem auctoritatem conficiendi instrumenta publica eis concessam non preiudicatur consuetudini dicte patrie speciali, que in facto consistit levare seu facere publica instrumenta cum notis super contractibus perpetuis et ultimis voluntatibus contra consuetudinem prelibatam in preiudicium cancellarie seu juris capituli predictorum. Decernentes irritum et inane si a quoquam fuerit contra factum, nullamque fidem adhibendam instrumentis contra predicta levatis in iudicio vel extra, notarios quoque contra premissa facientes teneri et compellendos fore ad satisfactionem faciendam capitulo de injuriis et dampnis datis seu obvencionibus subtractis eisdem capitulo et cancellarie propter hoc taxandis arbitrio iudicis competentis (1) ».

Le représentant de l'empereur reconnaît donc le Valais au bénéfice d'une situation juridique spéciale qui le soustrait au droit public commun de l'Empire.

Dix ans plus tard, le Chapitre s'adressa directement à l'Empereur en sa qualité d'« ecclesiarum protector, deffensor et fondator ac etiam iurium conditor », pour obtenir une nouvelle confirmation. (2) Le passage de Charles IV revenant d'Avignon lui en fournit l'occasion la plus favorable. A l'appui de sa requête le Chapitre invoquait la fameuse Caroline, document par lequel, nous le savons, Charlemagne aurait fait don du comté du Valais à l'évêque S. Théodule, de l'Eglise de Sion ; la coutume très ancienne et la possession immémoriale (3). A vrai dire, en vertu

(1) Gr. V, n° 2026.

(2) *ibid.* n° 2096.

(3) Gr. V, n° 2029. « ...quod cum ex concessione sanctissimi domini Karoli magni imperatoris, predecessoris vestri, et ex consuetudine antiqua, cuius memoria in contrarium non existit, extiterint (canonici) in possessione pacifica ponendi cancellarios per totum episcopatum Sedunensem ».

de la Caroline, le Chapitre n'était point investi directement du droit régalien de la chancellerie, mais bien l'évêque de Sion. Le Chapitre, nous l'avons vu, n'en était titulaire qu'en vertu d'un lien féodal noué avec ce dernier. Pour exciter la compassion de l'empereur, les chanoines peignaient, sous les couleurs les plus sombres, les calamités et les spoliations innombrables qui les avaient, en des temps si contraires, acculés à une indigence quasi complète.

L'empereur, qui se trouvait à Lausanne, accueillit favorablement la supplique capitulaire, à laquelle il répondit par un diplôme contenant, sur la base de la Caroline toujours, la confirmation de l'acte de Pierre d'Arberg (1365). Vu l'importance de ce document, nous en transcrivons les passages les plus saillants.

« Nos igitur (Karolus quartus divina favente clemencia Romanorum imperator semper augustus et Boemie rex) consideracione omnipotentis Dei, ad honorem gloriose genitricis eiusdem, necnon ad laudem sancti Theodoli predictae Sedunensis ecclesie presulis magnifici, et respectu similiter habito ad preclare devocionis insignia quibus ipsi decanus, capitulum et singulares persone Sedun. ecclesie pro nostra serenitate et pro conservacione felicissimi status rei publice suis devotis oracionibus et bonis operibus interpellare iugiter non desistunt, presertim cum dicta supplicacio de fonte rationis emanat et iuste petentibus non sit denegandus assensus, supradicta omnia et singula eo modo et forma quibus exprimitur superius, (renvoi à la confirmation de Pierre d'Arberg) et ordinacionem prefati Petri comitis de Arberg, prout rite et racionabiliter processerunt et usum, ut premittitur, habuerunt, in omnibus suis sentenciis, particulis et clausulis, animo deliberato, non per errorem aut improvide, sed de certa nostra scientia et imperialis potestatis plenitudine, ratificamus, approbamus, innovamus et tenore presencium confirmamus, inhibentes omnibus et singulis cuiuscunque status et condicionis existant, eciam si pontificali prefulgeant dignitate, ne instrumenta publica notariorum seu litteras alias faciant vel fieri precipiant in preiudicium decani et capituli predictorum...

... Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostre ratificacionis, approbacionis, innovacionis et confirmacionis paginam infringere, aut ei quovis ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, gravem nostre indignacionis offensam et penam, ut premittitur, tocies quociens contrafactum extiterit, se noverit irremissibiliter incursum (1) ».

L'obtention de ce diplôme délivré en présence de nombreux témoins, presque tous dignitaires du saint Empire, coûta au Chapitre 192 florins.

Telles furent les phases principales de cette lutte acerbé qui ne contribua pas peu à la ruine du monopole capitulaire.

2. LUTTE CONTRE LA MAISON DE SAVOIE

Le notariat est régi par le principe de la territorialité : le notaire a la compétence d'instrumenter dans les limites du territoire dépendant du souverain qui l'a institué et pas au-delà.

Primitivement, le comté du Valais et le diocèse de Sion avaient les mêmes limites : la Furka et le Léman. Mais comme nous l'avons observé plus haut, déjà à l'époque de la donation de Rodolphe III, en 999, il n'en était plus ainsi : le comté s'arrêtait, en partant de la Furka, un peu au-dessous de Martigny, à la croix d'Ottans, près du Trient. A la faveur du développement de la féodalité qui morcelait les pays en un nombre considérable de seigneuries quasi indépendantes, la Savoie, fidèle à sa politique d'absorption à l'égard du pouvoir épiscopal, parvint, grâce à des rapports de voisinage ainsi qu'à l'avouerie de l'abbaye de St-Maurice et à ses alleux importants dans le comté du Valais, à restreindre bientôt les possessions bas-valaisannes de l'évêque aux seules seigneuries de Martigny et de Chamoson-Ardon qui encore devinrent savoisiennes dès 1384.

Cependant l'évêque conserva dans le Bas-Valais deux droits régaliens, uniques épaves de sa souveraineté : la chancellerie et

(1) Gr. V, n° 2097.

la voie publique, « cancellaria et strata publica ». Par une singulière dérogation au principe de la territorialité que nous venons de poser, le notaire de la chancellerie capitulaire de Sion pouvait instrumenter dans un pays relevant d'un autre souverain, en l'espèce, le comte de Savoie. Cet enchevêtrement de compétences se faisait sentir dans tous les domaines et était tel que souvent l'on ne pouvait plus distinguer les droits de la Savoie et ceux de l'évêque, ce qui, dans la pratique, occasionnait des conflits et des troubles incessants. Aussi bien les baillis, juges, châtelains, sautiers, métraux et autres officiers savoisiens de l'ordre judiciaire se firent les émules des notaires impériaux et des communes dans l'antagonisme contre la chancellerie de Sion. Ce n'était pas que les comtes de Savoie, publiquement et officiellement du moins, approuvassent pareille attitude; non, à plusieurs reprises, ils intervinrent pour enjoindre à leurs fonctionnaires du diocèse de Sion de respecter la chancellerie capitulaire et d'en assurer le libre exercice dans le Bas-Valais « quod quicunque cartas seu chartas dicte cancellarie facere voluerit, libere faciat fieri (1) ». Tels Amédée V en 1304, Edouard en 1324, Aymon en 1332, Amédée VI en 1348 et 1358.

Le châtelain de Conthey et Saillon non seulement refusait de reconnaître une valeur quelconque aux chartes de la chancellerie, mais il édicta même des peines contre ceux qui en feraient instrumenter. (2)

D'autre part, d'une sentence arbitrale portée en 1348 pour délimiter les juridictions, droits et compétences réciproques de l'évêque et du comte de Savoie, il ressort que les sujets, de ce dernier, en Valais, ne faisaient aucune différence, au point de vue de la force probante, entre les « instrumenta publica » et les chartes de la chancellerie, considérant celles-ci comme donnant pleine foi à l'égal de ceux-là : « chertris prelibate cancellarie

(1) Gr. IV, n° 1931.

(2) *ibid.*, n° 1634.

tantam fidem subditi prefati domini comitis in omnibus contractibus adhibebant quantam publicis instrumentis (1) ».

L'opposition à la chancellerie émanait surtout des magistrats et fonctionnaires. Malgré cela, ces chartes remplissaient, seulement pour les châtelainies savoisiennes d'Entremont, Saxon, Saillon et Conthey, dix grands registres.

Aussi les arbitres corroborèrent-ils le point de droit déjà reçu savoir que les chartes de la chancellerie capitulaire de Sion, instrumentées sur terre savoissienne, jouissaient de la fides publica intégrale.

3. LUTTE CONTRE LE SEIGNEUR JEAN D'ANNIVIERS OU MONOGRAPHIE D'UN PROCÈS CÉLÈBRE ENTRE CE SEIGNEUR ET LE CHAPITRE

Le 15 novembre 1320 (2) l'évêque Aymon II de Châtillon reçut en audience, des représentants du Chapitre de Sion, qui déposèrent une plainte contre le noble et puissant Jean d'Anniviers, donzel, vidomne, fidèle et vassal de l'évêque, fondée sur le fait que ce seigneur, violant le droit du Chapitre en vertu duquel et depuis un temps immémorial, ce collège tenait en fief de l'évêque la chancellerie sur tout le territoire du comté du Valais, spécialement dans la vallée d'Anniviers, avec tous ses droits et pertinenances : « cum juribus et pertinentiis suis universis », s'était permis, au grand préjudice des chanoines, d'instrumenter et de faire instrumenter (3), sous la foi de son sceau seigneurial, qui ne possédait aucune authenticité (4), des contrats perpétuels dans la vallée d'Anniviers.

(1) Gr. IV, n° 1940.

(2) Gr. III, n° 1422.

(3) « in valle de Anivesio terre Vallesii fecit et facit fieri litteras super contractibus perpetuis et suo sigillo sigillari ». Gr. III, n° 1422.

(4) « cum sigillum autenticum non habeat nec habere valeat », ibid, n° 1425.

L'évêque promet d'en délibérer, dans un conseil compétent, et de prendre les mesures opportunes.

Les chanoines, très jaloux d'un droit qui leur rapportait de si beaux revenus, « magna emolumenta », ne tardèrent pas à prendre l'offensive par l'application de mesures, certes, impressionnantes. Le 30 janvier 1321, réunis en Chapitre, à Valère, au son de la cloche, suivant l'usage, ils fulminèrent l'interdit contre la paroisse d'Anniviers, nommèrent à cet effet deux procureurs avec mission d'intimer au curé d'Anniviers et aux autres curés et vicaires la défense formelle et conforme aux statuts synodaux, de célébrer les offices divins aussi longtemps que Jean d'Anniviers se trouverait dans leur paroisse (1). Ces mandataires reçurent pleins pouvoirs avec promesse de ratification de tous leurs actes. Au cas où le rebelle ne s'amenderait pas dans le mois, les curés seraient requis de publier son excommunication. Toute négligence, toute défaillance de la part de ces derniers seraient punies selon droit.

Une décision si grave réclamait de soi la ratification de l'évêque. C'est dans ces vues que, le surlendemain même, les chanoines adressèrent à Aymon une requête, le priant de ne pas lever l'interdit, sauf en pleine connaissance de cause et les parties entendues. (2) Ils rendaient l'évêque attentif qu'en agissant contrairement à leurs vœux, il se montrerait suspect de partialité envers la partie adverse et occasionnerait ainsi l'inconvénient de voir déferer la question à la juridiction suprême — sans doute le siège apostolique, ainsi qu'on rencontre fréquemment dans l'histoire du Valais, des cas d'appels interjetés au siège apostolique par le Chapitre contre l'évêque, au sujet de leurs différends — ce qui ne saurait tourner ni à son honneur ni à son avantage « quod utique si iusta esset nostra querimonia, non esset vobis honorabile, nec, ut credimus, fructuosum ».

L'interdit était immédiatement exécutoire; l'évêque, toutefois,

(1) Gr, III, n° 1425.

(2) *ibid.*, n° 1426.

dans des vues de paix et de conciliation, en accorda, d'entente avec son Chapitre, la suspension du 6 au 24 mai 1321. (1)

Le fier seigneur d'Anniviers ne se soumit pas; il adressa à l'évêque des pétitions contre le curé d'Anniviers qui, en exécution de l'interdit, avait cessé la célébration des saints offices. Une procédure s'en suivit, qui aurait dû se dérouler par devant Anselme, curé de Leytron, nommé juge délégué par l'autorité épiscopale(2). Mais les parties litigantes déclarèrent en audience qu'elles refusaient de reconnaître le curé de Leytron comme juge de la cause (3).

Les choses en étaient là, lorsque, le 30 décembre 1322, Jean émit une nouvelle pétition (4), dans laquelle il prétendait être en possession ou quasi-possession du droit d'entendre les offices divins en l'Eglise d'Anniviers et d'y recevoir les sacrements et déclarait qu'au mépris de son droit, le curé de cette Eglise, depuis une vingtaine de mois, avait cessé, sans cause manifeste et raisonnable, la célébration du culte, cela à son plus grand préjudice, refusant à lui-même, à son épouse, à sa famille et à ses paroissiens les sacrements et les saints offices. Il pria donc l'évêque de statuer que le curé était tenu de reconnaître Jean en possession de tous ses droits et de célébrer régulièrement le culte dans sa paroisse.

Cette pétition produisit une certaine impression sur le chapitre puisque, le 8 janvier 1323, son procureur Ebal Hubodi demanda au commissaire Anselme de Leytron qui, paraît-il, fonctionnait encore en dite qualité, d'être agréé comme défenseur du curé d'Anniviers en la cause de l'interdit de cette paroisse (5). Cette requête libellée sous la sauvegarde expresse de tous les moyens et exceptions déclinatoires, dilatoires, péremptoires et autres, devait avoir pour conséquence de maintenir l'interdit par l'admis-

(1) Gr. III, n° 1428.

(2) *ibid.* n° 1453.

(3) *ibid.*, n° 1454.

(4) *ibid.* n° 1455.

(5) *ibid.* n° 1457.

sion de la défense confiée à Ebal Hubodi. Tel fut apparemment le dernier acte de procédure reçu par le curé Anselme, auquel l'évêque substitua Guillaume de Lutry, official de Lausanne (1) Il importe dès ici, d'observer que deux litiges vont s'instruire parallèlement : l'un entre le seigneur d'Anniviers d'une part et le procureur du chapitre Ebad Hubodi, en sa qualité d'avocat du curé d'Anniviers, d'autre part ; l'autre entre le même seigneur et le Chapitre, relatif à l'exercice du droit de chancellerie dans la vallée d'Anniviers. Le premier roule sur l'incident de l'interdit de la paroisse , incident né du procès au fond concernant l'usurpation du Droit de Chancellerie.

L'instruction de la cause de l'interdit, une fois le juge désigné en la personne de l'Official de Lausanne, ne se fit pas attendre. Le 24 janvier 1323, le dit official tint une première audience à Sion, (2) où comparurent d'une part, Jo. Girolodi, professeur de droit, au nom du seigneur d'Anniviers, et, d'autre part, Ebal Hubodi. Girolodi produisit toute une série de propositions qu'il se chargeait, en cas de contestation, de prouver à suffisance de droit et qui tendaient à établir : 1^o ses droits de paroissien de l'Eglise d'Anniviers; 2^o le fait que l'interdit sévissait depuis une vingtaine de mois; 3^o l'irrégularité, l'illégalité et le non fondé de cette mesure. A presque tous les allégués de Girolodi, le procureur répondit le même jour, reconnaissant que le seigneur d'Anniviers était paroissien de cette église, qu'avant l'interdit il avait assisté comme tel aux divers exercices du culte et reçu les sacrements; contestant par contre que l'interdit fût irrégulier, indû, non justifié, prononcé sans la compétence et les autorisations requises. Nous renonçons à reproduire ces allégués, fort intéressants d'ailleurs, et suivis des réponses du procureur qui, suivant les cas, étaient ainsi articulées : « credit (admis) », « non credit (contesté) », « dubitat (douteux) », ou bien l'une de ces formules affectées de restrictions ou de modalités, par exemple :

(1) Gr. III, n^o 1458.

(2) *ibid.* n^o 1459.

« credit, nisi quando fuit suspensus ». Ainsi à l'allégation de l'avocat de Jean d'Anniviers : « item quod sine domini episcopi mandato cessavit (curatus) », l'avocat du curé d'Anniviers de répondre : « credit quod cessavit auctoritate statuti synodalis ». Il ne conteste donc pas expressément que le curé ait exécuté l'interdit sans l'ordre exprès de l'évêque; il reconnaît qu'il l'a fait de par l'autorité des statuts synodaux qui, bien qu'émanant de l'évêque aussi, ne sauraient équivaloir cependant à un ordre exprès, spécial, « ad hoc » de ce dernier.

Les statuts synodaux édictaient la peine de l'interdit contre tous les usurpateurs de biens et de droits ecclésiastiques : « contra eos qui bona seu jura alicuius ecclesie, universitatis, seu collegii, aut singularis persone ecclesiastice occupant vel usurpant (1) ». Et c'est à ce titre que Jean et la paroisse d'Anniviers l'avaient encouru.

Le compromis conclu en 1323 suspendit l'interdit. (2) Jean triomphait déjà sur ce premier point.

Aussi, allons-nous traiter immédiatement du procès au fond relatif à l'usurpation du droit de chancellerie. Cette usurpation, en quoi consistait-elle ? Tout uniment dans l'apposition, par le seigneur, de son sceau aux actes passés par ses sujets, dans les limites de la seigneurie. Il s'agit donc ici d'un usage du sceau, tout à fait semblable à celui que, dans notre introduction, nous avons signalé relativement à l'Allemagne, mais dont l'origine et la raison juridique devaient s'expliquer différemment. « Sigillo proprio et preter auctoritatem et voluntatem dicti capituli usus fuit publice et utitur sigillando litteras confectas et queificentur inter extraneos (3) super contractibus perpetuis et testamentis, ad illum finem quantum in eo est ut eandem vim obtineant et habeant sicut dicte chartre (4) ».

(1) Gr. III, n° 1462.

(2) *ibid.* n° 1463.

(3) Les sujets de la seigneurie sont qualifiés d'*extranei* pour indiquer par là que la contestation ne vise pas « les actes relatifs à l'administration interne de la seigneurie », qui pouvaient et devaient être scellés par le seigneur.

(4) Gr. III, n° 1462.

Et, effectivement, l'usage s'était établi d'attribuer à ces actes la « *fides publica* (1) », en raison du témoignage énergique (2) qui les corroborait, témoignage découlant de l'authenticité que l'on n'aurait pu juridiquement dénier au sceau d'un seigneur investi de l'omnimode juridiction. Et en justice, le seigneur, naturellement, leur reconnaissait la pleine *fides publica* (3).

Cette opinion de droit commun n'eût pas été erronée, si une telle affectation du sceau seigneurial n'avait pas été précisément incompatible avec le monopole capitulaire fondé sur le Droit, et qui excluait expressément, en vertu de dispositions formelles, l'authenticité du sceau seigneurial de tout le domaine relatif à la stipulation des actes entre particuliers. Avec une pareille concurrence, le monopole capitulaire n'aurait plus été, bientôt, qu'un fantôme.

Mais, si cet usage se prolongeait, au point de se dresser comme une coutume vivante en face des dispositions positives tombées en désuétude, le droit commun reprenait force et vigueur; l'authenticité des actes ainsi scellés devenait indiscutable, le monopole était mort. C'est la solution qui triompha.

Pour mettre dans cette courte étude quelque ordonnance, nous allons tout d'abord exposer les arguments produits par le sire d'Anniviers. Il invoquait l'inféodation du vidomnat d'Anniviers conclu, en sa faveur, le 10 mars 1311, par l'évêque Aymon II, du consentement du Chapitre. Le vidomnat conférait à son titulaire le droit d'exercer la justice, au nom de l'évêque, le justicier suprême (*vice-dominus*). Donc le vidomne était un magistrat de l'ordre judiciaire, aux compétences à la fois civiles et criminelles, auxquelles s'ajoutaient quelques attributions administratives. Déjà les parents de Jean, savoir : son grand-père Guillaume, son père

(1) « *communiter eamdem vim obtinent et fidem faciunt inter contrahentes sicuti dicte chartre* ». Gr. III, n° 1462.

(2) « *apponendo sigillum suum in signum testimonii in litteris predictis sibi per dictos contrahentes oblatis* ». *ibid.* n° 1461.

(3) « *idem Johannes in curia plenam fidem adhibeat litteris suo sigillo sigillatis et fidem et probationem faciant* ». *ibid.* n° 1477.

Jacques et sa mère Guigone, comme veuve gérant le vidomnat pendant la minorité de son fils Jean, avaient été investis de cette magistrature, dont les attributions sont définies dans ce texte : « habuerunt et tenuerunt in valle de Anivesio jurisdictionem omnimodam ac merum et mixtum imperium, et ipsam exercuerunt publice in homines dicte vallis et alios quoscunque infra dictam vallem contrahentes vel delinquentes per se vel per nuncios suos, quando casus occurrit, puniendo malefactores et delinquentes et jus reddendo cuilibet conquerenti in causis civilibus, pecuniariis et criminalibus. » (1)

L'exercice de cette juridiction contentieuse appela spontanément celui de la juridiction gracieuse; c'est ainsi que déjà les aïeux de Jean, du moins au dire de ses témoins « usi fuerunt publice temporibus suis sigillis suis in contractibus perpetuis et temporalibus inter subditos suos, sigillando litteras super dictis contractibus inter volentes ad ipsos decurrere pro dicta sigillatione (2) »

Jean d'Anniviers prétendait donc que l'usage qu'il faisait de son sceau seigneurial relativement aux actes passés par ses sujets ne constituait qu'un attribut direct, une conséquence spontanée, une application toute naturelle et une émanation presque nécessaire de son droit de juridiction. En vertu de cette juridiction, il avait donc établi un « officium sigillationum litterarum in contractibus perpetuis et testamentis (3) ». Et pour cet office, il ne touchait pas des émoluments ou honoraires, au sens strict, mais recevait, à titre gracieux, des présents de ses sujets, « inde recepit commoda dictus Jo. nobilis gratanter oblata ab utentibus sigillo suo predicto (4) », tandis que la chancellerie, complètement désertée avait perdu ses cinq muids de froment.

Il invoquait, en outre, le consentement tacite du Chapitre à la jouissance paisible du droit que présentement on venait lui con-

(1) Gr. III, n° 1461.

(2) *ibid.*

(3) *ibid.* n° 1469.

(4) *ibid.* n° 1461

tester, droit qu'il avait exercé personnellement pendant quatorze ans ; sa mère, pendant quarante ans ; son père et son aïeul, pendant seize ans, ce qui faisait en tout une prescription de soixante dix ans, (1) « pacifice et quiete, nemine contradicente, sciente et paciente dicto curato de Anivesio nuncio dicti capituli (2) ». Il se prévalait en outre de précédents analogues créés par la pratique du comte de Savoie, des seigneurs Pierre et Jean de la Tour, qui, depuis trente ans apposaient publiquement leur sceau sur les actes des particuliers, et surtout par la concurrence incoercible des notaires impériaux (3).

L'argumentation invariable du Chapitre procédait de la Caroline (4) pour établir la juridiction régaliennne des évêques de Sion, source du droit de chancellerie, inféodé dans la suite au

(1) Gr. III, n° 1323.

(2) *ibid.* n° 1461.

(3) *ibid.* n° 1469.

(4) a) « Et ad hoc probandum et ostendendum, producit syndicus libros antiquos ecclesie Sedun. fideliter custoditos, in quibus continetur et inscripta est, ad fidem et probationem et ad eternam rei memoriam, donatio predicta a sancto Karolo predicto facta ecclesie Sedunensi, quibus libris consuevit fides plenaria adhiberi, et que donatio, prout in dictis libris inscripta est, scilicet tam in legenda dicti beati Karoli, quam in legenda beati Theodoli, antiquitus et tunc temporis episcopi Sedun., in dicta ecclesia cum aliis divinis officiis legi et recitari consuevit, et in multis aliis cathedralibus et collegiatis ecclesiis ». Gr. III, n. 1468. Les livres dont il est ici question se trouvent encore aux archives de Valère.

b) « quod cum ab antiquissimo tempore ecclesia Sedun. obtinuerit titulo largitionis seu perpetue donationis a bone memorie beato Karolo magno, serenissimo imperatore et principe Romanorum quondam, comitatum seu prefecturam terre Valesii, ut sic dicta ecclesia gauderet perpetuo gladio bisfortaito, scilicet spirituali et temporalis, et ex causa predicta dicta ecclesia seu episcopi qui ibidem pro temporibus fuerunt, mero et mixto imperio supremo usi fuerint et utantur, et ab antiquo per episcopos qui pro temporibus fuerunt ibidem et capitulum ejusdem ecclesie fuerit instituta cancellaria id est auctoritas conficiendi chartas universaliter super contractibus perpetuis et testamentis in civitate et dyocesi Sedun., potissime a Morgia supra ». Gr. III, n. 1477.

c) « beatus Karolus, tum Romanorum imperator, donavit pure et libere beate Marie ecclesie Sedun. et ipsi ecclesie comitatum et prefecturam cum regalia Valensem, cum omnimoda jurisdictione et honore, ita quod dicta ecclesia et prelati eiusdem gauderent in terra predicta utroque gladio, scilicet spirituali et temporalis ». Gr. III, n. 1468.

Chapitre, ce que l'adversaire, d'ailleurs, ne contestait pas. Il prétendait avoir seul, sur cette base, le droit d'exercer la chancellerie ou tout office équivalent, dans la cité et le diocèse de Sion, « ad aqua Morgie supra », « a Morgia de Contegio ». Remarquons que le Chapitre ne la revendique plus comme jadis « in dyocesi Sedun. a Sancto Mauricio superius (1) ». Est-ce à dire qu'il l'a perdue, dans l'intervalle, dans le Bas-Valais ? Nous ne le croyons pas, puisque en 1348, donc postérieurement au procès qui nous occupe, nous entendons des arbitres statuer que les chartes de la chancellerie, levées dans cette partie savoisiennne du pays, font pleine foi. Mais comme elle y est sans cesse battue en brèche par les officiers savoisiens, ainsi que nous l'avons exposé, il était d'élémentaire prudence de la part du Chapitre de ne pas placer sur les lèvres de l'adversaire des objections qu'il n'aurait, ou n'avait même pas manqué de soulever.

Quant à l'argument tiré par Jean de l'inféodation du vidomnat, le Chapitre le rejetait, attendu que cette inféodation avait eu lieu « retinentes nobis et ecclesie Sedun. omnes res, bona, iura et homines, feoda et altum dominium quod vulgariter ressors dicitur, que habet ecclesia Sedun, in valle predicta de Anivesio, (2) ou « retentis sibi bonis, rebus, serviciis, homagiis et feudis quæ ibi alias habebat (3) » ; que la chancellerie constituait précisément un de ces fiefs réservés « cum in infeudatione facta dicto Johanni dictus episcopus retinuerit expresse feuda que in dicta valle habebat de quibus cancellaria de qua agitur erat unum (4) ». Par ces raisons, le Chapitre concluait : « ...dictum Johannem novum et illicitum actum et iniustum actum seu offensam, quantum in eo est, constituuisse, absorbendo officium chatrarum universaliter solitum exerceri in valle de Anivesio auctoritate dicte cancellarie ad dictum capitulum pertinentis, auferendo et diminuendo emolumenta solita percipi per dictum capitulum ex can-

(1) Gr. II, n° 1027.

(2) Gr. III, n° 1332.

(3) *ibid.* n° 1460.

(4) *ibid.*

cellaria predicta, et diminuendo jurisdictionem dicti capituli et grave prejudicium et perpetuum inferendo eidem, nisi juris remediis arceatur... Petit etiam dictus syndicus dictum Jo. per vós prohiberi et juris remediis coherceri, ut de cetero non utatur sigillationibus antedictis (1) ».

Pour liquider le différend, les parties conclurent un compromis en 1323 (2). Les personnes chargées de l'arbitrage étaient : Amédée, prieur de Mégève, diocèse de Genève ; maître Jacques de Menton, doyen d'Avenches, diocèse de Lausanne ; Etienne d'Albon, chanoine de Lausanne ; l'évêque de Sion ; ou bien seulement l'un de ces candidats avec l'évêque. En définitive, l'évêque et le doyen Jacques d'Avenches furent seuls chargés de l'arbitrage. Ils promirent de remplir leur mission consciencieusement, de juger selon le droit ou dans des vues de conciliation « dictas questiones jure vel concordia, simpliciter et de plano sine strepitu judicii et figura infra dictum tempus terminabunt ». Le 30 juin 1323 les arbitres rendirent leur sentence dans un sens nettement favorable à Jean d'Anniviers (3). Les considérants qui la motivent sont, d'un côté, l'antique possession, plus que trentenaire, alléguée en faveur du Chapitre, d'un autre, la possession immédiate de soixante-dix ans invoquée par Jean d'Anniviers, laquelle prévalut, « cum tam ipse quam predecessores sui consueverint sigillare litteras super contractibus perpetuis a LXX annis et citra seu infra ».

Nous avons exposé les conclusions du Chapitre ; Jean d'Anniviers, lui, avait demandé la continuation de la paisible jouissance du droit contesté. Ses conclusions furent donc agréées, les arbitres ayant décidé que la chancellerie d'Anniviers appartiendrait désormais à Jean et à ses héritiers qui l'organiseraient, au petit pied, d'une façon analogue à celle de la chancellerie capitulaire. Jean pouvait faire lever les chartes par un commissaire capable, ayant mission à cet effet, à charge toutefois de les faire enregis-

(1) Gr. III, n° 1469.

(2) *ibid.* n° 1463.

(3) *ibid.* n° 1471.

trer à la chancellerie de Sion, aux frais du Chapitre pour les deux tiers et aux siens propres pour le tiers. En cas d'opposition aux chartes, il y avait lieu de suivre la procédure ordinaire des « *auditores cancellarie* ». Mais ce droit n'était point acquis gratuitement à Jean, qui devait payer, ainsi que ses héritiers, annuellement et perpétuellement au Chapitre quatre muids de froment de la mesure de Sion. Mais si Jean, au lieu d'organiser sa chancellerie sur le modèle de celle de Sion, préférait continuer le procédé de l'apposition du sceau aux actes qu'on lui présenterait, il en avait le droit; et les actes ainsi scellés jouiraient de la même « *fides publica* » que les instruments publics « *et litteris eorum sigillis sigillatis credatur et fidem faciant in iudicio et extra tanquam publicis instrumentis*. (1)

Si Jean ou ses héritiers estimaient onéreuses les prestations qu'on leur imposait, la faculté leur était encore offerte de recéder, en tout temps, la chancellerie au Chapitre, auquel cas tout usage du sceau, sauf pour les fiefs et les jugements, serait prohibé.

Cette sentence suffoqua littéralement les chanoines. Et bien qu'ils eussent, d'avance, lors du compromis, promis d'adhérer à la sentence arbitrale quelle qu'elle fût, ils émirent, après coup, une véhémence protestation.

A vrai dire, l'évêque et le doyen d'Avenches, arbitres en la cause, n'avaient visé qu'à trancher net un différend, sur lequel ils avaient, d'ailleurs, reçu le pouvoir de statuer « *jure vel concordia* ». Evidemment, ils l'avaient plutôt fait « *concordia* », au plus grand déplaisir du Chapitre.

Des chanoines, donc, s'adressèrent d'abord à l'évêque, le priant de révoquer, en sa qualité de juge ordinaire et suprême, le prononcé inique « *vestre inique ordinationis* » qu'il venait de rendre, en cédant plutôt à l'arbitraire qu'aux injonctions de la raison, et qui constituait, non seulement une lésion énorme au préjudice du Chapitre et de l'Eglise, mais un encouragement, pour tous les

(1) Gr. III, n° 1471.

seigneurs, à s'arroger, à l'instar du sire d'Anniviers, le droit de chancellerie (1). Ils essayèrent aussi d'arguer de nullité le compromis parce que conclu « *ex arrepto, non habito tractatu convocato capitulo* », et en l'absence de nombreux chanoines : argument étrange de la part de ceux qui y avaient donné leur adhésion, d'autant plus encore que l'acte de compromis fait comparaître d'une part *capitulum Sedun.*, mentionne un certain nombre de chanoines et surabondamment le syndic Ebal Hubodi « *de mandato dicti capituli* ».

Cette requête est datée du 1^{er} juillet 1323. Le 5 juillet suivant, quelques chanoines assemblés dans le chœur de l'église inférieure de Sion, nommèrent, en la personne de François Benedicti, un procureur chargé de demander la révocation de la sentence arbitrale à la juridiction métropolitaine de Tarentaise ; puis le Chapitre entier, réuni à Valère, élut encore des procureurs chargés d'obtenir de la même autorité, que les chanoines fussent relevés de leur serment d'accepter la sentence arbitrale que prononceraient l'évêque de Sion et le doyen d'Avenches (2).

François Benedicti ne perdit pas de temps. Le 8 juillet déjà, il adressa un long mémoire à l'archevêque de Tarentaise Bertrandus de Bertrandis « *tanquam ad superiorem metropolitanum in Christo patris dni Aymonis divina gratia episcopi Sedun* (3) ».

Ce mémoire contenait un exposé complet du litige tel que nous l'avons décrit. L'évêque de Sion y était ouvertement accusé de partialité en faveur de Jean d'Anniviers, son neveu (Guigone, sœur de l'évêque, était l'épouse de Jacques d'Anniviers et la mère de Jean), auquel il avait déjà accordé une faveur insigne en lui inféodant, treize ans auparavant, le vidomnat d'Anniviers, « *motus affectione carnali magis quam utilitate ecclesie Sedun* ». L'évêque avait, par sa sentence, opéré une aliénation et un transfert des droits et de la juridiction de l'Eglise et du Chapitre,

(1) Gr. III, n° 1473.

(2) Gr. III, n. 1474 et 1475.

(3) Gr. III, n° 1477.

réalisé une scission indue de la chancellerie, consacré une innovation illégitime et injuste, extrêmement préjudiciable au Chapitre, non seulement à cause de la perte de ses émoluments, mais surtout par l'impossibilité où elle le mettait de lutter efficacement contre les usurpations analogues des seigneurs du Valais. Encore, si pareille solution avait été imposée par une rigoureuse nécessité, ou recommandée par une utilité évidente pour l'Eglise ! Mais il n'en était rien. Elle constituait une iniquité révoltante, une violation manifeste d'un droit qui apparaissait sous son jour le plus limpide, un véritable déni de justice. Qu'il plût donc à l'archevêque de l'annuler ou de la redresser, ainsi que de délier les chanoines de leur serment, car, en le prêtant, ils n'avaient point entendu que le compromis consacraît une aliénation à leur préjudice !

L'archevêque de Tarentaise reconnut le bien fondé de cette requête, la sentence arbitrale appelée lui ayant paru, à première vue, entachée d'injustice. Il dégagea les chanoines du serment : « et si forte relaxatione aliqua juramenti in eis indigeritis, ipsam relaxationem, in quantum possumus, vobis indulgentes per presentes vobiscum super hiis dispensamus (1) ». Puis il assigna, le 24 septembre 1323, Jean d'Anniviers, à comparaître devant lui (2). Cette citation dut se faire publiquement « citet vel citetis dictum Johannem de Anivesio publice ante ecclesiam Sancte Marie Sedunensis et in curia episcopali », le prieur de Lens et le curé de Villa, chargés de la notification à domicile, n'ayant osé pénétrer dans le val d'Anniviers, domicile principal du seigneur, à cause de sa redoutable puissance et des menaces qu'il avait proférées.

La requête que lui avaient adressée les chanoines, et leur recours à la Cour métropolitaine, n'émurent pas le moins du monde l'évêque de Sion, qui avisa à l'exécution de la sentence arbitrale. Il assigna à son tour les chanoines aux fins

(1) Gr. III n° 1479.

(2) *ibid.* n° 1490.

de les voir prendre livraison des quatre muids de froment, qu'en conformité du jugement, Jean d'Anniviers était prêt à leur payer (1). Mais, en audience, ils refusèrent cette livraison qui eût impliqué de leur part adhésion tacite à l'arbitrage.

D'ailleurs le Pape Jean XXII, en 1324, corrobora, par des lettres apostoliques, le prononcé arbitral et chargea de son exécution le prévôt de Neuchâtel, quelle que fût la résistance du Chapitre (2). Pareille mesure fut prise à l'instance de Jean d'Anniviers, qui obtint lui-même du Pape, contre le Chapitre, trois rescrits apostoliques, le maintenant dans son droit de sceller les actes, comme en ayant joui, lui et ses nobles auteurs, depuis un temps immémorial. (3)

Dans l'intervalle, il y eut des renvois d'audience en cour métropolitaine, un incident de compétence soulevé par le mandataire de Jean, le notaire Jean de Mura, qui méconnut l'archevêque de Tarentaise comme juge de la cause, puis une nouvelle nomination de procureurs (8 janvier 1326) (4) pour poursuivre le procès, cette fois-ci, non plus devant le commissaire de l'archevêque, mais « coram dno preposito Novi Castri, dyocesis Lausannensis », juge délégué par le Siège apostolique. En sorte qu'en l'espèce, le prévôt de Neuchâtel, l'évêque de Sion, l'archevêque de Tarentaise et le Siège apostolique avaient été saisis, à des titres divers, de la même procédure. Dans un tel imbroglio judiciaire, un parti s'imposait : en venir à une transaction amiable et définitive. Il en fut ainsi décidé le 6 mars 1326. L'arrangement fut conclu grâce à la médiation de l'évêque Aymon III de la Tour et de Barthélemy, abbé de St-Maurice d'Agaune (5).

Après s'être passé quittance de tous frais et avoir mis à néant la procédure antérieure, renoncé à tous titres et rescrits apostoliques, les parties tombèrent d'accord sur les points suivants.

(1) Gr. III, n° 1478.

(2) *ibid.* n° 1496.

(3) *ibid.*

(4) *ibid.* n° 1531.

(5) *ibid.* n° 1535.

La chancellerie de la paroisse d'Anniviers est abandonnée par le Chapitre à Jean d'Anniviers et à ses héritiers, à titre d'échange, (1) dont le prix consiste en cinq muids (2) annuels de froment, payables au métral du chapitre. L'exercice en est réglé de telle sorte que les hommes de cette paroisse pourront avoir recours à la chancellerie seigneuriale pour la passation de leurs contrats et testaments relatifs aux possessions et choses existant dans dite paroisse. S'il s'agit de personnes habitant hors de la paroisse ou de possessions et de choses n'existant pas sur son territoire, Jean doit renoncer à l'usage du sceau, sauf pour ses actes personnels, pour la rédaction desquels il s'abstiendra toutefois d'employer des notaires publics, soit des notaires impériaux spécialement.

En somme le droit de chancellerie est ordonné au double point de vue personnel et réel.

Cette chancellerie, Jean la reconnaîtra comme un fief de l'évêque. C'est ainsi que nous le voyons dans la suite, à la mutation de l'évêque, prêter l'hommage lige à Philippe I de Chamberlhac (16 mai 1339) et reconnaître tenir en fief, outre le vidomnat d'Anniviers « cancellariam, chartras cancellarie que sunt in tota valle de Anivesio cum universis emolumentis ex inde provenientibus et proventuris (3) ».

Ainsi finit à l'avantage du seigneur d'Anniviers ce procès célèbre qui avait duré près de six ans.

Le Chapitre n'en sortit pas précisément appauvri, puisque bon an mal an, il percevait l'équivalent des émoluments que lui rapportait auparavant la chancellerie affaiblie d'Anniviers. Mais c'est son prestige qui en fut cruellement atteint ; c'est son monopole,

(1) « ex causa et titulo permutacionis dederunt, asserunt et concesserunt cancellariam dicte parrochie de Anivesio cum omnibus juribus et appertinenciis ipsius ». Gr. III, n° 1535.

(2) 1 muid = 12 fichelins ; 1 fichelin = 16 pains ; 1 fichelin de Sion = 1 quarteron fédéral et $\frac{2}{10}$, soit 27 litres.

(3) Gr. IV, n° 1760.

diminué déjà par les empiètements du notariat impérial, qui en fut profondément ébranlé.

4. DIFFICULTÉS AVEC L'ÉVÊQUE

En général l'évêque se montra défenseur zélé du monopole capitulaire. Il ne pouvait pas ne pas l'être. Aussi est-ce tout à fait exceptionnellement que le Chapitre eut des démêlés avec son suzerain, relativement au droit qu'il lui avait inféodé. L'histoire nous fournit les cas suivants.

Avant la réunion de la chancellerie au Chapitre (1285), l'évêque, « ex antiqua et approbata consuetudine », avait droit aux revenus de la chancellerie dans l'année suivant la vacance de la chantrerie; mais, depuis la réunion, ce droit fut supprimé et remplacé par le droit aux revenus de la chancellerie pendant l'année suivant la vacance du décanat. Or, au mépris de cette innovation, l'évêque Aymond III de la Tour fit saisir, entre les mains des chanceliers, les émoluments de la chancellerie, pendant l'année qui suivit la mort du chantre Thomas. Sur la protestation du Chapitre, l'évêque mal informé révoqua immédiatement cette mesure injuste (1). — Un fait analogue se produisit sous le tragique épiscopat de Guichard Tavelli. Cet évêque réclama aussi, non seulement, les émoluments de l'année qui suivait la vacance du décanat, mais ceux de l'année suivant la vacance de la chantrerie (1345) (2). Difficultés, comme on le voit, d'ordre purement pécuniaire. — Enfin le Chapitre eut aussi à se plaindre d'André de Gualdo (1424-1425) (3), administrateur du diocèse, qui, mécontent, paraît-il, des services de son homme lige, le chanoine Martin Brunardi, violait personnellement le monopole capitulaire, en employant dans son palais et son comté, des tabellions ou notaires impériaux. « Et de hoc est vox et publica fama ».

(1) Gr. IV n° 1171.

(2) *ibid.* n° 1902.

(3) Gr. VII, n° 2753.

XI. LA CHARTE CAPITULAIRE

1. CADRE GÉNÉRAL

Les notaires de la chancellerie capitulaire suivaient, pour la rédaction des actes, le formulaire imposé par l'autorité compétente. Ce formulaire, procédant d'une pratique constante, ne subit presque aucune variation durant quelque cinq siècles. L'usage des formulaires (1) était d'ailleurs généralement répandu tant dans le notariat temporel que dans le notariat ecclésiastique. Bien qu'un peu mécanique, le travail d'après formulaire offre de précieux avantages en assurant, au moyen de l'observation constante de formules toutes prêtes et invariables, exprimant la quintessence du droit, la venue fixe et normale des effets juridiques qui y sont concentrés.

La charte de la chancellerie capitulaire se présente dans une tenue simple, nette, d'une parfaite correction. Elle est très éloignée du style fastidieux et diffus des notaires publics ; on s'y reconnaît d'emblée. Les dispositions des parties sont groupées dans un cadre général que nous allons reproduire. Rarement la charte capitulaire s'ouvre par l'« invocatio » de Dieu ou de la divine Trinité. Toutefois, on rencontre, à l'origine, quelques exemples de cette forme. Ainsi, un acte de 1208 débute : « in nomine Patris et individue Trinitatis (2) » ; un autre de 1209 : « in nomine sancte et individue Trinitatis (3) ». Dans la règle, l'idée religieuse qui préside à tous les actes de la vie juridique est implicitement contenue dans une espèce de proclamation ou de formule notificative (notificatio) : « Notum sit omnibus Christi

(1) Irnerius, sur les données d'Accurse et d'Odofredus, écrivit un « *Formularium tabellionum* » (Oest. I. p. 172).

Nicolas Maratellus, longtemps professeur à Padoue, une « *Summa de instrumentorum editione* ». (Oest. I. p. 173).

(2) Gr. I, n° 218.

(3) *ibid.* n° 219.

(ou in Christo) fidelibus (cultoribus) ». Cette formule est la plus usitée : elle ouvre l'acte capitulaire. Elle est parfois remplacée par d'autres équivalentes : « Notum faciat hec presens carta omnibus Christi fidelibus » ; « Sciant ergo omnes in Christo fideles (1) » ; « per presentem cartam innotescat omnibus in Christo fidelibus tam presentibus quam futuris (2) » ; « Universis siquidem in Christo fidelibus certum faciat hec presens cedula (3) » ; très rarement : « Noscant igitur tam presentes quam futuri (4) » etc., etc. Il arrive, à l'origine, que cette « notificatio » est précédée d'une autre formule, expliquant pour quels motifs les parties ont eu recours à l'écrit notarial, formule désignée en diplomatique sous le nom d'« arenga (5) ».

Vient ensuite l'énonciation des parties à la première personne « quod ego Martinus miles de Bannes (6) », « quod nos etc. » ou à la troisième « quod dna Mathelda de Augusta (7) ».

Mention est faite aussi, parfois, de la cause qui a déterminé les parties à passer l'acte dont les dispositions vont suivre : c'est la « narratio ». C'est, par exemple, parce que des difficultés les divisaient, qu'elles concluent tel accord : « quod cum discordia verteretur, etc. ». La « narratio » fait corps avec la désignation des parties.

Les stipulations et dispositions diverses « dispositio » suivent dans un ordre tout naturel. Quelquefois même le notaire omet l'arenga, la notificatio et la narratio pour commencer l'acte directement par la mention des parties et des dispositions prises. Mais c'est l'exception.

S'il s'agit d'un contrat de vente, par exemple, on trouve l'indication de l'objet vendu, du prix, des garanties promises, etc. Il

(1) Gr. I, n° 207.

(2) *ibid.* n° 205.

(3) *ibid.* n° 208.

(4) *ibid.* n° 222.

(5) *Vid.* p. 33 de notre étude.

(6) Gr. I, n° 407.

(7) *ibid.* n° 526.

V nous faudrait faire une longue incursion dans tout le domaine du droit civil pour analyser les contrats divers nommés et innomés, ~~devant ou pouvant faire~~ l'objet d'un acte authentique. Tel n'est point notre objectif.

Après le libellé des clauses ou dispositions — ce qui juridiquement constitue ce que nous appellerons « le corps de l'acte » — le notaire mentionne la requête soit la prière de la partie sollicitant le ministère de l'officier public ainsi que le concours des témoins (rogatio). Dans un contrat de vente, c'est le vendeur qui requiert le notaire de lever l'acte et les témoins de prêter leur concours : « inde rogavi cartam fieri et testes apponi qui sic vocantur (1) ». Suit la liste des témoins (testes), close par le nom du chancelier ou de son substitut, avec, cas échéant, celui du clerc-secrétaire (subscriptio) : « ... Thomas canonicus sedunensis, Georgius clericus, Johannes Marchis, Petrus frater meus, Jo. dol Dalley, qui ham cartam levavit, vice Jacobi de Montez, cantoris et cancellarii sedunensis, vice cuius ego Nanczo clericus scripsi eam (2) ».

Pour assurer l'exécution des engagements contenus dans l'acte, il est ensuite libellé une sanction ou clause pénale (sanctio, poena), sous forme imprécatoire à l'adresse du contrevenant éventuel : « Cui si quis contradixerit maledictionem Dei incurrat et LX lb. et obolum aureum persolvat regie potestati (3) » ; ou bien moins généralement : « Cui aliquis forte contradicere presumens maledictionem Dei incurrat et LX lb. Maurisiensis monete et obolum aureum persolvat regie protestati (4) ».

Nous trouvons ensuite la date (datum) savoir l'indication plus ou moins précise du lieu : actum Leuce, actum Seduni, actum Seduni infra domum mei jurati, etc., et celle du temps : « Anno Domini Mo CCo XXXo VIIIo, II idus decembris, Frederico imperante, Bosone Sedun. episcopo existente ou bien Frederico

(1) Gr. I, n° 525 entr'autres.

(2) *ibid.*

(3) *ibid.* n° 205.

(4) *ibid.* n° 204.

imperante, Bosone episcopante ». Le règne de l'empereur et l'épiscopat font corps avec la date.

Avant 1233, les éléments de l'acte, bien qu'ils fussent les mêmes, n'étaient pas exactement disposés dans l'ordre que nous venons d'indiquer. Entre le corps de l'acte et la requête des parties, on intercalait la formule « Actum publice in presentia multorum ». Puis la formule pénale était placée entre le nom des témoins et celui de l'officier public qui ne se rangeait pas avec les témoins. Enfin, l'indication du lieu faisait généralement défaut.

Tel est le moule de l'acte capitulaire. Nous y rencontrons successivement : 1^o la « notificatio » ; 2^o l'énumération des parties accompagnée quelquefois de la « narratio » ; 3^o la « dispositio » ; 4^o la « rogatio » ; 5^o les « testes » ; 6^o la « sanctio » ; 7^o la « subscriptio » ; 8^o le « datum », dont le « locus » est l'un des facteurs.

Certaines chartes, exceptionnellement, renferment, en plus de ces formules, l'« invocatio » et l'« arenga ». D'autres, en omettent quelques-unes. Mais les huit formules précédentes composent le cadre général de la charte capitulaire (1).

Nous nous proposons d'étudier ci-après quelques facteurs principaux, en éliminant les particularités accessoires et nous plaçant, bien entendu, au point de vue juridique plutôt que diplomatique.

2. QUELQUES DÉTAILS EN PARTICULIER

A. DE LA DÉSIGNATION DES PARTIES

Notre loi actuelle sur le notariat prescrit au notaire d'énoncer, à peine de nullité, le nom et le prénom des contractants, et s'il y a lieu, de leurs conseils et représentants et, à peine d'amende seulement, leur domicile et leur filiation (2). Il est, en effet, de première importance, dans un acte, d'écarter tout doute et toute

(1) Ces formules se ramènent au protocollum, à la dispositio et à l'escathocollum.

(2) Loi val. du 4 mars 1896 sur le Notariat, art. 46 et 47.

obscurité sur l'identité et sur la personnalité des parties en scène. La charte capitulaire témoigne du même souci et ne veut laisser place, sur ce point, à aucune équivoque. Et l'on peut poser, en thèse générale, ~~que la désignation suffisante des parties contractantes est requise~~. Le notaire énonce le nom de baptême de la partie, l'état ou le métier qu'elle exerce ou bien le lieu de son origine ou de son domicile ou enfin quelque autre particularité saillante, suivant en tout ceci les phases et les éléments constitutifs du nom patronymique. Quant au domicile, il n'en est pas fait mention nécessairement, et presque jamais indépendamment: le nom de famille souvent l'indique déjà. Le plus souvent aussi le lieu d'origine et le domicile se confondent, le lieu d'origine, d'ailleurs, devenant de même un élément du nom patronymique. « Les noms de famille, nous dit M. Gremaud, inusités pendant les premiers siècles du moyen âge, ne commencent que dans le XIII^{me}. Les individus ne furent d'abord désignés que par leur nom de baptême, auquel on ajouta plus tard celui du lieu qu'ils habitaient ou dont ils étaient originaires, comme aussi celui de leur métier, profession ou office, d'un défaut ou de particularités physiques, etc. Peu à peu ces qualifications passèrent des parents aux enfants et, en se fixant, elles formèrent les noms de famille. La difficulté est de déterminer la nature de ces qualifications. Se rapportent-elles à l'individu seul ou s'étendent-elles à tous les membres de leur famille? Tel homme, par exemple, est appelé sutor, cordonnier; est-ce là simplement l'indication du métier qu'il exerce, ou faut-il prendre ce mot comme nom de famille? (1) »

Nous ne nous chargerons pas de résoudre la question.

Quelquefois une adjonction tirée de la filiation ou de la parenté vient compléter la désignation : « Aliez de Leuca, soror Willelmi Candidi. »

Un acte de 1213 énonce les parties comme suit : « Henricus filius

(1) Gr. I, Avant-propos, p. XX et XXI.

Uldrici Strabi (le Louche) (1) », « Boso miles de Saillon, Rodulfus Sacrista, Wuillermus miles de Alio (2) » ; un autre de 1255 : « Nanco de Grimisuel, canonicus Sedun. (3) » ; vers 1300 on dit : « Johannes major de Lagiety (4) » ; en 1342 : « Petrus de Sallione dnus de Sancto Leonardo (vendidi, etc.) Perrete dicte Jaquemetan (5) » ; en 1425 : « Johannes Oliverii de Varone, commorans in Cordona (6) ». Nous nous bornons à ces exemples qui nous paraissent justifier suffisamment nos observations.

B. CORPS DE L'ACTE

Il comprend, nous l'avons dit, les dispositions prises par les parties. Ce sont les multiples actes et contrats conciliables avec le droit civil de l'époque et affectés des modalités voulues par les intéressés.

S'agit-il d'une inféodation, d'une vente, d'une donation, d'une cession à un titre quelconque, l'objet négocié est désigné d'après sa nature, sa situation, ses confins, son nom local ou sa provenance. On trouve rarement la réunion de toutes ces données ; le notaire se contente généralement d'en énoncer l'une ou l'autre ou quelques-unes ensemble. Ainsi, en 1215, Jacques cédant à Rodolphe, chevalier de la Tour, une maison de pierre qu'il tenait en fief de ce dernier, s'exprime en ces termes : « domum lapideam que fuit patris mei, que jacet juxta domum Rodulfi Divitis (7) », indiquant ainsi nature, provenance et situation. Ici, par contre, le seul nom local ou la situation semblent suffire : « dedi in allodium Bosoni de Granges canonico Sedun. vineam de Canali et quartam partem vinee de Campis (8) » ; « ... pratum meum

(1) Gr. I, n° 232.

(2) *ibid.* n° 233.

(3) *ibid.* n° 572.

(4) Gr. III, n° 1157.

(5) Gr. IV, n° 1832.

(6) Gr. VII, n° 2759.

(7) Gr. I, n° 251.

(8) *ibid.* n° 258.

situm in Campo Sicco, juxta Rodanum, una cum insula sita ibidem (1) » ; « ... unam peciam vinee sitam infra clausum meum de Mareneyl, apud Chamoson (2) ». Ou bien encore, on s'exprime d'une façon générale, globale : « ... dedi in feudum quidquid habebam apud Bramosium (3) ».

Voici un exemple où sont réunis le nom local et la provenance : « vendidi Leoni Albi vineam Doiz, quam acquisivi a Petro de Corejns (4) ». On indique aussi la mesure : « vendidi et finavi ... vineam trium fossoratarum que jacet apud Leucam, supra vineam de Gruniez ... vendidi campum dimidii jugeris apud Bramosium (5) ».

L'acte fait aussi mention des ratifications ou consentements exigés par le droit civil, à cause de rapports d'indivision, de succession, de parenté, de mariage et autres. Le consentement est donné généralement au moment de la conclusion du contrat. Parfois il intervient antérieurement (6) ou subséquemment. (7) Il est formulé comme suit : « laudatione uxoris mei Orole et nepotis mei Petri et Beatricis uxoris eius et alterius nepotis mei Umberti (8) » ; « laudatione Bernardi filii mei et Wuillerm uxoris eius et mariti mei (9) » ; « laudatione Isabelle uxoris mei, pueri mei erant impuberes (10) ». En matière de vente, on stipule la garantie due par le vendeur en cas d'éviction de l'acheteur : « ego Jacobus et heredes mei et hereditas mea tenemur ei et heredibus ejus predictos agros (venditos) imperpetuum garentire, omni exactione remota (11) ». Faisons observer qu'il est de

(1) Gr. III, n° 1158.

(2) *ibid.* n° 1205.

(3) Gr. I, n° 253. Ce manque d'uniformité dans les formules a été introduit très probablement par des notaires-chanceliers d'origine étrangère (savoisienne) habitués à un formulaire différent.

(4) Gr. I, n° 392.

(5) *ibid.* n° 301, 303.

(6) Gr. III, n° 1207.

(7) *ibid.* n° 1205.

(8) Gr. I, n° 229.

(9) *ibid.* n° 305.

(10) Gr. II, n° 902.

(11) Gr. I, n° 396.

pratique constante d'exprimer qu'on stipule non seulement en sa faveur mais en celle de tous ses héritiers ou ayants-cause; et qu'on promet de même tant à sa charge qu'à celle de tous ses successeurs.

C. TÉMOINS ET NOTAIRE

Il fut d'ancien usage de faire concourir des témoins à la rédaction de l'acte notarial. La dénomination d'acte public qu'on lui réserve vient précisément de ce que les « tabelliones » exerçaient leur profession sur les places publiques « in foro », « ἐν ἀγορᾷ ». Il leur était ainsi extrêmement aisé d'avoir des témoins en grand nombre.

Relativement au nombre des témoins, la règle « testis unus, testis nullus » est fort ancienne. Soit en matière pénale, soit en matière civile, soit en matière instrumentaire, le dire d'un témoin unique est sans valeur. « Un témoin seul, dit la Bible dans la sphère criminelle, ne sera point valable contre un homme, en quelque crime et péché que ce soit, en quelque péché qu'on ait commis, mais sur la parole de deux ou trois témoins la chose sera valable (1) ». Telle est l'opinion générale : il faut plusieurs témoins pour constituer un témoignage valide et puisque deux témoins équivalent à plusieurs, on eut vite admis que le témoignage double serait suffisant.

En matière instrumentaire, l'idée est la même. Justinien prescrivait trois témoins et cinq lorsque les parties ne savaient pas écrire. (2) En droit burgonde, le nombre des témoins variait de trois à six, suivant les actes; en droit lombard on constate la même diversité. (3)

Si au sujet du notariat capitulaire, nous nous demandons quel est le nombre de témoins requis en général ou suivant la nature particulière des actes, nous sommes embarrassé pour dégager

(1) Deutéronome XIX. 15.

(2) Bethmann-Hollweg C. III, page 171.

(3) Oest. I vid. p. 61 et s., 77 et s.

une règle de l'immense diversité qui règne en la matière. En général, on emploie plus de deux témoins, bien qu'en théorie deux suffisent, même quelquefois plus de dix nommés et d'autres désignés, ainsi qu'on en rencontre de fréquents exemples, sous une formule globale : « plures alii fide digni », « plures alii clerici et laici ». Très rarement, nous constatons un seul témoin ou même l'absence de tout témoin en dehors du notaire. Comme exemple de cette dernière particularité, nous pouvons citer entr'autres une vente de 1233 qui se termine : « Henricus cantor et cancellarius (1) », et une autre de 1309 : « Petrus curatus cartam levavit (2) ». Donc le chancelier ou notaire sans témoin. Mais encore, ne devons-nous pas être trop catégorique, car de ce que l'acte ne mentionne pas de témoin, il n'est peut-être pas exact d'inférer qu'il n'y en ait pas eu ou qu'un tel acte ait été régulier.

A l'appui de nos assertions citons, d'autre part, un échange de 1203 mentionnant sept témoins (3); une vente de la même année, huit (4); une autre de 1213, quinze et « multi alii (5) ».

Les donations, inféodations et autres contrats accusent la même variété, le même arbitraire; on rencontre trois, quatre, six, sept témoins et plus encore. Un tel concours de témoins s'explique seulement par la conviction que l'on avait d'augmenter la force probante d'un acte en raison directe du nombre de ses témoins.

Les témoins devaient être de sexe masculin (6) et jouir d'une

(1) Gr. I, n° 392.

(2) Gr. III, n° 1304.

(3) Gr. I, n° 207.

(4) *ibid.* n° 208.

(5) *ibid.*, n° 232.

(6) Notre loi valaisanne sur le Notariat consacre encore ce legs des temps anciens. Une modification sur ce point s'impose, car il n'est pas admissible que le droit cantonal jure avec le droit fédéral. D'après le code civil suisse, aux tendances sainement féministes, une femme est admise comme témoin à un acte aussi important que le testament, alors que la loi valaisanne ne lui permet pas de concourir, à ce titre, à un acte de vente d'un lopin de terre !

bonne réputation. Bien que le témoignage des parents fût un témoignage suspect, on y recourait parfois : « Petrus frater meus (1) ». Le fait que l'on requérait très souvent des prêtres, chanoines, magistrats, soldats, nous prouve combien l'on tenait au témoignage de personnes ayant une bonne réputation et, si possible, une situation sociale un peu élevée. La qualité d'étranger n'empêchait pas d'être témoin instrumentaire.

Les témoins sont énoncés dans l'acte de la même manière que les parties : par leur nom de baptême seul ou suivi du nom du lieu de leur origine ou de leur domicile, de l'indication de leur profession; facteurs constitutifs du nom patronymique. Ou bien encore on indique quelque particularité caractéristique; bref, on note tous les traits nécessaires pour éviter l'obscurité, la confusion. (2) Les témoins ne concourent pas à l'acte « motu proprio »; ils doivent être priés ou requis par la partie : « inde rogavi... testes apponi qui sic vocantur », ce qui constitue la « rogatio », formulée dans la plupart des chartes. Le nom du notaire, règle générale, clôt la liste des témoins, très souvent en cette qualité même de témoin. Ce point de vue est juste, car le notaire qu'est-il autre qu'un témoin de qualité supérieure, qui échappe aux suspicions ordinaires, étant donnée sa fonction qui l'oblige, sous des peines sévères, à une honnêteté parfaite et à une complète discrétion.

Le ministère du notaire doit de même être sollicité. Et pourquoi? L'institution du notariat, nous le savons, constitue une pénétration, pour ne pas dire une intrusion du droit public dans les sphères juridiques privées. Il est donc juste que le fonction-

(1) Gr. I, n° 525.

(2) a) En 1324, on énumère les témoins comme suit : « Martinus de Castellione, Johannes Vizo de Castellione et Amedeus de Reiria clericus. (Gr. III 1507). b) Autres exemples : « hujus rei testes sunt Wuillermus decanus, Aimo cantor, Petrus capellanus, Jordanus, Petrus Filiolus, Wuillermus major de Unarwesi, Albertus de Nas ». (Gr. I, n. 207) ; — « hujus rei testes sunt Boso miles de Salion, Rodufus de Turre, miles, Umbertus miles, Uldricus de Grimisolio, Ugo de Vileta, Reimondus d'e Pentola, Umbertus sacerdos de Vileto, Giraldu cocus de Lustrie ». (Gr. I, n. 234).

naire notarial, personnage du droit public, ne s'immisce pas dans les affaires des particuliers, sans en être expressément prié « rogatus ». Ce n'est qu'à la prière de l'une des parties : le vendeur dans la vente, le donateur dans la donation, l'inféodant en matière d'inféodation, ou à celle de l'un et de l'autre contractant, que le notaire prête son ministère. Et assez souvent l'acte mentionne cette requête.

C'est de cette requête que dépend aussi la naissance du lien juridique contractuel entre l'officier public et la partie requérante, lien dont découlent entr'autres le droit du notaire à des émoluments et le devoir du secret professionnel. Le notaire, d'ailleurs, ne saurait refuser son ministère, obligatoire dans la règle.

Bien que l'acte ne dise pas qu'il a été lu aux parties et aux témoins, cette formalité, nous le savons déjà, n'en a pas moins lieu. De même nous savons que ni le notaire, ni les parties, ni les témoins ne signent l'acte.

Que le notaire se confonde en qualité de témoin public avec les autres témoins, ou qu'il s'en dégage spécialement comme fonctionnaire ou officier public, il fait toujours mention dans l'acte de son concours : « Et ego N. qui hanc cartam levavi, vice N. cancellarii vel vice capituli cancellariam tenentis ». Le notaire exprime qu'il tient, dans la réception des actes, la place du chancelier, chantre ou sacristain, ou celle du chapitre, depuis 1285.

Mais que signifie cette expression « cartam levare » qui certainement se différencie de cette autre « cartam scribere » qu'on rencontre cumulativement avec la première dans un grand nombre d'instruments : « Et ego N. qui hanc cartam levavi vice N., vice cujus ego N. clericus eam scripsi » ? Il y a donc une distinction tranchée entre deux actes différents « levare et scribere » effectués par deux acteurs différents. Mais faisons observer, toutefois, qu'il y a des cas où ce dualisme n'apparaît pas.

Qu'est-ce donc que levare cartam ? C'est l'équivalent de l'expression allemande : « ein Instrument aufsetzen ». C'est une réminiscence du formalisme symbolique de l'ancien droit ger-

manique, la « levatio cartae »/ Cette cérémonie juridique consistait à déposer sur le parchemin le symbole de la tradition et de l'élever ensuite pendant l'accomplissement de l'acte. (1) D'où les formules : « levant cartam de terra cum atramentario », « levant cartam de terra cum omnibus quae superius diximus » formules surannées, inconnues déjà de la charte capitulaire où le « levare cartam » n'est plus qu'une réminiscence, tout au moins en ce qui a trait à sa signification propre et originale, et a le sens de « dresser l'acte ou l'instrument, » d'instrumenter. Un synonyme qu'on rencontre moins souvent est « cartam recipere » (2).

Comme jadis, c'est de l'accomplissement de la « levatio cartae » que dépend la réalisation des effets contenus dans l'acte. Cette solennité concentre toute la force de l'acte au point de vue de l'abstraction juridique. Ainsi, « cartam levare », à l'époque où ces mots n'expriment plus que l'instrumentation de l'acte, fait allusion au droit formel de la chancellerie par opposition à l'opération toute matérielle de l'écriture. En sorte que seul un fermier ou concessionnaire du droit de chancellerie peut levare cartam et que cet acte ne saurait émaner d'un de ses secrétaires.

Les secrétaires ou aides des notaires ont seulement le droit de « scribere cartam » c'est-à-dire de confectionner la grosse, ou même d'écrire la charte originale sous la dictée du notaire présent à la réception du contrat. Ils vaquent à cette opération au nom de leur patron ou du Chapitre directement. Ces secrétaires s'intitulent le plus souvent « clerici ». Est-ce à

(1) « Ursprünglich gehörte es nicht zur Vollständigkeit der Tradition, dass darüber ein schriftliches Instrument verfasst würde. Die Geistlichkeit und der Einfluss römischen Notare führte es aber schon seit dem vierten, fünften Jh. bei verschiedenen deutschen Völkern ein, im siebenten, achten erscheint eine Menge fränkischer, alamannischer, langobardischer Traditions = Urkunden. Dabei wurde es nun Sitte, die zur Uebergabe verwandten Symbole sämtlich auf das beschriebene Pergament niederzulegen und während der gerichtlichen Handlung emporzuhalten ; das hiess cartam levare. Grimm. » D. R. p. 557.

(2) « et ego Hugonetus Rychardi, civis Sed. qui juratus super hoc hanc cartam recepi, scripsi vice capituli Sedun. cancellariam tenentis ». (Gr. VII, n. 2576).

dire qu'ils aient tous la tonsure ? Il y en a qui l'ont certainement ; mais il y a aussi des laïques et dans ce cas le mot clericus pourrait être pris dans le sens d'écolier, étudiant, lettré, scribe, écrivain public etc. Parfois aussi ils se dénomment « jurati super hoc » faisant ainsi allusion à leur serment. Ces secrétaires d'ailleurs peuvent être de véritables notaires.

D. DE LA DATE

Indication du lieu. — Ici s'impose une observation analogue à celle qui aura trait à l'indication du temps : ce n'est qu'exceptionnellement qu'on indique, à l'origine, le lieu de la passation de l'acte par une formule de ce genre : « actum publice in coro Sedun eccl. ». En général, non seulement on ne précise pas le locus loci, mais on n'énonce pas même la localité où l'acte se passe. On mentionne que l'acte a été reçu en la forme publique « actum publice » et c'est tout.

On précise le lieu à l'époque où l'on commence à préciser le temps. Ainsi en 1233, on rencontre « *actum Seduni, ante domum mei Sionet, anno ab incarnatione Dni Mo CCo XXXo IIIo, Vlo idus augusti, Fredrico imperante, Landrico episcopante* (1) ». D'autres actes indiquent, dans la suite : « *Actum publice apud Narres* (2) » ; « *actum Seduni juxta Glarey* (3) » ; « *actum apud Chaler, ante domum predictam in viridario* (4) » ; « *actum in logia superiori supra coquinam castri Majorie Sedun.* (5) », etc., etc.

Dans la règle, on se contente d'indiquer la localité ; assez fréquemment cependant, on indique le locus loci, comme le font voir les exemples qui précèdent.

On emploie généralement le participe « actum » et non pas « datum ». Par le premier on indique spécialement le moment de

(1) Gr. I, n° 385.

(2) *ibid.* n° 388.

(3) *ibid.* n° 395.

(4) Gr. III, n° 1193.

(5) Gr. VI, n° 2289.

l'accomplissement de l'acte, tandis que le second vise plutôt le moment de la délivrance de l'instrument aux intéressés. Le participe « factum » n'est guère usité; il aurait d'ailleurs le même sens qu'« actum », mais avec cette nuance que « factum » éveille plutôt l'idée de temps et « actum » celle de lieu.

Relativement au lieu où le notaire doit stipuler, il est malaisé de déduire une règle. Sous notre régime, il doit, dans la règle, stipuler en son étude. Qu'en était-il à l'époque que nous étudions? Le notaire stipulait très souvent en la demeure de l'une des parties : « actum Seduni, in domo predicti Guigonis (c'est le donateur) (1) », ou bien dans un lieu de rendez-vous fixé d'avance, à proximité de la demeure de la partie ou de celle du notaire; enfin le plus souvent dans un lieu public : la rue « Seduni juxta pontem (2) », une place publique, l'église, le cimetière où l'on trouve son monde à la sortie des offices.

Nombre d'actes sont stipulés « in ecclesia, ante ecclesiam, infra ecclesiam, etc. », surtout quand il s'agit d'intérêts ou d'affaires ecclésiastiques, ou que l'une des parties est un curé; un altarien, un homme d'église. Les actes concernant le Chapitre ou des chanoines, ont lieu le plus souvent à Valère : ainsi, un accord entre le Chapitre et le sacristain de Sion est conclu « Valerie, infra ecclesiam (3) ». Enfin les parties se transportent aussi chez le notaire : « actum Seduni infra domum mei jurati (4) », sans qu'on puisse ériger en règle cette pratique, peu commune d'ailleurs. Somme toute, il existe en cette matière une liberté complète.

Indication du temps. — Au commencement du XIII^e siècle encore la charte capitulaire n'est pas très explicite en cette matière : on se borne à indiquer l'année, avec le règne de l'empereur et de l'évêque : « anno ab incarnatione Mo CCo XXo IIIo,

(1) Gr. I, n° 402.

(2) *ibid.* n° 497.

(3) *ibid.* n° 473.

(4) Gr. VII, n° 2576.

Fredrico regnante (vel imperante), Landrico episcopante (1) ». Plus tard on indique le mois, on précise le quantième.

Le style employé à l'origine est celui de l'incarnation, le style natal n'apparaît que postérieurement. C'est qu'au moyen-âge on n'avait pas l'habitude de commencer l'année au 1^{er} janvier comme dans les temps modernes. Les modes ou styles variaient selon les pays. On en comptait trois principaux. L'année commençait ou à Noël (25 décembre), style natal, ou à la fête de l'Annonciation de la Sainte Vierge (25 mars), style de l'incarnation, ou à Pâques, style pascal. (2) Le style de l'incarnation est indiqué par la formule : « anno ab incarnatione Domini » usitée dans toutes les chartes de la chancellerie jusque vers les années 1237 et 1248 où apparut la formule du style natal « anno Domini » qui devint dès lors toujours plus fréquente et finit par remplacer la première.

L'indication du temps se précise incidemment en 1230 : « anno ab incarnatione Dni Mo CCo XXXo secunda dominica intrante februario (3) ; puis en 1233 : « anno ab incarnatione Dni Mo CCo XXXo, IIIo, VIo, idus augusti (4) ». Dès 1233, le quantième du mois est régulièrement indiqué en suivant, pour la supputation, l'ancien mode romain qui disparaît peu à peu. L'indictio ne figure pas dans les chartes capitulaires.

On peut s'étonner qu'à l'origine on ait négligé de préciser le temps de la passation de l'acte, énonciation d'une importance capitale en raison des graves conséquences juridiques qui peuvent en découler, par exemple en matière successorale.

(1) Gr. I, n° 315.

(2) *ibid.* Avant-propos, p. XVII et XVIII.

(3) *ibid.* n° 371.

(4) *ibid.* n° 385.

B. LE NOTARIAT IMPÉRIAL

I. GÉNÉRALITÉS

On rencontre beaucoup d'actes instrumentés par des officiers publics qui s'intitulent : « imperiali auctoritate notarius publicus », « clericus dyocesis (1) Sedun. imperiali auctoritate notarius publicus », « imperialis aule publicus notarius », « notarius sacri palatii », « auctoritate sacri imperii publicus notarius », « auctoritate sacri imperialis palatii publicus notarius » ou enfin « aule regie et sacri palatii publicus notarius ». Toutes ces appellations synonymes se rapportent aux notaires impériaux.

Bien qu'en nombre considérable, ces notaires ne chômaient pas. L'un d'eux surtout, notaire impérial de Martigny, Jean Bettex (2), qui vivait dans la seconde moitié du XIV^e siècle, nous étonne par sa prodigieuse clientèle. La désignation de notaire impérial, empressons-nous de le dire, fait allusion à une nomination par l'empereur et non pas à un emploi dans son palais. Toutefois, elle implique quelque idée de rapport entre la fonction de notaire et celle de chancelier au palais; elle tend à marquer l'égale importance de ces fonctions différentes, visant toutes deux, par un même moyen : l'écrit public, à une même fin : l'intérêt général. Surtout les expressions : « notarius imperialis aulae » et « notarius sacri palatii » marquent la dépendance du notaire à l'égard

(1) Le notaire indique le diocèse dont il relève. On rencontre, en Valais, des clercs ou notaires appartenant non seulement au diocèse de Sion, mais à des diocèses étrangers : Lausanne, Genève, Lyon, Besançon, Aoste, Cologne, etc.

(2) Arch. cant. Collection de parchemins du moyen âge.

de l'empereur ou de la cour impériale. Observons aussi qu'il importe de ne pas confondre « notarius imperialis aulae » avec « imperialis aulae protonotarius », qui signifie chef de la chancellerie impériale.

Ainsi, malgré le processus d'après lequel l'évêque, comte du Valais, titulaire de ce chef des droits régaliens, a inféodé à son Chapitre celui de la chancellerie ou notariat et qui, semble-t-il, aurait dû avoir pour effet de consacrer inviolablement le monopole des notaires capitulaires, il existe, en raison de l'enchevêtrement et de la confusion des compétences de droit public, une grande catégorie de notaires qui fondent directement sur l'autorisation impériale leur droit d'instrumenter, pour exercer ce droit concurremment avec les notaires capitulaires qui sont les notaires nationaux du Comté du Valais, dans ce pays qui, certes, n'est pas détaché du giron impérial.

Nous avons discuté en son lieu de la légitimité de cette concurrence, qui causa tant d'alarmes au Chapitre de Sion. Ici, il importe, avant tout, d'étudier l'intéressante question de la nomination de ces notaires impériaux.

II. NOMINATION OU CRÉATION DES NOTAIRES IMPÉRIAUX

1. PAR LES EMPEREURS DIRECTEMENT

Parmi les notaires impériaux, les uns tenaient leur fonction immédiatement de l'empereur.

Les recherches historiques qu'il nous a été donné d'entreprendre, ne nous ont pas conduit à la découverte d'un document valaisan qui nous fournisse une preuve de la création immédiate, par l'empereur, des notaires impériaux en office dans le Valais. Mais rien, d'autre part, ne saurait nous autoriser à admettre que ces notaires étaient créés différemment des autres notaires impériaux, leurs confrères, dont ils ne se distinguaient d'aucune façon. De plus, comme les notaires impériaux avaient un champ d'activité embrassant tout le territoire de

l'empire, de nombreux notaires impériaux, étrangers au Valais, fonctionnaient dans notre pays. Nous pouvons donc, sans crainte, à l'appui de la thèse de la nomination directe par l'empereur, faire état de documents non valaisans. Il ressort d'un protocole de 1186 (1) que le roi Henri investit B. de Florence « de arte et officio notarie eo modo, ut dehinc in antea sit publicus notarius ». Sur quoi le prénommé B. « juravit fidelitatem ipso domino regi et patri suo — imperatori, ut est mos notariorum et vasallorum imperatoris suo regi et imperatori jurare ». Il prête aussi le serment de ne pas commettre de faux, et de ne rien divulguer sans le consentement des parties. C'est en raison de cette création directe, que le notaire fait suivre sa qualité du génitif du nom du roi ou de l'empereur qui l'a créé, ce même après la mort de celui-ci. Ainsi, en 1123, nous rencontrons un Notaire « d. tertii Henrici regis (2) ». Vers 1360, Charles IV crée un notaire d'une façon analogue. Il lui donne l'investiture symbolique « per penam et calamarium », en considération de sa probité et de ses mérites. Il l'assermence ensuite et le voilà apte à exercer les fonctions notariales « per totum Imperium Romanum ». Remarquons que le serment contient la clause humanitaire de la gratuité des services en faveur des hospices, des veuves et des orphelins « et in causis hospitalium et viduarum et orphanorum nil requiras et sis eis favorabilis et benignus (3) ».

2. PAR LES COMTES PALATINS

Dans la suite, un grand nombre de notaires furent créés par des dignitaires impériaux agissant en délégation de l'empereur. Un agent créateur de notaires d'une fécondité remarquable fut sans doute le comte palatin : der Pfalzgraf.

D'où vient ce titre ? Quelles en sont les singulières préroga-

(1) F. II^e page 71.

(2) *ibid.*

(3) Oest. I, p. 420, note 6.

tives ? Dans les temps moins reculés de l'Empire, on remarque que toute une série de droits réservés à l'empereur étaient exercés par des fonctionnaires permanents : les comtes palatins « Hofpfalzgrafen, Pfalz-und Hofgrafen », « comites palatini ou sacri palatii », aussi « comites sacri palatii Lateranensis (1) ».

Cette fonction s'exerçait surtout dans le domaine de la juridiction gracieuse (*freiwillige Gerichtsbarkeit*). Tels les droits et compétences « tutores et curatores constituendi, decretum alienationibus minorum interponendi, in integrum restituendi, testamenta confirmandi, veniam aetatis concedendi, adoptiones firmandi, emancipandi » et d'autres semblables (2). Ce sont là les compétences des Missi et passant dans la suite à des évêques et à des princes laïques, elles se groupèrent enfin sur la tête du comte palatin.

A ces attributions vint s'ajouter le privilège de la nomination des notaires. Et ce privilège est même très étroitement lié au titre de comte palatin. Mentionnons aussi la nomination des juges et le droit d'accorder la légitimation, autres compétences des comtes palatins.

Ce titre, connu en Italie déjà au douzième siècle, (3) était parfois purement honorifique. Naturellement rien n'était plus agréable aux familles illustres que de grandir le prestige de leur nom par une adjonction nobiliaire, orgueilleuse et ronflante. Aussi bien, nous voyons, en 1137, un comte de Savoie s'intituler pompeusement : « illustrissimus et palatinus comes Amedeus ». Certes, cette superfétation n'ajoutait pas un iota aux droits publics du comte de Savoie.

(1) F. II, p. 66 et s.

(2) *ibid.* p. 66-67.

(3) A Byzance (Constantinople) nous rencontrons déjà un « comes sacri palatii » comp. O. Keller. *Untersuchungen über die Judices sacri palatii Lateranensis*. Tüb. 1899 ; page 18.

A. PAR LES COMTES PALATINS DE LOMELLO

Tel ne fut pas le seul usage de ce titre. Nous le retrouvons déployant tous ses effets juridiques ou du moins celui qui nous intéresse, dans la famille de Lomello (1) (Lumello, Lumillo,) où il provient d'un ancêtre, Otton, le dernier comte palatin, qui, en 1014, présida la cour suprême de justice (Hofgericht.) Ce titre était commun à tous les membres de cette famille de Lomello ; ce qui ressort d'un document de 1174 (2) mentionnant quatre comtes Lomello, désignés dans le texte comme comtes palatins et signés d'ailleurs comtes tout uniment. Frédéric II, en 1219, dans un privilège, les appelle comtes palatins et confirme leur droit de nommer les notaires (3).

Le roi les investit « de eorum comitatu cum justitiis et dignitatibus suis per ensem ». C'est sans doute en raison de cette dignité que « cum imperator fuerit in Lombardia, ante ipsum debent de suo comitatus jure ensem portare ».

Les notaires créés par les comtes palatins sont des notaires parfaits qui n'ont pas besoin de la confirmation impériale pour exercer, à l'égal des notaires bénéficiant d'une nomination immédiate, les droits notariaux sur tous les points de l'empire.

Ce droit de nommer les notaires compétant aux comtes palatins n'est en aucune façon restreint territorialement ; aussi, en ce qui concerne les Lomello, s'exerce-t-il dans des lieux fort divers de l'Italie et aussi en Valais, comme nous l'exposerons plus loin. Citons seulement pour l'Italie à Parme, en 1311, un certain B. a domino J. comitè de Lomello notarius ; dans la Marche de Vérone, en 1230, un notarius Laurentii comitis palatini de Lo-

(1) Actuellement Lumello ou Lomello est un bourg du royaume d'Italie, province de Pavie, district de la Lomellina, à 24 kil. N. O. de Voghera, sur la rive droite de l'Agogno ; 2597 habitants.

(2) F. II, p. 76.

(3) *ibid.*

mello et d'autres notaires des comtes palatins de Lumello dans la Marche d'Ancône (1).

Revenant en Valais, nous voyons en 1336, le 21 novembre, noble Hughelinus de Mede, comte palatin de Lumello, fils de feu Guiffredus de Mede, également comte palatin de Lumello, procéder, à Sion, à la création de trois notaires qui sont : Henricus, fils de Perronetus Grandis de Chillione, clerc du diocèse de Lausanne, Johannodus Bonier de Seduno, clerc, et Roletus, dit Alamant, fils de Johannes dit Alamant de Grimisuat.

Le comte de Lumello « ob imperiale beneficium hanc nactus dignitatem » investit son candidat « de officio et arte tabellionatus et notarie per traditionem pugilaris et calami » par la tradition des tablettes et de la plume. En vertu de cette investiture le nouveau notaire pourra, en toute liberté, exercer le notariat sur tous les points de l'empire romain, « ut libere et sine alicuius persone contradictione deinceps ubicunque locorum per totum Romanum imperium publice possit et ei liceat conficere instrumenta publica et omnia alia facere que ad ipsum officium et artem pertinere *noscuntur* ». Conformément à un principe du droit public qui veut que l'autorité qui nomme le fonctionnaire l'assermente elle-même, le comte palatin reçoit le serment suivant : « juravit ad sancta Dei evangelia fide corporaliter prestita esse fidelis Romano imperio contra omnes personas et etiam predicto domino Hughelino comiti palatino de Lumello et omnibus aliis comitibus illius loci supradicti, auctoritatibus dominorum, si quos vel quem habet, semper salvis, et quod non erit in loco vel in parte ubi Romanum imperium vel ipse comes seu aliquis de domo sua vitam amittat vel membrum, vel ubi honor ipsorum minuatur. Et si in parte fuerit ubi predicta vel aliqua predictorum tractarentur, bona fide, si poterit, prohibebit et si prohibere non poterit, per se vel per suum nuncium aut suis litteris *nunciabit*. Et in suo addidit juramento quod non faciet aliquas cartas

(1) F. II, p. 75.

nec sententias falsas, nec aliquod scriptum seu instrumentum falsum quod ad hanc artem notarie pertineat, nec attestations testium vel sententias ante publicationem divulgabit, et secreta sibi *commissa* in suo officio non divulgabit *contra* voluntatem illius qui commisit, donec divulgata *erunt*, nec in cartis rasis veteris scripture seu papiri cartas faciet attestatas, in contractibus quos scribet nichil addet vel minuet nec *secundum* quod fuerit in concordia perlocutum. De rebus pontium, hospitalium, pupillorum, orfanorum, viduarum atque ecclesiarum instrumentum non faciet ubi *dolum* vel fraudem esse noverit, et omnia pertinentia ad ipsum officium notarie sive tabellionatus legaliter geret et faciet bona fide et sine fraude, si Deus eum adjuvet et Dei evangelia (1) ».

B. PAR D'AUTRES COMTES PALATINS

La dignité de comte palatin n'appartenait pas exclusivement à la maison de Lomello, mais à plusieurs familles d'Allemagne ou d'Italie (comtes d'Alliate).

En 1429 encore, nous voyons, en Valais, Pierre André de Benciis de Gualdo, neveu de l'archevêque André de Gualdo, administrateur de l'Eglise de Sion, se fonder sur son titre de comte palatin « cum omni potestate et auctoritate », pour octroyer l'investiture notariale à Jodoc Owling de Naters (2). Ce même comte palatin, en 1428, légitime « auctoritate cesaria » des enfants naturels (3).

Plus le nombre des comtes palatins croissait, ceux-ci ayant à leur tour le droit d'en créer d'autres, plus l'exercice de leur privilège échappait à une surveillance efficace, faute surtout d'organes institués à cet effet, et plus il fut difficile de la sorte d'éviter les très graves abus qui ne tardèrent pas à se produire,

(1) Gr. IV, n° 1700.

(2) Gr. VII, n° 2802.

(3) *ibid.* n° 2786.

principalement au XIV^{me} siècle, et qui contribuèrent à justifier la maxime de Baldus : « *Imperitia notariorum destruit mundum.* »

Nous en trouvons un écho dans la supplique que le Chapitre de Sion adressa, en 1365, à l'empereur Charles IV, pour obtenir la confirmation de son droit de chancellerie. Les chanoines se plaignent amèrement que de soi-disant Lumillo (Lumello, Lomello) créent, sans justifier de leurs titres et qualités, des notaires publics à tort et à travers. (1)

Les chanoines ne contestent pas en principe aux comtes de Lomello leur droit de nommer des notaires, à condition, d'ailleurs, que ce droit ne porte pas atteinte à leur monopole; mais ils exposent principalement que de vulgaires « pedanei » s'intitulent indûment comtes palatins de Lomello ou tout au moins ne justifient pas légalement de leurs privilèges. Certes, la surveillance si lâche à laquelle était soumis l'exercice de ces privilèges, devait nécessairement favoriser la fraude et l'usurpation, et il est très probable que nombre de notaires recevaient, de connivence ou non, leur investiture de personnages qui se disaient faussement comtes de Lomello, ou qui ajoutaient, sans droit aucun, à leur nom de famille, le titre de comtes palatins; sans oublier, d'une part, que souvent les comtes palatins authentiques ne se souciaient guère, ainsi qu'ils en avaient l'obligation, d'apprécier consciencieusement les capacités de leurs candidats, mais bien plutôt de percevoir le prix d'une nouvelle investiture, et que, d'autre part, il se trouvait, sans doute, des gens peu scrupuleux qui s'intitulaient notaires sans avoir reçu l'ombre d'une investiture quelconque.

(1) « non nulli asserentes se notarios creatos per quosdam pedaneos *dicentes* se esse de progenie comitum de Lumillo, *asserentes* habere privilegia creandi notarios publicos, non considerantes utilitatem publicam, nec etiam de privilegiis que dicunt se habere, ullam fidem *condignam* facientes, sed lucrum querentes inhonestum, auctoritatem conficiendi instrumenta publica concedunt pueris etate minoribus et aliis penitus ydiosis legere, construere et eciam scribere totaliter ignorantibus, propter quod quam plurimi subditi vestri et ecclesie predictae (Sedun.) propter eorum ignorantiam decipiuntur et fraudantur, predictique canonici dampnificantur et divinum officium propter modicam sustentacionem diminuitur ». (Gr. V, n° 2096).

III. CONDITIONS D'ADMISSION AU NOTARIAT IMPÉRIAL

La place si considérable que les notaires tiennent dans la société a, de tout temps, déterminé le législateur à subordonner l'admission au notariat à certaines conditions d'âge, d'état, de capacité et de moralité.

Le candidat au notariat impérial devait être homme libre. (1) Le motif en est que le notaire constituait, dans la réception de l'acte, un véritable témoin, et que seul l'homme libre pouvait rendre témoignage. Pour la même raison, il devait jouir d'une réputation sans tache, posséder la capacité de droit; en outre, une certaine somme d'instruction: savoir lire, écrire et rédiger. (2)

De quelle façon le jeune candidat acquérait-il les connaissances voulues? Longtemps, sa formation fut exclusivement pratique. L'art d'écrire, la calligraphie (*Schreibkunst*) tenait une large place au programme; à côté il y avait l'étude des principes du notariat qui visait plutôt à rompre le jeune homme à la fidèle observation des formes, qu'à lui inculquer la science spéculative. Ainsi outillé, l'élève était lancé dans la pratique comme aide ou stagiaire (de nos jours on dirait mieux: clerc). Le maître-notaire (*magister*) le chargeait, de préférence, d'écrire les actes sous sa dictée, puis de rédiger l'instrument solennel, le *mundum*, (grosse), d'après le protocole (3). Plus l'élève progressait, plus il se conciliait la confiance de son patron qui finissait par l'autoriser à recevoir personnellement des contrats, sauf à indiquer dans l'acte le nom du principal en représentation duquel il fonctionnait. Nombre de notaires faisaient ainsi de l'instruction et de l'éducation professionnelle des candidats, la branche principale de leur activité, ce qui leur valait souvent une brillante réputation. M. Oesterley nous cite (4), en 1179, un *Presbiterinus*

(1) Oest. I, p. 182 et s.

(2) Gr. V, n° 2096.

(3) Oest. I, p. 167 et s.

(4) *ibid.* p. 169.

s'intitulant : *magister* Presbiterinus Dei gratia imperialis aulae notar. Nous avons rencontré une particularité analogue relative au notariat impérial en Valais, savoir un notaire s'intitulant « *magister Martinus de Seduno aule regie et sacri palatii publicus notarius* (1) ». Ce Martin fut maître, chancelier de Sion, chanoine et curé de dite ville. Il mourut le 12 décembre 1306. Même en l'absence de cet indice spécial à notre pays, nous aurions pu, en ce qui le concerne, sans crainte d'erreur, nous rapporter à la pratique commune.

De plus, beaucoup d'étudiants étaient admis au notariat après avoir étudié le droit romain et le droit canon dans les Universités italiennes. (2)

Pour s'assurer que le candidat possédait les capacités suffisantes, l'autorité qui créait le notaire lui faisait, au préalable, subir un examen.

Toute moyenageuse qu'elle est, bien qu'un peu routinière, cette formation, en dernière analyse, n'est pas si mauvaise. Si elle avait été un peu mieux comprise, elle nous semblerait même préférable à celle prévue par notre loi du 4 mars 1896 sur le Notariat, qui n'exige de l'aspirant notaire que « d'avoir fréquenté pendant deux années scolaires le cours de droit établi pour le canton, ou prouver, par une déclaration d'immatriculation, avoir suivi un cours de droit équivalent dans une université (3) ». Ainsi, et surtout, depuis que l'on a eu l'idée — d'ailleurs très heureuse — de fermer notre école de Droit cantonale, un étudiant, après quatre semestres d'études universitaires, principalement théoriques, faites, si bon lui semble, à l'Université de Tokio, est créé notaire et mis aux prises avec les difficultés réelles de la pratique sans avoir reçu aucune préparation à cet effet.

De même on exige à l'examen, chose d'ailleurs excellente, la rédaction de trois actes notariaux (4) et nous nous demandons

(1) Gr. II, n° 935.

(2) Oest. I, p. 440.

(3) Vid. loi du 4 mars 1896 sur le Notariat, art. 3 d.

(4) *ibid.* art. 12.

où et comment le candidat aura appris à les faire.

Revenons de cette courte digression au notariat impérial.

Le sexe féminin, bien entendu, était un empêchement à l'exercice du notariat. En était-il de même de l'état ecclésiastique? Les ecclésiastiques, et nous entendons par là non seulement les prêtres mais tous les clercs, n'étaient pas exclus du notariat; au contraire, mais bien que ce ne fût point là une prérogative de leur état, les clercs, de préférence, étaient nommés au notariat, car ils étaient à peu près les seuls lettrés (1). D'autre part, les tribunaux ecclésiastiques étaient aussi assistés de notaires choisis, par une préférence naturelle, dans les rangs des ecclésiastiques (2). De cette fonction à l'exercice public et civil du notariat il n'y avait qu'un pas. Aussi, depuis le VIII^e siècle, les notaires appartenant à la cléricature devinrent toujours plus nombreux, si bien qu'en Allemagne, jusqu'au XVII^e siècle, on ne rencontre pas d'autres notaires que des clercs (3). D'ailleurs « clericus » n'est que l'étymologie du mot clerc qui désigne actuellement, en France, celui qui travaille dans une étude de notaire.

Cependant la nomination des prêtres au notariat paraît diamétralement opposée à une Capitulaire de Charlemagne (a. 774) disposant « ut nullus presbyter chartam scribat, neque conductor existat suis senioribus » et à une ordonnance du Pape Innocent III (1198-1216) qui interdit le tabellionage aux prêtres, diacres et sous-diacres (4). En général, c'étaient des membres du clergé inférieur qui exerçaient le notariat. Il y avait des diacres, des prêtres, curés ou vicaires, etc., quelquefois même des prêtres de rang supérieur, revêtus, par exemple, de la dignité canoniale.

(1) Oest. I, p. 182 et s.

(2) ibid. p. 441-442.

(3) Oest. II, p. 130.

(4) Cap. 8 X lib. 3, tit. 50. « Ne clerici vel monachi saecul. negot. se immisc. (Innocent III, a. 1213).

IV. DISCIPLINE — SURVEILLANCE — HONORAIRES

Nous n'avons pas découvert de trace, en Valais, de l'existence, au moyen-âge, de corporations de notaires « *collegia notariorum* » tandis qu'il s'en trouvait en Italie de nombreuses et puissantes. Pareille institution fut inconnue en Allemagne. Les corporations de notaires poursuivaient le même but que les autres corporations de métiers ; elles tendaient au maintien et à l'accroissement de l'honneur et du prestige de la profession notariale, gardaient jalousement le secret de la science et de l'art du notariat, soumettaient l'impétrant à une épreuve, avant de l'incorporer. Elles avaient un caractère obligatoire, et l'on ne devenait notaire, à vrai dire, que par le fait de l'incorporation. En outre, elles exerçaient la surveillance et la discipline ; leurs statuts devaient être rigoureusement observés. Ceux-ci étaient conçus dans un esprit élevé, afin de garder de toute flétrissure le nom et la réputation de la profession. Les écarts et les fautes, alors même qu'ils n'offraient pas un caractère proprement délictueux, étaient passibles des sanctions statutaires. Et sans doute la corporation servait ainsi l'intérêt général.

En l'absence, en Valais, d'une telle organisation et vu l'éloignement de ce pays des autorités impériales supérieures, on peut se demander si la discipline des notaires impériaux y était bien sérieuse. Sans doute, en principe, en toute matière disciplinaire, ils relevaient de l'autorité qui leur avait octroyé l'investiture notariale. Cela découle nécessairement de leur qualité de fonctionnaires. On ne saurait en effet séparer l'idée de fonction de celle de surveillance par l'autorité créatrice de la fonction, car une autorité qui se bornerait à créer des fonctions et à nommer des fonctionnaires pour s'en désintéresser ensuite compromettrait étrangement la sécurité sociale et l'intérêt général. Une fonction sans surveillance manque le but visé par l'Etat dont elle émane et perd toute raison d'être, car il est essentiel à sa vitalité et à son

succès d'inspirer une confiance complète et fondée, que seule peut faire naître une surveillance judicieusement organisée.

Dès qu'il s'agissait de délits du droit commun : vol, usure, faux etc. (1) commis dans l'exercice de leurs fonctions, les notaires impériaux étaient soumis, sans doute, à la juridiction commune ordinaire, et régis par le droit pénal valaisan.

Nous n'avons pas trouvé, sur la question des émoluments, des documents analogues à ceux relatifs à la chancellerie de Sion et au notariat savoisien. Mais, il est certain que les services des notaires impériaux étaient rémunérés, et cette rémunération, sous forme d'émoluments ou d'honoraires proportionnels à la valeur de l'objet du contrat, a toujours été à la charge des parties ou de l'une d'elles seulement, selon la nature et l'espèce de l'acte.

V. NOTAIRES DÉCÉDÉS

Les minutes notariales ne sont point la propriété privée du notaire, mais bien une propriété publique confiée à ses soins. Aussi, un notaire vient-il à mourir, ses successeurs n'en sont pas saisis à l'égal des autres biens de l'hérédité. Il incombe à l'Etat de pourvoir à la transmission et à la conservation des minutes notariales.

Les « protocoles » sont les documents durables prévus par l'organisation du notariat impérial ; ils en constituent les archives. C'est en effet, dans un registre appelé protocole, (protocolum, cartularium, breviarium, quaternum) que le notaire impérial notait en lettres minuscules, « minutait » les clauses de l'acte par lui reçu.

Ce protocole, le notaire le gardait par devers lui. Il y recourait pour faire les grosses et expéditions des actes et lorsqu'en cas de

(1) En Italie, le faussaire se voyait couper la main. (Oest. I, p. 236).

perte de la première expédition, on lui en demandait une nouvelle (1).

Après la mort d'un notaire, les protocoles qu'il laissait étaient remis, par les soins de l'Etat à un commissaire. En Italie, toute la matière de la conservation des protocoles des notaires décédés était minutieusement réglementée ; tandis qu'en Allemagne on ne trouve trace de ce souci (2).

En ce qui concerne spécialement le Valais, il y a lieu de relever les particularités suivantes. Il était parfaitement légal qu'un notaire expédiât des grosses ou copies extraites du protocole d'un notaire prédécédé (3). C'est qu'après la mort d'un notaire, ses protocoles étaient remis à un autre notaire, le « commissarius protocollorum » chargé, dans le Valais savoisien du moins, par commission spéciale, des protocoles d'un ou de plusieurs notaires défunts déterminés : (commissarius protocollorum predicti Aymonis Allamandi) (4).

Ce commissaire avait l'obligation d'en délivrer des copies ou des extraits, sur l'ordre de l'autorité judiciaire à qui la partie intéressée devait adresser une requête : « et ego Guiliermus Donigiis de Montemeliano, auctoritate imperiali et domini comitis Sabaudie publicus notarius, presens instrumentum levavi de prothocollis Andree notarii publici quondam, de mandato domini Petri Ravasii iudicis Sabaudie, nihil addito neque remoto, ad opus dicti dni comitis et signis meis consuetis signavi » (5). Souvent les protocoles du père sont gardés par le fils notaire.

A l'origine, l'organisation était la même dans le Valais épiscopal. Mais en 1381, il existait déjà, à côté ou plutôt au-dessus des « commissarii ad hoc deputati » un fonctionnaire public chargé de la garde des protocoles de tous les notaires défunts du

(1) « hoc instrumentum publicum recepi, scribique et levavi feci de meis prothocollis ». Gr. VI, n° 2371.

(2) Oest. I, p. 445.

(3) Même pratique en cas d'absence prolongée d'un notaire. Gr. VII, n° 2710.

(4) Gr. V, n° 1990.

(5) Gr. III, n° 1284.

pays ; il s'intitulait « commissarius generalis prothocollorum notariorum in terra Vallisii defunctorum (1). »

Ce commissaire général, à vrai dire, exerçait une fonction pareille à celle de notre actuel archiviste de chef-lieu de district. Celui-ci, à l'expiration d'un certain délai nécessaire à l'accomplissement des formalités prescrites, a seul le droit de lever les expéditions des actes déposés aux archives du district (2). De même, le commissaire général était seul compétent pour expédier des extraits des protocoles confiés à ses soins. Mais il avait besoin, dans la règle, d'une ordonnance de l'autorité. Et en cas de perte d'un instrument, pour obtenir l'autorisation de se faire délivrer une nouvelle copie extraite des protocoles par le commissaire, le requérant devait attester, sous la foi du serment, qu'il l'avait véritablement perdu. De telles précautions s'imposaient.

L'enregistrement ou plutôt la transcription des actes, du vivant du notaire, dans les registres de la chancellerie de Sion, explique qu'une pareille organisation ne comportait pas les mesures conservatoires dont nous traitons.

Le commissaire, que ce fût le commissaire général ou un commissaire ad hoc, indiquait dans l'expédition nouvelle qu'elle avait été extraite des protocoles d'un notaire décédé : « et Aymo Allamandi notarius quondam qui presens instrumentum incepit, vice cujus ego Perrodus Gotrat de Martigniaco, clericus Sedun. dioces. auctoritate imperiali notarius publicus, commissariusque prothocollorum predicti Aymonis Allamandi notarii publici deputatus per illustrissimum principem dnum nostrum ducem Sabaudie, ipsum, prout *inveni*, extrassi, manuque mea propria scripsi, licet alias *fuert* levatum et grossatum, de mandato etc. (3). »

La copie nouvelle est revêtue, bien entendu, du signum du notaire commissaire ; « iterum relevavi, meque scripsi, signoque

(1) Gr. VI, n° 2326.

(2) Loi du 4 mars 1896 sur le Notariat, art. 71.

(3) Gr. V, n° 1990.

meo solito signavi in testimonium veritatis omnium et singulorum *premissorum* (1). »

VI. FORME DE L'ACTE NOTARIAL IMPÉRIAL

Si, remontant le cours de l'histoire, nous recherchons, sous les phénomènes de l'évolution, le type de notre acte notarial actuel, celui-ci nous apparaît plus fidèlement dans l'acte du notaire impérial que dans la charte capitulaire. Hormis certaines particularités inhérentes aux institutions du moyen âge et relatives, par exemple, au mode de supputation du temps, le cadre général de l'acte impérial présente, avec celui de l'acte actuel, plus d'un trait de ressemblance. A l'origine, il offre une certaine mobilité; mais, dès le douzième siècle il se fixe et s'uniformise. Ce cadre quel est-il donc ?

Généralement le notaire commence l'acte par « l'invocatio » : il invoque, au début de son entreprise, la Divinité. L'invocatio dont il s'agit est « l'invocatio verbalis », ainsi formulée, par exemple : « In nomine Domini. Amen ». « In nomine sancte et individue Trinitatis », etc., etc. Suit immédiatement l'indication de l'année, d'après le style de l'incarnation, le plus souvent, à l'origine : « anno ab incarnatione ejusdem Mo CCCo XXXo primo (2) » ; ou d'après le style natal « anno domini Mo CCCo XXXo VIIo (3) ». Le notaire mentionne ensuite l'indiction « indictione quinta, etc. ». A la question : qu'est-ce que l'indiction ? Du Cange répond (4) : « latinis appellatur numerus *quindecim* annorum annis Christi addi solitus, ad cavendum errorem, qui de temporibus, forte oboriri poterat, institutus, ait Beda de Ratione temp. cap. 48 ». L'habitude de nommer l'indiction se per-

(1) Gr. V, n° 1990.

(2) Gr. IV, n° 1630.

(3) Gr. IV, n° 1703.

(4) Tome III, p. 810.

pétua, comme nous le verrons, jusqu'à la fin du notariat épiscopal. A cette énonciation succède la désignation du quantième : « die vicesima tertia mensis martis », qu'on indique quelquefois par le nom du saint dont on célèbre la fête : « die crastino beati Laurenii (11 août) (1) », « in festo beati Mathei apostoli (21 septembre) (2) », die veneris in crastino festi omnium Sanctorum (2 novembre) (3) ». Quant à la mention du règne de l'empereur ou roi et du pontificat, elle semble secondaire ; d'ailleurs vers le dixième ou onzième siècle déjà, elle n'apparaît plus régulièrement dans les actes.

Lothaire I^{er} comprit toute l'importance de l'indication précise et complète du temps de la passation de l'acte (datum), lui qui frappa de nullité tous les actes où elle ferait défaut (4).

L'indication du lieu succède à celle du temps ; elle est plus précise dans l'acte impérial que dans la charte capitulaire : presque toujours on y trouve le « locus loci ». On la rencontre dans tous les actes quel'qu'anciens qu'ils soient : « apud Sanctum Petrum de Clages, in domo prioratus de Clages (5) », le prier de St-Pierre étant ici partie à l'acte ; « in ecclesia parrochiali de Nas, hora qua missa dicebatur (6) », le notaire instrumentant ici l'acte par lequel le chapitre de Sion réclame l'hommage des hommes de Vernamiège et de Nax (7).

Ensuite, le notaire déclare, au moyen d'une formule notificative

(1) Gr. IV, n° 1630.

(2) Gr. III, n° 1182.

(3) *ibid.* n° 1183.

(4) Oest. I, p. 289.

(5) Gr. V, n° 2009.

(6) *ibid.* n° 2012.

(7) L'église, au moyen âge, était un lieu affecté à toutes sortes de publications d'ordre temporel. En 1383, par exemple, à Martigny, en l'église paroissiale on procède, pendant l'office divin, quatre dimanches consécutifs, aux publications légales pour connaître les créanciers de la succession d'un notaire (Arch. cant. acte de vente reçu Johes. Gothrá, 5 mai 1383). Cet abus déplorable a été stigmatisé par M. le chanoine Grenat qui regrette que « les évêques n'aient pas su respecter la chaire de vérité et la maison de Dieu, en n'y faisant pas publier ce qui regardait les affaires civiles et judiciaires ».

(notificatio) parfois : « per hoc presens instrumentum cunctis appareat evidenter tam presentibus quam futuris quod, etc. », que les parties ont comparu devant lui en présence des témoins, à l'égal de ce qui se pratique de nos jours. Il l'indique par une expression que nous généralisons ainsi : « in presencia mei notarii et testium subscriptorum (vel coram me notario etc...) propter hoc specialiter constitutus Johannes..... (vel propter hoc specialiter constituti etc.) ».

L'énumération des parties se fait comme dans l'acte capitulaire : l'unique préoccupation du notaire consiste à les désigner de façon à écarter toute controverse, tout doute, toute obscurité. Mais on ne saurait induire une règle fixe. On dira par exemple : « ...constitutus vir nobilis dnus de Chevrone miles, vicedominus Sedun. ex una parte et Perrodus a la Franzaz de Leuca, civis Sedun., ex parte altera (1) ». Si les parties contractent par l'intermédiaire d'un fondé de pouvoir ou d'un représentant, le notaire exige la production de la procuration : « ...coram me et testibus infrascriptis propter hoc specialiter constitutus dominus Boso curatus de Massungie, rector domus seu hospitalis de Sarqueno, ordinis beati Johannis de Jerusalem, procurator et nomine procuratorio fratris Roberti de Urmo, ordinis predicti, commendatoris hospitalium et domorum ipsius ordinis existentium in Sabaudia et diocesis Sedun., et Augusten., de ipso procuratorio fidem faciens per quoddam publicum instrumentum, ex una parte (2) ».

Si une partie agit en qualité d'ayant-droit d'autrui, le notaire mentionne « tanquam causam habens » ; il fait aussi produire les pièces justificatives de cette succession et souvent même les transcrit dans l'acte : « quarum litterarum tenor est talis (3) »

Dans les actes très importants, le notaire, non seulement mentionne la procuration et se la fait exhiber, mais il l'insère in

(1) Gr. VI, n° 2343.

(2) Gr. IV n° 1884.

(3) Gr. VI, n° 2402.

extenso dans l'acte, comme de nos jours il « l'annexerait » à la minute. Ainsi, en 1387, un traité de paix est conclu entre le comte de Savoie et la communauté de Loèche, qui s'est fait représenter au contrat par des fondés de pouvoir ; le notaire stipule : « ...Petro saltero, Theodolo Perroneti alias à la France etc..., sindicis et procuratoribus communitatis et hominum dicti loci, parrochie ac villagiorum eiusdem loci, ut de ipsorum sindicatu et mandato patet instrumento cuius tenor infra scribitur, ex altera » ; puis il incorpore à l'acte dite procuration : « tenor vero dicte procure est talis.... (1) ». Mais dans l'usage courant, il se contente d'énoncer que les parties agissent par l'intermédiaire d'un représentant, « nomine et procuratorio cujusdam », suivant en ceci le laconisme de la charte capitulaire.

Le corps de l'acte fait suite à la désignation des parties. Nous n'effleurons pas même une foule de détails intéressant le droit civil. Faisons seulement observer que les actes instrumentés par les notaires impériaux sont des plus divers, malgré la défense, cent fois renouvelée, relative aux contrats perpétuels. Nous rencontrons des affranchissements, inféodations, actes d'amodiation, accords, contrats de mariage, actes de fiançailles, testaments, codicilles, fondations, donations, reconnaissances de fiefs et autres, remises de dettes, remises de tailles, quittances, hommages, ventes, échanges, constitutions de dot, de gage et d'hypothèque, inventaires, renonciations diverses, traités politiques et commerciaux, traités de paix, compromis, cessions et remises de biens, investitures, promesses diverses, prêts, règlements, fidéjussions etc. etc. Bref, ils instrumentent sur toutes affaires de droit tant public que privé.

Souvent le notaire a soin de préciser, surtout dans les testaments, que le consentement de la partie n'a pas été vicié : « non dolo, non metu inductus et non coactus, sed sciens, prudens et spontaneus ». Il mentionne aussi que la partie a pris ses engagements suivant un mode solennel : « promitto vobis bona fide mea

(1) Gr. VI, n° 2392.

loco iuramenti ad sancta Dei evangelia in manu mei notarii infrascripti existencia corporaliter ab eo prestita, et sub obligatione et ypotheca omnium et singulorum bonorum meorum » (1) (cette finale est surtout d'un emploi fréquent). On stipule de même, selon les cas, les sanctions d'usage.

Après le libellé des dispositions des parties, vient l'énonciation des témoins, dont la présence à la réception de l'acte, à l'égal de celle du notaire, constitue une condition essentielle de la validité du titre authentique. Quant au nombre des témoins, on ne rencontre pas plus de fixité ici que dans l'acte capitulaire. On ne saurait de même formuler aucune règle sur leur désignation. A ce sujet notons deux exemples : « ad hec fuerunt testes presentes vocati et rogati ; dnus Willermus de Maylo, Jacobus de Chesa, canonici Sedun., Johannes de Mond castellanus Castellionis predicti, Stephanus de Pres, domicellii, Johannes Esperlin, major de Rarognia, alii quam plures fide digni ; (2) » puis « testes dnus Thomas in superiori Villa de Consches, Thomas de Rodano de Reckingen scolasticus et publicus notarius, nobilis vir Paulus in Platea de inferiori Aragnon domicellus, Martinus Border de Reckingen, Johannes Swik de Aragnon, Jodocus in superiori Villa de Consches, Johannes nominatus Hans im Hof de Volrichen, Johannes Zusso de Agoern commorans in villa de Consches et plures alii fide digni(3) ». La parenté n'exclurait pas du témoignage : on voit le frère d'une partie être témoin à l'acte(4).

Fait suite à l'énumération des témoins la « subscriptio » du notaire. Celui-ci s'envisage tantôt comme témoin, tantôt comme coopérateur indépendant.

Il est évident que le notaire ne saurait stipuler des actes le concernant personnellement ; qu'il l'exprime ou non, il est un témoin et nul ne saurait témoigner en sa propre cause. En est-il de

(1) Gr. VI, n° 2367.

(2) Gr. IV, n° 1836.

(3) Gr. VI, n° 2438.

(4) Gr. V, n° 1985.

même, quand il s'agit de ses parents ou de son conjoint ? Peut-il instrumenter des dispositions qui les concernent ? Sans doute, à leur égard, son témoignage peut être suspect en raison des liens étroits qui l'unissent à ces personnes. Néanmoins, le 21 mai 1332, à Leytron, dans une vente d'Aneta, veuve de Jacodiis de Perrivel de Leytron remariée à Aymonctus, en faveur de noble Pierre de Montheys, vidomme de Leytron, de trois fichelins de froment, de la mesure de Saillon etc.) c'est Aymonctus Constans, bourgeois Saillonis, notarius publicus, mari d'Aneta, qui instrumente lui-même le contrat en la forme authentique (1).

Parfois, le notaire lui-même comparait dans l'acte comme partie : « constituti vir nobilis Philippus de Poepone ex una parte etc... et ego notarius infrascriptus tanquam persona publica ». C'est en dite qualité que le notaire agit savoir comme personne publique, comme officier public, et mandataire d'un tiers : « nomine et ad opus heredum viri nobilis Jacobi Tavelli de Gebennis etc. » Mais ce rôle de partie tenu par le notaire est plus apparent que réel, car il n'a lieu que dans des actes unilatéraux, où il est une pure superfétation. En l'espèce, il s'agit d'une quittance en faveur des représentés du notaire et la seule participation à l'acte du créancier désintéressé aurait suffi(2).

Le notaire ne délivrait pas immédiatement l'instrument solennel, qui devait être de parchemin neuf : « scripturas illas que debueris in publicam formam redigere, in membranis et non in cartis abrais neque papireis fideliter conscribendo, » (3) « nec in cartis rasis veteris scripture seu papiri cartas faciet attestatas » (4) Il procédait par étape. Premièrement il minutait son acte en présence des parties et des témoins dans un registre spécial appelé protocole (recipere instrumentum, abbreviare, notare, levare, et in prothocollis debite conscribere etc), et c'est de ce

(1) Arch. cant. Collection de parchemins du moyen âge.

(2) Gr. IV, n° 2360. Voir aussi V, n° 2156.

(3) Oest. I, p. 420, note 6.

(4) ibid. p. 170.

protocole qu'en second lieu il levait le titre solennel, le « *mundum* » ou la grosse (*redigere et tradere in formam publicam, ingrossare etc.*). Bien qu'il n'en fût pas fait mention dans l'acte, comme de nos jours, le notaire donnait lecture aux parties et aux témoins de l'acte minuté sur le protocole. Le notaire parfois vaquait personnellement à tous les actes successifs requis pour l'instrumentation d'un titre authentique ; dans ce cas, on rencontre la formule finale suivante ou autres analogues : « *Et ego Johannodus dictus de Auboreynges de Viviaco, clericus, Lausandyc. auctoritate sacri imperialis palatii notarius publicus, qui premissis omnibus et singulis unacum prefatis dominis archiepiscopo et episcopo ac testibus suprascriptis presens interfui et ea in publicam formam redegi, presens instrumentum rogatus scripsi signoque meo consueto signavi in testimonium veritatis* (1) ».

Ou bien la confection de la grosse était abandonnée à un autre clerc, pourvu que le notaire eût été présent à la réception de l'acte : « *Et Jacobus de Pontally clericus Bisuntin. dyocesis, imperiali auctoritate notarius publicus qui predictis omnibus unacum testibus presens interfui et ea per Nycolodum Jaquini de Orseriis, clericum etc., scribi feci de mandato dicti dni episcopi et in publica forma redegi, signoque meo solito signavi in testimonium veritatis omnium premissorum* (2) ».

Nous avons ici, bien entendu, le « *signum* » du notaire Pontally car c'est ce notaire qui a reçu l'acte, bien qu'un autre l'ait, en son lieu et place, expédié d'après le protocole. Ce secrétaire était souvent un élève-notaire.

Comme dans la charte capitulaire, le notaire mentionne qu'il a été sollicité « *rogatus* » de prêter son ministère. Si cette requête lui est venue de la part d'un supérieur ou d'une autorité, il la considère comme un ordre et se sert en conséquence de l'expression « *de precepto, de mandato, jussu* ».

En général, pour les affaires courantes, on n'a recours qu'à un

(1) Gr. III, n° 1183.

(2) Gr. IV, n° 1766.

notaire unique ; mais, dans les actes importants, dans les traités politiques par exemple, on en requiert souvent deux et même plus. De même pour les collations d'actes et les « vidimus », surtout s'il s'agit de documents de grande valeur, on requiert plusieurs notaires.

Le notaire s'intitule « notarius publicus » pour marquer non seulement qu'il doit, en sa qualité de serviteur public « servus publicus », prêter son ministère à tout requérant, mais surtout que sa fonction procède du droit public, établie qu'elle est dans l'intérêt général, pour la sauvegarde publique du droit et des intérêts sociaux.

En droit notarial actuel, le notaire et les témoins signent l'acte : c'est là une règle qui ne souffre pas d'exception ; les parties doivent aussi le faire, pour autant qu'elles sont à même de signer. Au moyen âge il n'en était pas ainsi. Tous les actes de cette période que nous avons examinés, ne sont signés ni par les parties, ni même par les témoins. Cela résulte sans doute de ce que l'art d'écrire était alors l'apanage de rares lettrés, notaires et ecclésiastiques principalement. Par contre, la signature du notaire est essentielle : toute la valeur, toute la force, toute l'authenticité, toute l'existence juridique de l'acte notarié en dépendent. Seule la signature du notaire constitue la marque distinctive, la pierre de touche de l'acte notarié. Mais n'allons pas croire qu'il s'agit d'une signature telle que nous la concevons et la pratiquons en nos temps modernes. Le mode de signature qui consiste à tracer son nom plus ou moins lisiblement, n'était pas usité au moyen âge. Pour donner à leurs actes « fidem et auctoritatem » pour y imprimer le signe manifeste et palpable de l'adhésion de leur volonté, les souverains et leurs fonctionnaires y apposaient le sceau.

L'usage fort ancien du sceau constituait une haute prérogative de l'empereur, du roi et du pape ; ceux-ci la conférèrent à d'autres chefs ou dignitaires tant temporels que spirituels : ducs, comtes, évêques, abbés, chapitres, etc. C'est dire que non seu-

lement des personnes physiques, mais aussi des êtres moraux, jouissaient du droit de sceau.

En Valais notamment, l'évêque, le comte de Savoie, les dizains, le chapitre de Sion, celui de St-Maurice, de nombreux seigneurs et fonctionnaires avaient leur sceau distinctif. Lorsque ces personnes contractaient, étant lettrées, elles rédigeaient leur acte en particulier, comme nous dirions sous seing privé, puis le signaient avec leur sceau. Ainsi, elles n'avaient pas besoin, en de nombreux cas du moins, de l'office du notaire ; leur sceau, sans aucun doute, était un sceau authentique. Et souvent, alors même qu'elles recouraient pour plus de solennité et de garantie encore au ministère notarial, elles ne négligeaient pas de l'apposer sur l'acte notarié, opération qui équivalait à la signature actuelle des parties. Ainsi, l'acte notarié par lequel l'abbé et le couvent d'Abondance cèdent le prieuré de Géronde à Aymon de la Tour, évêque de Sion, qui leur donne en échange l'église d'Illiez (15 janvier 1331) comporte cette finale : « ...ad maiorem autem roboris firmitatem et testium omnium et singulorum suprascriptorum dictus dominus episcopus et capitulum Sedun. una cum signis notariorum predictorum sigilla sua presenti instrumento duxerunt apponenda ; puis de même : ad maiorem etc. dnus Johannes abbas Abundantiae et conventus eiusdem monasterii sigilla sua presenti instrumento *duxerunt* apponenda et apposuerunt etc. » (1). Le cas peut se présenter aussi où des témoins à un acte y apposent leur sceau, en signe de leur témoignage. L'original seul était muni du sceau ; pour les copies ou expéditions, on substituait au sceau sa description.

Quant au notaire, il ne se sert pas du sceau (sigillum) pour signer, mais d'une espèce de monogramme appelée généralement « signum », quelquefois « signetum » (ou nota) (2). L'apposition

(1) Gr. IV, n° 1622.

(2) Ce que nous avançons au sujet de la signature du notaire se rapporte à l'instrument solennel (grosse) et non à la minute du protocole.

du « signum », équivalant à la signature du notaire, est un facteur essentiel, un élément de l'acte notarial. Qu'est-ce donc que ce signum ? C'est un dessin exécuté par le notaire, à la main, parfois très artistement, et placé à la fin de l'acte, clôturant l'« eschatocollum ».

Souvent, le motif de ce dessin est la croix. La croix, signe de la Rédemption, commande le respect partout où on la rencontre ; un acte revêtu de ce signe, reçoit une sorte de consécration qui, à bon droit, grandit sa valeur et assure son exécution. On trouve aussi une foule de petites croix groupées dans une autre plus grande. Souvent aussi, le dessin est une combinaison de figures quelconques arbitrairement choisies. Le notaire imagine des fioritures, des combinaisons de lettres dont le groupement, véritable monogramme, reconstitue son nom.

Chaque notaire avait son signum propre : « signo meo signavi » dont le choix était libre sans doute. Devait-il toutefois être soumis à l'approbation de l'autorité ? Qu'en savons-nous ? Nous n'avons pas rencontré d'indice d'une telle exigence. Mais ce que nous pouvons affirmer avec certitude, c'est que le notaire, après avoir arrêté son choix, ne pouvait plus changer de signum, ce qui ressort à l'évidence de la formule en usage : « *signo meo consueto* (vel usuali) signavi, rogatus in testimonium veritatis omnium premisorum » ; formule d'ailleurs qui exprime clairement que le signum constitue bien la signature notariale où se concentre le témoignage de véracité de l'acte sur lequel il est imprimé.

Vers la fin du quinzième siècle, on vit apparaître la signature moderne concurremment avec le signum ou signetum : « Jo Kipman », suivi du signetum (1). Quelquefois le signum disparaît mê-

(1) Gr. VII, n° 2710.

me pour faire place à une simple signature, agrémentée cependant de quelques motifs décoratifs (parafe).

Dans la règle, le notaire n'indique pas sa résidence (1).

(1) On retrouve une survivance remarquable de l'usage du sceau comme signature dans les institutions juridiques de l'Angleterre. Le droit anglais, signalons-le en passant, reconnaît plusieurs espèces d'écrits : les records (véritables jugements) les quasi-records et les actes des coroners. Après viennent les actes sous sceau c'est-à-dire ceux qui sont revêtus de la marque d'un sceau sur le papier ou le parchemin, ordinairement à l'aide de la cire, en signe de consentement solennel des parties (la coutume de rédiger les actes sous sceau a été introduite en Angleterre par les Normands). Ces actes sont restés soumis, pour leur forme, aux règles du moyen âge. Ainsi, ce qui est essentiel ce n'est pas la signature des parties, mais l'apposition du sceau. En pratique ces actes sont signés mais la loi ne l'exige pas à peine de nullité.

En Angleterre, il importe peu que les parties se soient servies de leur propre sceau ; elles peuvent parfaitement recourir à celui d'autrui ; et le sceau d'une seule personne apposé du consentement des cointéressés suffit.

(Histoire du Droit et des Institutions politiques, civiles et judiciaires de l'Angleterre, par Ernest Glasson, tome VI, p. 642 et s.)

C. LE NOTARIAT APOSTOLIQUE

Le moyen âge connut aussi une classe de notaires s'intitulant notaires de par l'autorité apostolique : « publicus auctoritate apostolica notarius (1) » « imperiali et apostolica auctoritate notarius publicus » ou bien « publicus sacris apostolica et imperiali auctoritatibus notarius ». Il était alors de principe qu'à l'instar des notaires impériaux, les notaires apostoliques pouvaient instrumenter dans le monde entier, mais généralement à condition que, lorsque les notaires impériaux instrumentaient dans les États du pape, ils se fissent investir de l'autorisation apostolique et que réciproquement, les notaires apostoliques instrumentant dans les États de l'empereur, se fissent investir de l'autorisation impériale (2). Nombre de notaires, une fois titulaires, ensuite de cette exigence, de la double auctoritas imperialis et apostolica, prirent l'habitude d'en faire mention dans tous leurs actes indifféremment, quand bien même il n'aurait été nécessaire que de justifier de l'une d'elles. Cette double qualité grandissait certainement le prestige de son titulaire ; d'ailleurs, vu sa permanence, elle s'incorporait de soi et avec fixité au caractère notarial lui-même.

Notons bien que ces notaires apostoliques ne sont pas membres

(1) Le notaire apostolique s'intitule aussi : « Auctoritate sacrosanctæ Romanæ ecclesiæ publicus notarius ». Liber actorum I, p. 216.

(2) a) notarii apostolici et imperiales passim occurrunt in veteribus actis, alibi quam in Summorum Pontificum aut Imperatorum territoriis descriptis...; cur in Francia tam crebro acta publica confecta dicuntur a Notariis auctoritate apostolica et imperiali constitutis. (Du Cange, tome IV, p. 646).

b) Vid. Oest .I., p. 161-162.

de la chancellerie papale, pas plus que les notaires impériaux ne le sont de la chancellerie impériale. Ce ne sont point non plus des notaires d'église s'adonnant exclusivement à des occupations d'ordre et de nature purement ecclésiastiques ; ce sont bien des notaires de l'ordre civil, temporel, instrumentant des actes temporels, n'ayant d'autre terme de différence avec les notaires impériaux que l'autorité qui les a créés.

Les notaires apostoliques, d'une façon parallèle aux notaires impériaux, sont créés ou directement par le pape ou indirectement par des ecclésiastiques de rang supérieur délégués par le pape. Bien qu'on ne doive recourir qu'avec une extrême réserve aux documents publiés par le P. Furrer, nous nous permettons d'en invoquer un de l'année 1520, qui nous prouve cette délégation du droit d'instituer les notaires : « anno dni 1520 pridie Kalendas octobris Smo. Dno Nostro Leone papante anno octavo, Simon In Albon, Ballivus liberalium artium magister fuit factus, et institutus comes palatinus (Pfalzgraf), praelatus Smi. D. Papae, et aulae Sacri Lateranensis palatii apostolici, per Bartholomeum Arnulphum clericum Lucernensem, Sedis apostolica protonotarium, ac ad civitatem et diocesim Sedun. nuntium ob ejus dignitatem, cui data fuit potestas creandi notarios et tabelliones extra romanam curiam ubique locorum (1).

La prérogative creandi Notarios octroyée au bailli découle apparemment de sa qualité de comte palatin, dont le voilà revêtu par l'autorité apostolique qui, paraît-il, nomme aussi à cette dignité ? Les notaires qu'il pourra, dorénavant, créer « extra romanam curiam ubique locorum » seront sans doute des notaires auctoritate apostolica. Il ne saurait en créer imperiali auctoritate. Aussi bien voyons-nous à cette époque fonctionner, en Valais, plus de notaires apostoliques, peut-être, qu'auparavant ; entr'autres en 1527, un Joannes Zentriegen de Rarogne, en 1528, un Nicolaus Furrer, civis Sedunensis(2).

(1) Furrer. Urkunden, p. 309.

(2) Furrer U., p. 314 et 316.

Mais nous ne saurions gratuitement avancer qu'ils reçurent l'investiture notariale de la main du comte palatin In Albon.

En matière de discipline, ces notaires, en vertu du lien qui les rattache au Pape, doivent sans doute relever du Siège apostolique; mais celui-ci étant très éloigné, on peut douter que les moyens de surveillance aient été bien efficaces. D'ailleurs, en matière délictueuse, ils ne sauraient se soustraire à la juridiction et au droit communs de la terre du Valais.

Quant à la forme des actes, elle révèle aussi l'usage d'un formulaire. Ils sont très semblables à ceux des notaires impériaux. Aussi n'allons-nous pas en entreprendre une étude spéciale. Nous nous référons, sauf quelques variantes, à ce que nous avons dit sur la forme de l'acte notarié impérial.

D. LA CHANCELLERIE DE L'ÉGLISE DE ST-MAURICE D'AGAUNE

A l'entrée du Valais, au pied de rochers nus et sauvages, s'élève la masse imposante d'une basilique et d'un monastère. C'est la Royale Abbaye de St-Maurice d'Agaune, la plus ancienne d'Occident, construite sur le sol arrosé du sang des Martyrs thébéens. En 515, Sigismond, roi de Bourgogne, restaura et agrandit l'ancien monastère qui existait déjà depuis près de deux siècles ; puis il le dota de possessions étendues afin de pourvoir largement à l'entretien d'une communauté de cinq cents moines occupés à chanter sans interruption la louange de l'Eternel et de ses glorieux martyrs. Ces possessions étaient situées bien au-delà de nos frontières valaisannes : il y en avait notamment dans la France et l'Italie actuelles, dans les cantons de Vaud et de Fribourg, etc.

Fort anciennement, sous les rois de Bourgogne, l'Eglise de St-Maurice d'Agaune possédait une chancellerie analogue à celle du chapitre de Sion. Un acte de 983 nous révèle déjà l'existence d'un moine-chancelier : « Anselmus diaconus et almi Mauriti Sociorumque ejus cancellarius hanc commutationem complevit et dedit, anno incarnationis Dominice 983. Regni vero serenissimi regis Chonradi XLVI. Acta VIII Kal. octobris hic in Agauno (1) ».

C'est le même chancelier Anselme qui, en 984, stipule une inféodation de biens situés à Haute-Nendaz, faite par le roi

(1) Liber actorum. I tome.

Conrad précité en faveur de l'hôpital de St-Maurice : « Anselmus hanc prestariam jussu regis complevit et dedit. Acta in Agauno (1) ».

Ce moine Anselme était non seulement titulaire de la chancellerie de l'Eglise d'Agaune : « almi Mauritii Sociorumque ejus cancellarius » mais aussi chancelier du roi de Bourgogne « regius cancellarius (2) », et plus tard archichancelier.

En 1005, nous rencontrons le chancelier Amizo : « Amizo diaconus Sancti Mauritii canonicus et Cancellarius hanc scripsit cartulam anno regni regis Rodulphi XIII (3). Actum vero in Agauno ». Dans un autre acte, ce chancelier mentionne : « Amizo cancellarius sancti Mauritii ad vicem domini Anselmi archicancellarii hoc scripsit (4) ». Le chancelier instrumente de son chef ou au nom de son supérieur hiérarchique l'archichancelier. Cet archichancelier est assurément l'officier suprême de la chancellerie royale.

Dans la suite, le cumul ou l'apparente confusion des fonctions de chancelier capitulaire et de chancelier royal cesse. Il apparaît alors nettement que le Chapitre d'Agaune est titulaire de véritables compétences notariales. Mais à l'inverse de ce qui se pratiquait à l'origine dans l'organisation de la chancellerie de Sion, ce n'est point à un office capitulaire déterminé que l'exercice du droit de chancellerie est dévolu, mais tantôt au chantre, tantôt à l'élémosinaire, tantôt à un simple chanoine.

En 1200 il est délégué au chantre : « Ego Aymo, Agaunensis cantor, scripsi hoc cyrographum (5) ». En 1264 un acte de vente est encore stipulé par le chantre, la liste des témoins finit ainsi : « et ego Jacobus cantor predictae ecclesie Agaun; qui hanc cartam scripsi et levavi, in qua fuit appositum sigillum capituli ejusdem ecclesie. Actum Agauni per manum Jacobi cantoris et cancellarii

(1) Charte des Archives de l'Abbaye de St-Maurice.

(2) Liber actorum I. notes finales.

(3) et (4) Collection des chartes de l'Abbaye.

(5) Gr. I, n° 197.

publici predicte ecclesie (1) » ; le chantre s'intitule donc : « cancellarius publicus (2) » expression marquant à l'évidence qu'il ne s'agit point d'un chancelier chargé des écritures de l'administration interne de l'Abbaye, mais bien d'un véritable scribe, écrivain ou notaire public. — Le chantre conserva apparemment l'exercice de la chancellerie pendant plus de soixante-dix ans, savoir de 1200 à 1272 (3). Un acte du 23 juin 1272 nous apprend qu'il a passé à l'élémoinaire : « ...et ego P. helemosinarius Sancti Mauricii, qui hanc cartam scripsi ad preceptum dni G. abbatis Agaun, nomine ecclesie Agaun. (4) ». D'autres actes de la même année contiennent des formules identiques (5).

En 1289 par contre, réapparaît le chantre-chancelier qui prend le titre nouveau de « cartarius » : « ...et Petro de Fraciis, cantore et cartario Agaun (6) ».

L'antique droit de chancellerie dont l'Eglise d'Agaune avait été investie par les rois de Bourgogne, reçut le 20 septembre 1245, la confirmation solennelle d'Amédée IV, comte de Savoie, « cum venerabilis ecclesia agaunensis ex antiqua et probata consuetudine auctoritatem conficiendi sive creandi cartas seu publica instrumenta obtinuerit, nos volentes illam antiquam et approbatam consuetudinem inviolabiliter conservare concedimus dicte ecclesie sicut usque ad presentia obtinuit potestatem conficiendi vel creandi huiusmodi instrumenta, firmiter statuentes ut castellani nostri et officiales de Chablasio et de Valesio et de Entremonti et castellanus de Chillon predicta instrumenta, confecta... agaunense nomine dicte ecclesie manuteneant, pareant et attendant. Prohibemus igitur ne aliquis nisi vice ac nomine dicte agaunensis ecclesie hoc faciat in partibus nostris Chablasii Valesii et Entremontis aliquod instrumentum presumat conficere quod si

(1) Gr. II, n° 707.

(2) *ibid.*

(3) *Vid.* Gr. I, n. 548, 549, 550. II, n. 651, 657, 658, 659, 688, 707, 733.

(4) Gr. II, n° 794.

(5) *ibid.* n° 803 et 804.

(6) *ibid.* n° 991.

forsan factum fuerit illud precipimus non valere. Decernimus autem ut ipsa instrumenta per manum nuntii agaunensis ecclesie ad hoc specialiter constituti confecta eamdem vim habeant in iudiciis et in omnibus aliis *negociis* et causis quam aliquid aliud instrumentum potest habere. Et eos qui contra hujusmodi venire presumpserint vel infringere temptaverint pena decem librarum mauriciensium puniantur quam precipimus per castellanos nostros ad opus nostri firmiter recuperare » (1).

Ainsi donc, cette confirmation tend à consacrer, en faveur du Chapitre de St-Maurice, un monopole semblable à celui du Chapitre de Sion. Au point de vue territorial, le Chapitre de St-Maurice exerce le droit de chancellerie dans le Chablais, dans le bailliage de Chillon, dans l'Entremont et même dans les autres châtellenies savoisiennes du Valais. Mais dans ces dernières, par un curieux phénomène juridique, cinq classes de notaires prétendent instrumenter : 1^o les notaires-chanceliers de St-Maurice d'Agaune, en vertu de la confirmation d'Amédée IV de Savoie ; 2^o ceux de la chancellerie de Sion qui stipulent in *dyocesi Sedunensi* a Sancto Mauritio superius ; 3^o les notaires impériaux et 4^o les notaires apostoliques, ces deux classes se déclarant compétentes « in toto orbe terrarum » ; 5^o enfin, sans doute, dans la sphère non atteinte par la confirmation, les juges et officiers judiciaires savoisiens et, comme nous le verrons, les notaires du comte de Savoie. C'est dire que le monopole n'était guère effectif (2).

(1) Cibrario e Promis, p. 146. Quelques parties de ce texte ont été reconstituées d'après l'original conservé aux archives de l'Abbaye de St-Maurice.

(2) Voici qui prouve que dans l'Entremont notamment la chancellerie de Sion et celle de St-Maurice se faisaient concurrence : a) Une inféodation de 1290 mentionne « actum super cimisterio de Bagnes, dnus de Orseriis canonicus Montis Jovis juratus super hoc hanc cartam levavit vice capituli Sedun. vice cujus ego Johannes Aylloz eam scripsi ». Gr. II, n^o 1004.

b) Un acte de 1296 : « Johannes de S. Brancherio clericus levans chartam vice Normandi, scriptor Aymo Delentz, juratus. Actum Bagnes ». Furrer U., p. 83.

c) Un acte relatif à des fiefs de Montagnier, de 1289 : « Actum apud Bagnes Dominus Petrus de Fossato, curatus de Bagnes, qui hanc cartam levavit vice capituli Sedun. cancellariam tenentis, vice cujus ego Johannes Aillioz scripsi. ibid. p. 91. d) Vid. Liber actorum, tome I, p. 247.

On eut aussi souvent recours au Chapitre de St-Maurice qui jouissait du droit de sceau, pour en obtenir, non pas des actes notariaux émanant de sa chancellerie, mais des actes sous sceau (1). Ces actes, jouissant assurément de l'authenticité, se terminent par des formules de ce genre : *ad maiorem huius rei firmitatem appositum est sigillum capituli Agaunensis*, ou *ad preces utriusque partis appositum est huic scripto sigillum capituli Agaunensis*. Les actes scellés sont aussi reçus en présence de témoins et rédigés d'après les mêmes formules que les actes de la chancellerie. Il ne faut pas les confondre avec les actes officiels du Chapitre, relatifs à ses seigneuries et qui sont aussi munis du sceau.

En l'espèce il ne s'agit que d'un office de juridiction gracieuse envers les particuliers.

La charte de la chancellerie de St-Maurice offre beaucoup d'analogie, au point de vue de la forme, avec celle de la chancellerie de Sion. Le cadre général en est à peu près le même. Ce n'est pas toujours, d'ailleurs, le délégué direct du Chapitre qui reçoit les actes, c'est aussi parfois un sous-délégué : chanoine, chapelain, desservant de paroisse ou même un notaire public, nouveau terme de ressemblance avec la chancellerie de Sion (2).

Mais, tandis que la charte de la chancellerie de Sion ne porte jamais ni sceau ni monogramme, celle de la chancellerie de St-Maurice est quelquefois frappée non pas du sceau ou du monogramme du chancelier, il n'en possède pas, mais du sceau du Chapitre (3).

Quant au style en vigueur à St-Maurice, ce fut à l'origine

(1) Gr. I, n. 393 et 408.

(2) a) *Actum apud Villamnovam. Cartam levavit Willermus de Chillon, curatus Villenove, nomine Jacobi cartarii Sancti Mauricii Agaun.* » Gr. II, n° 844.

b) « ...et ego Petrus de Orba publicus notarius. Ad maiorem autem firmitatem omnium premissorum dictus notarius presens instrumentum levavit vice mei P. de Frasciis cantoris monasterii S. Mauricii Agaun. » Gr. III, n° 1189.

Vid. aussi Gr. II, n. 688 et V, n. 2178.

(3) Gr. II, n. 659, 733.

celui de l'incarnation ; nous avons signalé plus haut un acte « anno incarnationis dominice 993 ». Il se maintint jusqu'en 1281, Dès cette date à 1294, apparut le style pascal, qui ne fut jamais usité à la chancellerie de Sion. Un acte de 1290 est ainsi daté : « Actum apud Letron, III idus februarii anno Dni MCC nonagesimo, sumpto millesimo in Paschate (1) ». Enfin, en 1295, le style natal prévalut définitivement (2).

Les statuts savoisiens relatifs au notariat devinrent sans doute obligatoires pour la Chancellerie agaunoise.

1) Gr. II, n° 1064.

(2) Gr. I, Avant-propos, p. XIX.

E. LE NOTARIAT SAVOISIEN

Le comte est un officier qui représente le pouvoir royal : ses attributions s'étendent à tous les domaines où s'exerce l'action de l'Etat. Le droit de nommer les notaires, qui, en dernière analyse, est un « *Königliches Recht* » devient, par délégation du roi ou empereur en faveur des comtes, un « *Gräfliches Recht* ». Le comte jouit du droit de créer et d'autoriser les notaires pour tout le territoire de son comté. Mais il ne faut pas confondre ce droit avec le privilège des comtes palatins qui créent des notaires en dehors de leur comté : *in toto orbe terrarum*.

Les notaires du comte de Savoie s'intitulent, symétriquement aux notaires impériaux : « *notarii auctoritate Dni Comitiss Sabaudie* ». Souvent ils cumulent la double autorisation de l'empereur et du comte : « *notarii imperiali auctoritate et Dni Comitiss Sabaudie* ». Cependant, la dernière eût été suffisante pour instrumenter dans le comté ; et c'est évidemment pour ne pas être inférieurs aux notaires impériaux, pouvant instrumenter partout, que les notaires du comte se font aussi investir de la prestigieuse autorisation impériale.

De nombreux actes nous prouvent que les notaires savoisiens instrumentèrent dans les châtelainies savoisiennes du Valais. En outre, quand le comte de Savoie se rendait à Bagnes, il y exerçait tous les droits seigneuriaux ; et comme il se faisait accompagner par son notaire, les sujets ne manquaient pas d'y recourir pour la stipulation de leurs actes.

Le comte Pierre de Savoie, dit le petit Charlemagne, (1263 à 1268), promulgua des « statuts sur la procédure et les notaires

dans le comté de Savoye », qui régirent le Chablais et les possessions savoisiennes en Valais.

Ces statuts, tout en confirmant des coutumes antérieures, réorganisèrent et améliorèrent notablement le régime notarial savoisien.

Pour devenir « notarius auctoritate domini Comitatus Sabaudie », il faut subir deux examens. Le premier devant le juge, porte sur l'instruction générale, la grammaire et le latin. Notons toutefois que, dans le sens extensif du moyen âge, la grammaire englobe, avec la grammaire proprement dite, l'art d'écrire, les lettres et humanités. L'examen porte aussi sur les branches intéressant la fonction notariale : « ea que pertinent ad officium notarie vel tabellionatus », au nombre desquelles se range la science du formulaire. En cas d'échec, la carrière est fermée jusqu'à bonne fortune. Cet examen est suivi d'un second à subir devant un jurisconsulte (jurisperitum) chargé d'apprécier si le candidat possède les capacités voulues pour l'exercice du notariat.

Passant au mode d'instrumentation des actes, les statuts disposent que les tabellions « qui voluerint facere cartas vel instrumenta » doivent premièrement les minuter (imbreviare) dans leurs protocoles ou minutaires (in cartulariis suis). Ces minutes doivent contenir tout ce qui sera ensuite libellé dans la grosse ou instrument solennel. Ce n'est qu'après la rédaction de la minute que le notaire pourra donner lecture des dispositions aux parties en présence des témoins, à ce appelés et priés. La réception de l'acte accomplie, le notaire ne peut plus rien y ajouter ni en retrancher, que ce soit de consilio jurisperiti vel sine ejus consilio. Mais, sur la base de la minute qui contient la substance, la quintessence de l'acte, le notaire devra confectionner l'expédition de l'instrument public.

En somme, c'est là le même procédé que dans le notariat impérial ; seule la chancellerie de Sion avait un système original.

Le notaire doit se procurer lui-même et conserver soigneusement les minutaires, afin de pouvoir s'y référer pour collation-

1263-68

statuts

ner l'instrument solennel avec la minute, et la minute avec l'instrument. Le notaire doit rédiger l'instrument dans le mois de la réception de la minute, de l'imbreviatura ; chaque mois de retard est passible d'une amende de cinq sols. De leur côté, ceux qui ont fait faire un instrument par un notaire, doivent le racheter (redimere) dans les quinze jours de la réquisition du notaire, à peine de la même amende de cinq sols pour chaque mois de demeure.

Le nombre des témoins n'est pas abandonné à l'arbitraire ; il en faut au moins trois, fidèles et qui connaissent les parties si possible, sinon deux témoins des meilleurs et des plus dignes. On voit quel grand cas l'on fait de la probité, de la moralité et de la condition sociale des témoins instrumentaires.

La question de tarif, aussi, est soigneusement réglementée, toujours sur la base de la valeur de l'objet du contrat. En principe le notaire doit recevoir deux deniers par livre. Toutefois de un à soixante sols le notaire perçoit un droit fixe de six deniers, et pour la grosse (instrumentum) et pour la minute (imbreviatura) ; au-dessus de soixante sols jusqu'à douze livres, le principe est applicable ; il touche deux deniers par livre. Au-dessus de douze livres jusqu'à cent livres, il touche un denier pour chaque livre excédant la douzaine ; et au-dessus de cent livres « X solidos monete in dicto instrumento contempte (sic) ». S'il ne s'agit pas de valeurs liquides, s'il faut se baser sur des avoirs immobiliers par exemple, il y a lieu de se rapporter, pour l'estimation des biens, à la décision du juge. Le notaire a le devoir strict de se conformer à ce tarif qui est plus modéré que celui de la chancellerie de Sion, élaboré environ soixante ans plus tard. S'il l'excède, il est passible de la peine du vol : « puniatur ut latro ».

Les statuts contiennent aussi une intéressante disposition relative à l'itinéraire, qui est tarifé à raison de douze deniers par lieue de distance de l'endroit où réside le notaire : « extra villam in quo moratur tabellio ».

Dans le comté de Savoie, un acte notarial instrumenté dans les formes légales et signé par le notaire, ne jouit pas ipso jure

de la fides publica. Celle-ci n'y adhère qu'à partir du moment où le sceau de la cour de justice y est apposé. Et le juge ne doit l'apposer qu'après que le notaire a justifié, en sa présence, de l'exactitude et de la véracité de l'instrument, au moyen de la collation de celui-ci avec la minute⁽¹⁾.

Une fois muni du sceau de la cour, l'acte a la force d'un jugement.

En conséquence, le juge est tenu d'en procurer l'exécution sans autre, dès qu'il en est requis, à moins que le défendeur ne prouve sa libération. Le défendeur arrêtera de même l'exécution en opposant une exception péremptoire propre à le libérer, pourvu que, dans le procès qui suivra, elle paraisse fondée. La fides publica résulte donc de l'apposition du sceau.

D'ailleurs tout acte, même non notarié, qui est scellé, soit par le comte, soit par l'un de ses juges, devient exécutoire « ipso ostenso iudici instrumento, nisi reus posset probare solutionem vel aliam satisfactionem factam fuisse, vel dictam causam seu instrumentum vel litteram de jure non valere ».

En outre, il est essentiel, pour que l'acte notarié jouisse de la fides publica, que le notaire qui l'a instrumenté ait été assermenté. Sans serment, pas de notaire. De tout temps, le serment solennel a été considéré comme le couronnement et la consécration de toutes les garanties que doit fournir le notaire. Il le rive à son devoir par les liens les plus puissants qu'on puisse imaginer.

(1) C'est la « relatio ». Le libellé de l'acte ferait croire qu'il émane du juge : « Nos Petrus de Billens, iudex in Valesio Chablasio et Gebenn. pro ill. domino Amedeo comite Sabaudie, notum facimus quod sicut nobis constat per relationem dni Jacobi de Melduno capellani, notarii jurati curie dicti dni comitis, in sui presencia constitutis, etc. » suit le libellé de l'acte notarial qui se termine ainsi : « In cuius rei testimonium nos predictus iudex sigillum dicte curie presentibus litteris duximus apponendum. Actum apud Contez ». (Gr. III, n° 1267).

Parfois, l'acte apparaît nettement comme l'œuvre du notaire corroborée par le sceau judiciaire. (Gr. III, n° 1251).

Autre exemple : « ... in quorum omnium præmissorum robur et testimonium appositum est per prænominatam Curiam præsentì litteræ sigillum ejusdem curiæ, facta eidem per dictum Hugonem Notarium fidarelacione de hiis omnibus quæ superius exprimuntur, anno 1282 ». Liber actorum, tome I, p. 226.

Le notaire savoisien doit donc publiquement prêter le serment d'observer fidèlement les statuts notariaux et d'en garder à cet effet un exemplaire.

Les infractions sont passibles de poursuites judiciaires.

Celui qui, sciemment, emploie le ministère d'un notaire qui s'est soustrait à l'assermentation, est privé non seulement de l'effet de l'authenticité, mais il doit payer soixante sols d'amende pour chaque instrument émanant du notaire non assermenté.

Pour éviter les fraudes et les soustractions possibles de redevances féodales, le notaire est assujéti à des prescriptions particulières. En matière de stipulations relatives à des biens immobiliers, à leurs revenus et cens, il doit, au préalable, demander à l'aliénateur, qui prête le serment de dire la vérité, si les biens qu'il aliène relèvent du « dominum » du comte comme fief, albergement ou emphytéose, et si le dit comte doit percevoir, à ces titres, des « laudonna » (lauds, lods, droits de mutation) ou un « terragium » (champart, redevance annuelle), ou s'ils sont du dominium d'un sujet du comté ; puis il doit consigner les réponses dans le registre et les notifier ensuite aux fonctionnaires compétents du comte : juges, baillis ou châtelains, à charge par ceux-ci d'en informer, sur réquisition, les seigneurs intéressés. Le notaire jure aussi de ne pas instrumenter des conventions louches et frauduleuses, pour autant qu'elles lui sont reconnaissables comme telles, et en général de ne pas prêter son ministère pour la réception de contrats simulés.

La grosse ou instrument solennel ne doit présenter ni rature ni altération suspecte.

Enfin, sous le titre « de redemptione instrumentorum » le législateur dispose : « le créancier d'une obligation constatée par un instrument et complètement libérée, doit la restituer au débiteur dans les huit jours de sa réquisition, à peine d'une amende de cinq sols par jour de demeure, à moins d'excuse suffisante tirée d'une nécessité majeure ou du fait de la perte du titre, et toujours soutenue de son serment ». Dans ces cas, pour que le débiteur obtienne satisfaction, il sera dressé un titre dit « instru-

mentum contestationis, et pacis et finis » valant règlement de compte et quittance définitive, sans préjudice de l'obligation de restituer le titre obligatoire, s'il vient à être retrouvé.

En Savoie, comme partout, les ecclésiastiques sont pour ainsi dire les candidats naturels au notariat. Observons enfin que, d'après les institutions juridiques de ce comté, nombre d'actes de tous genres se passent devant le juge aussi bien que devant le notaire. (1)

(1) Voir au sujet de tout ce titre :

Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande. I, première partie, p. 215 à 227.

PÉRIODE MODERNE

A. LE NOTARIAT ÉPISCOPAL



Bien que le notariat ou le droit de chancellerie ait été de tout temps un droit inhérent à la régale de l'évêque, nous réservons le qualificatif d'« épiscopal » au notariat unique qui prévalut à l'époque moderne et évinça les notariats divers que nous venons d'étudier.

Cette unification n'est que le résultat nécessaire de l'évolution combinée des idées et des faits. Sujets de l'Empire, les Valaisans avaient, sous la poussée de leur vif instinct d'indépendance, pris l'habitude de se considérer comme un peuple à part, comme un Etat autonome et indépendant, et se donnaient, en conséquence, une législation et des institutions propres. L'éloignement de la métropole impériale contribua puissamment à relâcher les liens, souvent de pure forme, qui unissaient le Valais à l'empire.

La foi en une situation politique indépendante s'affirmait chaque jour davantage, au point que l'évêque commit une grave maladresse en se faisant octroyer en 1624 une nouvelle confirmation impériale de la Caroline. Il n'existait plus, à cette époque, qu'un simulacre de suzeraineté impériale. Aussi verrons-nous, vingt-quatre ans plus tard, le Droit consacrer l'état de fait antérieur et proclamer, dans le traité de Westphalie (1648), le Valais indépendant de l'Empire.

On comprend sans peine que, même longtemps avant la solennelle déclaration juridique de son indépendance, le Valais avait vu toutes les institutions éveillant l'idée de quelque sujétion impériale tomber en profonde défaveur et souvent en complète désuétude. C'est pourquoi nous ne rencontrons plus guère de notaires se réclamant de l'« auctoritas imperialis ». Logiquement,

dès que l'indépendance valaisanne fut devenue un dogme intangible, l'autorité apostolique, non plus que l'autorité impériale, ne devait suffire à créer un notaire parfait. Il fallait, avant tout, et nous nous proposons d'étudier cette exigence dans ses détails, l'autorisation du chef de l'Etat du Valais. Cette autorisation, c'est l'évêque, comes et praefectus, qui la donnait. Et il demeura ainsi à la tête du notariat, même après que la plus grande somme de la souveraineté eut passé aux dizains, qui s'émancipèrent avec la même désinvolture du sceptre épiscopal que de la suzeraineté impériale. Si la Diète statue législativement sur la matière, l'évêque en est l'organe exécutif; il réglemente l'organisation notariale, examine les candidats, assermente les notaires, délivre les diplômes, etc. En matière notariale, il est en regard de la Diète un peu ce que le Conseil d'Etat est aujourd'hui en regard du Grand Conseil.

D'autre part, épuisé par ses luttes ardentes contre les seigneurs, les communes et les notaires impériaux, le monopole capitulaire, voué à une impopularité sans merci, perd chaque jour du terrain. Le Vénérable Chapitre, toujours zélé à défendre ses intérêts, réclame de nouveau et obtient, en 1624, une confirmation de l'empereur Ferdinand II relative à son droit de chancellerie, ce qui n'est pas fait pour apaiser les esprits effervescents des patriotes luttant contre leur évêque Hildebrand Jost ! Mais, en fait, le monopole agonise ; il devient même, momentanément, inconciliable avec un texte de droit positif contenu dans les articles de Naters. Puis, le 27 février 1550, en pleine Diète, des députés patriotes revendiquent le droit de la liberté du choix des notaires : « nos chers compatriotes de Sion ayant fait mention d'un article à savoir qu'un chacun ecclésiastique ou civil puisse faire lever ou stipuler ses actes et contrats par tout notaire qui soit juré de Sa Grandeur. Sur quoi, dits chanoines du Chapitre ont objecté que cela atteindrait leurs droits étant qu'ils sont en possession de toutes les chancelleries en le Dixain de Sion, en dehors de la ville et de même dans tout le Dixain de Sierre, qu'ils en tirent leur redevance, qu'ils en ont

été en paisible possession depuis trois cents ans et bien plus, espèrent que la Nation y aura égard. Sur ce la Diète les maintient en ce que susdit (1) ».

La Nation, en somme, reconnaît le droit du Chapitre, mais celui-ci, d'après sa propre déclaration ne l'exercerait plus que dans les dizains de Sion et de Sierre, où ils possèdent encore toutes les chancelleries paroissiales. On constate donc un amoindrissement des plus notables de l'ancien monopole s'exerçant « in dyocesi Sedunensi a Sto-Mauricio superius ». Toutefois, la chancellerie capitulaire continue à vivoter, à la faveur du droit positif qui la reconnaît. Quant à la chancellerie de l'Eglise de St-Maurice d'Agaune, il ne faut plus en parler : elle a disparu dans le tourbillon de la conquête du Bas-Valais, qui annihila aussi la souveraineté savoissienne et partant le notariat savoisien.

De ce concours de circonstances assez complexes est résulté ce que nous appelons « le notariat épiscopal » c'est-à-dire, le régime en vertu duquel les notaires sont directement créés, assermentés et autorisés par l'évêque de Sion et s'intitulent conséquemment : « notarii auctoritate episcopali ». Nous allons exposer comment la nouvelle organisation s'est ébauchée déjà avant les Statuts de 1571, puis comment elle a pris corps, s'est consolidée et perfectionnée sous le régime de ces mêmes Statuts.

S/

I. AVANT LES STATUTS DE 1571

Les articles de Naters de 1446 (2) proclament, nous venons de le signaler, le principe du libre choix des notaires. Ils disposent, art. 98, que toute personne de l'un et l'autre sexe appartenant à la patrie du Valais, est et doit être libre de faire instrumenter ses actes par n'importe quel *notaire* ou *chancelier* habile

(1) Arch. cant. Trad. Absch., tome V.

(2) Gr. VIII, 2976, 98.

et capable, « ad libitum sue voluntatis » et qu'elle ne doit en aucune façon être contrainte de s'adresser à tel notaire déterminé, à condition que le registre et les actes notariés ne soient pas confiés à quelqu'un hors du dizain, mais bien à un notaire habitant le dizain, de crainte que les contrats perpétuels ne s'égarent ; que les prêtres et les étrangers n'instrumentent pas de contrat perpétuel sans la permission de l'évêque et des patriotes, sauf le cas de nécessité, à l'article de la mort. Que les notaires et chanceliers doivent être payés sur la base des statuts et de l'ancien tarif, avec modération ; que, s'il y a lieu de tempérer des émoluments exagérés, cela doit se faire avec le sage conseil de l'évêque et de personnes capables ».

Ce texte, inutile de le redire, pose le principe du libre choix des notaires, principe évidemment énoncé au moyen de la double expression « n'importe quel chancelier ou notaire. » Le terme de chancelier fait allusion au notaire capitulaire, celui de notaire vise spécialement le notaire ou tabellion de par les autorités impériale et apostolique. Ainsi, l'on donne satisfaction aux tendances indépendantes des patriotes.

Donc, il suffit que les écrivains publics soient habiles et capables, c'est-à-dire qu'ils puissent justifier d'une investiture vérifiable. Le texte des articles de Naters, dessine aussi les premières lignes du système en vertu duquel les registres des notaires ne doivent pas sortir de leur dizain respectif. Ce que l'on constate encore, c'est l'acheminement vers l'exclusion des prêtres du notariat ; on restreint, on subordonne leur capacité d'instrumenter à une permission spéciale, et tout exceptionnelle de l'Evêque et de l'Etat, en attendant qu'elle leur soit radicalement refusée.

Ce texte laconique condense des principes tout à fait primordiaux, il ne prétend point régler, dans ses détails, toute l'organisation notariale ; le surplus est abandonné à la pratique constante et uniforme, à la coutume, ce droit souple et vivant. D'ailleurs, les articles de Naters, qui n'eurent qu'une vigueur éphémère, ne consacrent pas encore expressément le principe de l'autorisation des notaires par l'Evêque. Pareille déclaration

apparaît, la première fois, dans le « Landrecht » du cardinal Schinner (1511-1514 (1). Il y est dit : « Notario quacunque auctoritate creato, sive fuerit patriota, accola (advena) vel alienus, nullatenus liceat ullos actus publicos indiciales vel contractuum levare vel stipulare, sub pena invalidorum actuum vel contractuum ac periurii, nisi se prius domino episcopo sive principi patrie presentet ac de legalitate persone sue ac sufficientia officii notariatus probatus et examinatus fuerit et iuramentum prestiterit episcopo Sedunensi pro tempore existenti et ecclesie Sedunensi per notarios prestari solitum, et inter alia de non transportando prothocolla vel registra extra patriam (2) ».

Le notaire, au point de vue de la nationalité, peut être indifféremment patriote, c'est-à-dire national valaisan (le sujet bas-valaisan n'était pas considéré comme patriote, mais il pouvait, en payant un droit et dans les conditions requises, acquérir cette qualité), ou simplement habitant (accola) ou même encore complètement étranger (alienus). Le Valais, faisant partie de l'Empire, n'osait encore fermer le notariat à un sujet impérial.

Mais quelque libre que soit l'accès au notariat au point de vue de la nationalité du candidat, l'exercice en est subordonné à une autorisation dépendant à son tour de l'accomplissement des formalités suivantes :

1^o présentation à l'Evêque du candidat, ou plus exactement du notaire déjà créé par quelque autorité, présentation qui sert à établir la probité de la personne ;

2^o examen par l'Evêque, afin de justifier des connaissances requises pour l'exercice du notariat ;

3^o prestation du serment, suivant la formule coutumière, qui doit contenir spécialement la promesse de ne pas transporter

(1) Il est probable que ce code n'a fait que sanctionner une coutume préexistante, car en 1481 déjà nous rencontrons un acte reçu par un notaire épiscopal : « ... Petro Waldini, cive Sedunensi auctoritate Rev. in Christo Patris et D. N. Walterii Sedun. Episcopi Praefecti Comitibus Valesii notario publico et ipsius curiae jurato... » (Furrer, Urkunden, p. 270).

(2) H. n^o 33, p. 227, art. 50.

les minutes hors du Valais, clause très sage, du moment que les étrangers étaient admis au notariat.

Le défaut d'accomplissement de ces prescriptions comportait une sanction très grave, tant pour les parties que pour le notaire fautif : les actes reçus par ce dernier étaient frappés de nullité, ce qui engageait sans doute la responsabilité civile du notaire, qui, pénalement, encourait l'inculpation de parjure.

Il est essentiel de remarquer que ce régime ne fait pas de l'Evêque l'agent créateur du notaire, mais seulement l'agent qui investit le notaire déjà créé de l'autorisation indispensable à l'exercice de sa profession, autorisation en quelque sorte, aussi créatrice, puisque c'est d'elle que dépend toute l'efficacité de la création préalable.

Ce régime s'applique à tout notaire, de quelque autorité qu'il se prévale, impériale ou apostolique « *notario quacunque auctoritate creato* », même aux chanceliers créés par le Chapitre, ce qui est expressément prévu par la finale : « *Itidem servetur circa cancellarios et cancellarias que sunt capituli* » (1).

Bien que titulaires du droit de chancellerie, en vertu du contrat féodal, les chanoines ne sont plus seulement tenus, comme jadis, au devoir de fidélité envers l'Evêque, ils sont soumis en outre au contrôle et à l'autorisation de ce dernier, ce qui constitue indubitablement une atteinte à l'intégrité de leur monopole. D'ailleurs, le Chapitre, toutes choses égales, doit concéder ses chancelleries de préférence aux patriotes qu'aux étrangers et aux habitants (2).

Sous l'épiscopat d'Adrien I de Riedmatten on prévoit un texte additionnel relatif à la conservation des minutes : « *Haeredes notarium prothocola et registra per eosdem relictis non abducant ex deseno ubi morabantur, sed in eodem permaneant indistracta, et teneantur iudex deseni ad hoc animadvertere ut registra non perdantur* » (3).

(1) H. n° 33, p. 227, art. 50.

(2) « *Capitulum tamen interis paribus patriotas alienis vel accolis preferat* ». *ibid.*

(3) *ibid.* Cae

Nous avons signalé, au moyen âge, le « *commissarius generalis notariorum in terra Vallesii defunctorum* » unique pour tout le pays. Ce texte marque donc une innovation sur l'ancien usage, innovation nécessitée sans doute par l'extension territoriale résultant des conquêtes. Dans un pays si accidenté et naturellement décentralisé, dont les diverses régions sont comme isolées les unes des autres, faute de voies de communication convenables, il était préférable d'avoir, dans chaque dizain, une autorité préposée à la conservation des minutes notariales, qu'une seule pour tout l'Etat. Cette autorité n'est pas, comme de nos jours, d'ordre administratif, mais d'ordre judiciaire : c'est le juge de dizain. Il est regrettable toutefois que celui-ci n'ait pas été revêtu de compétences plus énergiques, plus immédiates, qu'il ait seulement constitué comme une autorité en sous-ordre, chargée de la surveillance sur les errements des héritiers des notaires défunts, relativement aux protocoles laissés par ces derniers. L'héritier n'aurait jamais dû avoir de maîtrise quelconque sur cette propriété, qui n'est point sienne, pas plus qu'elle n'a été celle de son auteur, mais qui est à la société, à l'Etat, mais qui constitue un patrimoine public. Sur ce point, cette disposition marque plutôt un recul qu'un progrès.

D'ailleurs, cette organisation par dizain remonte même à une époque antérieure à la conquête du Bas-Valais. On y trouvait une allusion dans les articles de Naters de 1446, et même avant, plus nette encore, dans une constitution du 16 mars 1435 où l'évêque et les communes du Valais, toujours en lutte, déterminent leurs droits respectifs, stipulant au par. 13 : « *item quod quotiescunque continget aliquem notarium publicum ab humanis decedere, quod nos episcopus teneamur prothocolla et registra ipsius notarii defuncti committere alicui notario in eodem deseno in quo dicta protocolla reperientur per notarium defunctum recepta, ad hoc quod unusquisque pro re sua et necessitate in suo deseno possit ad registra recurrere, nenon nemini suspitioso et recessuro a patria talem commissionem et registra demus* (1). Disposition

(1) H. n° 16, p. 151, § 13.

excellente, puisque à la mort d'un notaire, c'est l'autorité qui prend l'initiative des mesures nécessaires à la conservation de ses minutes.

D'autre part, les statuts du cardinal Schinner édictent aussi des peines contre les faussaires. Elles sont sans doute applicables aux notaires convaincus du délit de faux. On distingue trois espèces de faux : 1^o le faux en contrefaçon des écritures de l'Evêque et du sceau épiscopal, (*falsarius litterarum principis patrie vel sigilli ejus*) ; 2^o le faux monnayage (*falsarius monete*) ; 3^o le faux en écritures « *falsarius instrumentorum* » puni de l'infamie et de la destitution, accompagnées d'humiliations publiques : « *falsarius instrumentorum efficitur infamis, privatur officio, et publice scaletur et mitretur* » (1).

II. SOUS LE RÉGIME DES STATUTS DE 1571

1571 est une date saillante dans l'histoire du Droit valaisan. Les statuts marqués de ce millésime ne constituent pas le premier code valaisan, comme on l'a souvent dit, car nous trouvons des essais de codification antérieurs. Mais les statuts de 1571 n'eurent pas la durée éphémère des essais précédents. Plus parfaits, conçus avec une clarté plus grande, bien qu'inspirés d'œuvres préexistantes, réalisant la plus heureuse combinaison entre le vieux droit germano-romain et les coutumes indigènes, les Statuts de 1571 devinrent le droit national en vigueur durant tout ce qui reste à courir du régime épiscopal, auquel ils survécurent même ; droit national qui fut, sous quelques réserves, étendu au pays sujet du Bas-Valais ; droit national qui, modifié ou complété par les décisions ultérieures de la Diète, exerça même son influence sur les rédacteurs du code civil valaisan ; droit national qui, à un autre point de vue, laissait vivre, à ses côtés, une foule de petites législations spéciales, très

(1) H., n^o 33, p. 246, art. 87.

souvent locales, et qui devint aussi le vade mecum du notaire valaisan pour la réception des actes entre particuliers.

Vu l'importance de cette œuvre législative, il est parfaitement logique d'étudier isolément, indépendamment, ce que fut, sous ce régime légal, le notariat valaisan. Cette étude sera générale, car il nous est impossible de donner tous les détails, intéressants sans doute, mais dont la source nous est encore inaccessible puisque la grande masse des volumineux Abschieds n'est pas encore ressuscitée de la poussière des archives !

L'évêque domine toute l'organisation notariale. C'est lui, comme représentant, dans cette sphère, de la souveraineté des Dizains et de la Diète, qui crée les notaires, « creat, facit, recipit et declarat notarium et tabellionem (1) », qui les investit de l'autorisation officielle génératrice de la « fides publica » : « dat et confert omnimodam potestatem instrumenta recipiendi etc... decernit illi plenam, integram et indubiam fidem » (2).

L'évêque, à teneur des statuts (3) doit écarter du notariat les étrangers inconnus, les non patriotes. Le notariat devient une fonction mieux fermée, plus nationalisée, inaccessible même aux non patriotes bas-valaisans, à moins qu'ils ne soient admis comme patriotes par le conseil général des patriotes.

De même, il doit écarter, qu'ils soient patriotes d'au-dessus de la Morge ou sujets d'au-dessous de la Morge, les personnes ignorantes, sans lettres ni instruction, ou qui ne pourraient justifier de leur loyauté et probité (4).

D'une part donc, toutes conditions de moralité sont requises ; d'autre part, les candidats sont soumis à un examen portant sur leur culture classique et sur une certaine connaissance du droit et de la pratique du notariat, qu'ils ont acquise durant leur stage

(1) Vid. Diplôme p. 164 et s. de notre étude.

(2) *ibid.*

(3) St. p. 57, chap. 72.

(4) Vid. pour l'explication de la notion juridique de la *legalitas* et de la *probitas* : de T. Commentaire des Statuts I, p. 148.

chez des patrons ou maîtres (Lehrherren) (1), notaires praticiens, ou par des études universitaires. Vient ensuite l'assermentation par l'évêque, d'après une formule consacrée qui rappelle les anciennes formules impériales ou capitulaires, cérémonie suivie de la délivrance du diplôme ou des lettres patentes dites « *litterae notariatus* » titre indispensable à quiconque veut exercer le notariat, car les actes d'un notaire sans diplôme sont frappés de nullité.

Le diplôme sert à préciser l'instant de la naissance du notaire à sa mission publique dont il constitue le document justificatif ; il accompagne et remplacera plus tard, l'investiture symbolique par la plume. Le diplôme épiscopal est moins laconique, moins atone que le banal et inartistique morceau de papier délivré aujourd'hui par le Conseil d'Etat. Il contient le narré de l'accomplissement des conditions et du cérémonial requis ; à lui seul il constitue, pour l'histoire du notariat, une pièce substantielle et très suggestive.

Voici, « in extenso » un diplôme de notaire de l'année 1660 (2) :

« Nos Adrianus de Riedmatten (c'est le quatrième de ce nom), Dei et apostolicae Sedis gratia episcopus Sedunensis, Comes et Praefectus Vallesii utriusque Sacrique Romani Imperii Princeps, Dilecto et fidelij Nicolao Joriis ex Orseriis salutem in Domino optamus !

Sagax humanae providentia naturae diversis faecunda negotiorum commerciis variisque infirmitatum et oblivionis subjecta suae memoriae labilitatem perpendens qua plerumque offusatur, Tabellionatus sive Notariatus ministerium adinvenit ne hominum

(1) a) Arch. cant. Trad. Absch., tome VII.

b) « Oportet enim humaniora absolvisse, ut calleat lingua latina, cum Instrumenta et Contractus tum judiciales, tum extrajudiciales, tum ob varietatem linguarum, quae in Vallesia in usu sunt, tum ad precavendum fraudibus latino Idiomate juxta formulas praescriptas concipiantur... Demum requiritur ut sufficienter sit instructus in arte notariatus... tenetur enim notarius saltem scire jura ad eius officium spectantia, non modo ut a contractibus illicitis se absteineat ». Commentaire des Statuts I, p. 148.

(2) Arch. cant. Collection de parchemins.

vota scripturae carerent supplemento et quae inter modernos contrahentes fiunt temporum diuturnitate vel vicissitudine deleantur sed scripturae suffragio non tabescente prosteritati innotescant. Unde cum pro utilitate Reipublicae nostrae necessarium existat ut quos circa ipsum Tabellionatus munus tam scientia et eruditione quam moribus idoneos conspexerimus eos promoveamus. De tuis autem vitae moribus, eruditione et honestate pro sapia fide digno certificati testimonio humili tuae supplicationi ad id nobis factae favorabiliter annuentes te uti idoneum legalem et in arte Notariae competenter instructum, ad fidelitatis iuramentum debitum et solitum praestandum prout sequentibus verbis praestitisti.

Ego Nicolaus Joriis promitto et juro, quod ab hac hora in antea probus et fidelis ero Vobis Reverendissimo in Christo Patri ac Domino Domino Adriano de Riedmatten, Dei et Apostolicae Sedis gratia Episcopo Sedunensi, Comiti et Praefecto Vallesii utriusque hic praesenti, Vestrisque Successoribus Episcopis Sedunensibus Comitibus et Praefectis Vallesii canonice Intranstibus, nec unquam ero in consilio seu loco aliquo ubi periculum personae Vestrae aut Sedunensis Ecclesiae, ejusve Mensae tractabitur, bonum salutemque Vestrae Dominationis promovebo, damnum siquidem et incommodum pro viribus avertam, aut si commode non potero indilate pandere curabo. Instrumenta et contractus quoscunque non conscribam in papyro seu carta veteri neque abrasa imo in membrana nova et munda : Testamenta, codicillos nec non sententias testium dictas et quascunque ultimas voluntates fideliter conscribam, illaque occulta servabo nec ulli pandam donec debuere de mandato judicis, aut exigente justitia publicare. Contractus illicitos, usurarios, fraudulentos vel deceptionem aliquam publicam in se continentes non recipiam, causas miserabilium personarum omni tempore promovebo (1), officiumque meum fideliter exercebo, omni semota

(1) Cf. Diplôme imp., p. 115 de notre étude, « ... et in causis hospitalium et viduarum et orphanorum nil requiras et sis eis favorabilis et benignus... »

falsitatis labe, non advertendo munera, odium vel amorem, sic me Deus adjuvet et sancta ejus Evangelia.

Post cuiusquidem juramenti praestationem per te Nobis super sacris Dei Evangeliiis corporaliter flexis genibus in manibus Nostri factam, Nos Episcopus, Comes et Praefectus praelibatus matura praehabita deliberatione auctoritate et potestate qua hac in parte in Domino fungimur, te predictum Nicolaum Joriis supplicantem Creamus, Facimus, Recipimus et Declaramus Notarium et Tabellionem Nostrum publicum, Curiarumque nostrarum juratum ac Judicem ordinarium per calami traditionem consuetam (1). Damusque insuper et Conferimus tibi plenam et omnimodam potestatem, licentiam et facultatem omnia et quaecunque Instrumenta, prothocolla, testamenta, actus judiciales, contractus, alias insuper scripturas publicas et privatas tam in judicio quam extra per totam hanc nostram Diocesem et Patriam Vallesii, recipiendi, stipulandi, scribendi, ingrossandi, exemplandi et publicandi, generaliterque omnia et singula alia faciendi et exercendi quae ad ipsum Notariatum officium et ministerium quomodolibet pertinent et concernunt. Decernentes harum serie Instrumentis, et quibuscunque scriptis tuis debite et autentice scribendis, tuoque signeto manuali per te signandis plenam, integram et indubiam fidem a quovis in judicio et extra adhibendam fore sub poenis super hoc a Jure edictis. In quorum omnium fidem, robur et veritatis testimonium praesentes litteras Nostri Sigilli impressione manualique Notarii Nostri Camerarii aulici subsignatione fulcitas Concessimus. Datas et concessas in Castro Episcopali sub anno Domini labente millesimo sexcentesimo sexagesimo die autem septima mensis Augusti. Presentibus ibidem Illustri et admodum Reverendo Domino Antonio Rard SS. Theologiae Doctore, Canonico sedunensi, procuratore phiscali in spiritualibus infra Morgiam et Curato Leutroni, discretis et egregiis Mauritio Bastian Ministrale Liddae, praxis Instructore, dilecto Jorii Fratre Francisco

(1) Cf. l'investiture impériale, au moyen âge, qui se fait « per pennam et calamarium » ou « per traditionem pugilaris et calami » (création par les comtes palatins).

Malluad Orseriensibus, testibus ad premissa vocatis. Meque Notario publico praemissorum receptore fideliter subsignato.

A gauche : « Per praelibatum Illustrissimum et Reverendissimum Dominum nostrum Sedunensem Episcopum Comitem et Praefectum Vallesii.

A droite : signature de Pancratius Mabillard, Notarius.

Au milieu : des vestiges du cachet épiscopal.

Ce diplôme retrace fidèlement la genèse de la création du notaire épiscopal auctoritate. Nous pouvons nous abstenir de tout commentaire.

Dans leur lutte contre le pouvoir temporel de l'évêque, les patriotes libellèrent, sous l'épiscopat d'Hildebrand Jost, un manifeste de quinze articles, dit « Conclusum » où ils déclaraient que « l'évêque fera prêter aux fonctionnaires et notaires le serment d'usage sans glose ni adjonction, en se conformant aux recès admis par le pays (1) ». Cette expression « sans glose ni adjonction » vise sans doute les formules ou les clauses protectrices du pouvoir temporel intégral de l'évêque, que celui-ci aurait pu insérer dans le serment notarial, en vue de s'assurer, sous la sanction du parjure, des défenseurs d'élite dans la classe toujours considérée des notaires. Puis, dans une Diète de 1619, ils s'enghardirent jusqu'à proclamer que « les notaires sont déliés de leur serment envers lui (2) ». Mais ces déclarations subversives ne reçurent heureusement pas d'application : l'évêque conserva le droit d'assermenter et de créer les notaires, droit qu'Hildebrand Jost revendiquait expressément.

Les Statuts voient avec défaveur l'admission des prêtres au notariat. Ils disposent que désormais prêtres et curés devront en être exclus (3) et qu'il leur sera défendu de recevoir ou d'expédier tous actes et conventions, sauf dans les cas de nécessité ou

(1) et (2) Gr. p. 186 et 215.

(3) « Porro presbyteri et sacerdotes permanendo in eorum vocatione abinceps in notarios recipi non debeant, illis neque licitum sit aliqua instrumenta vel contractus recipere vel expedire ». St. p. 58, ch. 72.

de danger de mort, où ils peuvent recevoir et minuter devant témoins les donations, legs et autres dispositions et en faire des expéditions personnellement, s'ils sont déjà notaires, sinon par l'entremise d'un autre notaire, auquel ils doivent délivrer la minute dans les sept jours dès la mort du testateur. Ce délai en cas d'épidémie est prolongé à trois mois, à courir de la disparition de la maladie(1). Le code civil valaisan consacrait quelques réminiscences de cette disposition dans son testament privilégié des art. 637 et suivants (2).

D'après les Statuts, la faveur accordée aux prêtres ne doit s'entendre qu'à titre d'exception. En thèse générale, le testament public, comme tout autre acte authentique, doit être reçu par un notaire, exigence justifiée par des motifs d'intérêt général: « cum plerique eorum incommodo experti sint quanta incommoda ex eo emerserint quod nonnulli juvenes aut alioquin et stili et usuum inexpertum sacerdotes testamenta ab humanis decedentium stipulaverunt, huic malo in quantum commode fieri potest obveniundo statutum extitit quod in recipiendis testamentis Notarius aliquis capax, si opportune haberi possit, adhibendus sit (3) ». En cas de péril dans la mesure « qui cum in promptu non sit » le prêtre qui administre les sacrements peut suppléer au ministère notarial, recevoir et rédiger les dispositions de dernière volonté du testateur en présence des témoins, leur en donner lecture, le tout de telle façon que les témoins voient et entendent le testateur dictant de son propre organe son testament. Après coup, cette minute doit être remise à un notaire, ad ingrossandum, en présence des mêmes témoins capables d'attester ce qu'ils ont perçu et entendu du testateur et de lever ainsi tout doute et toute controverse possibles. Un testament ainsi confectionné, dans le cas de nécessité, a absolument la même force qu'un testament

(1) St. p. 58, ch. 72.

(2) Cf. « Testamentum coram parochia et duobus testibus » du droit canonique, c. 10. X. lib. 3 tit. 26 de testam.

(3) St. p. 85, ch. 106.

notarial, pourvu que les règles exposées aient été observées (1).

Voilà à quelle minime compétence est réduit le rôle considérable que les prêtres tenaient dans le notariat du moyen âge. Le XVI^e siècle marque donc, à cet égard, un changement profond sur les anciens usages (2).

Maintenant, qu'est-il advenu du monopole capitulaire ? Le principe consacré par les Statuts est bien, à première vue, celui du libre choix des notaires : « *conceditur unicuique patriae nostrae suum liberum arbitrium ac libertas suos contractus quoscunque scribi facere per quemcunque *notarium* vel *cancellarium* ad id habilem et idoneum ad suae plenae voluntatis libitum ; et in hoc nemo erit reprehendendus neque compellendus ut coram aliquo Notario vel cancellario singulari illos stipulari et scribi faciat* (3) ». Mais, in cauda venenum, voici la réserve en faveur de la chancellerie capitulaire : « *tamen citra et praeter praejudicium iurium venerabilis capituli Sedunensis quae habet super cancellariis suis, sub hac lege, quod dictum capitulum non habeat in praementionatis cancellariis aliquem extraneum non patriotam recipere et admittere* (4) ». La chancellerie capitulaire, territorialement amoindrie, est donc expressément sauvegardée. Nous savons qu'en fait elle agonise ; mais le droit la laisse debout.

Le notaire faussaire est puni sévèrement : il est condamné à la privation de la plume et à la destitution (5) ainsi qu'à la peine du délit (6). L'application des peines est accompagnée de diverses

(1) St. p. 85, ch. 106.

(2) Notons que la disposition des statuts ne vise que les prêtres et non les autres clercs. Déjà, un texte de loi du 12 sept. 1517, avait interdit aux prêtres l'exercice du notariat en ces termes : « *Kein Geistlicher soll Instrumente in weltlichen Händeln aufnehmen und verschreiben* ». Vid. H. n° 37, p. 49, 38. (Droit can. c. 8. X 3,50).

(3) St. p. 60, ch. 76. Autrefois, ensuite de leur élection par la communauté, certains notaires déterminés pouvaient seuls instrumenter sur le territoire communal. Cette pratique devint inconciliable avec le présent texte des statuts. Vid. Commentaire des Statuts I, p. 153.

(4) St. p. 60, ch. 76.

(5) *ibid.* p. 61, ch. 78.

(6) La peine du faux variait suivant le degré de perfection de la falsification

humiliations symboliques infligées publiquement. C'est ainsi que dans la période de 1631 à 1634, nous raconte M. Grenat, « un nommé Pierre de Platea, notaire de Nendaz, convaincu d'avoir fait un acte frauduleux dans un échange, fut condamné à la privation perpétuelle de la plume et on lui plaça sur l'épaule pioche, pelle et scie qu'il dût porter jusque sur le Grand-Pont, en ville de Sion, en punition pour lui et en exemple aux autres notaires peu scrupuleux (1) ». Sous Adrien I de Riedmatten, donc antérieurement aux statuts de 1571, la peine du faussaire avait reçu la formule suivante : « instrumentum falsum scribens sive falsificans aliquem de *fraudando* indebiteque sua *furando* puniatur in corpore et aere (2) ».

Une condamnation civile peut aussi être prononcée contre le notaire en faveur du lésé (3). Au délit de faux est assimilé, quant à la peine, celui d'usure (4). Le taux légal, qu'il est défendu de dépasser, est d'un sou pour la livre. Le même taux est applicable quand les valeurs stipulées ne consistent pas en numéraire mais en prestations en nature, telles que du vin, du seigle, du fromage etc., dont l'estimation doit se baser sur la cherté et la fertilité de l'année (5).

Le diplôme notarial, transcrit plus haut, ne contient pas la mention du serment spécial de non transportando protocolla vel registra extra patriam. Cette clause était cependant prescrite par

et l'importance du dommage causé. Etaient ainsi applicables le bannissement, la fustigation, l'amputation de la main et même la mort dans les cas très graves.

Commentaire des Statuts I, p. 154.

(1) Grenat, p. 279.

(2) H. n° 33, p. 247, art. 87.

(3) St. p. 61, ch. 78.

(4) et (5) « prohibetur quoque omnibus hujus patriae Notariis ne aliquod instrumentum quod ulteriorem usuram sapiat, stipulent sub poena falsi ». St. p. 129, ch. 106.

En 1616 (vid. H. p. 55, n° 8) la diète prit une décision, renouvelée dans la révision de 1780 (vid. St. p. 190, art. 20) portant : « L'usure-étant parvenue à un degré si excessif qu'il a été nécessaire de statuer que nonobstant l'article des Statuts, il ne sera permis d'exiger ou tirer sous titre d'intérêt que le six pour cent au plus haut degré, sous peine de commission du capital ».

les statuts qui n'ont fait, à cet égard, que reproduire ceux du cardinal Schinner (1). Rien de neuf non plus en ce qui a trait au système de conservation des minutes : l'évêque charge un notaire habitant le dizain du dépôt des protocoles des notaires y décédés, et le juge est chargé de veiller à ce que ces protocoles ne soient pas distraits par les héritiers du notaire (2). Ce notaire commissaire délivre, sur l'ordre de l'évêque ou du juge, les expéditions ou extraits requis.

Quant à la force probante, l'acte notarié jouit de la plénitude de la *fides publica*, à condition qu'il soit reçu dans les formes légales, lu aux parties et aux témoins, et signé (3) par le notaire. Quiconque produit en justice un tel titre à l'appui de sa demande, doit triompher de toutes les objections et exceptions de la partie adverse, à moins qu'elle ne se prévale : 1^o du faux ; 2^o du paiement ; 3^o d'une convention ou pacte postérieur et contradictoire, annulant l'instrument invoqué. On assimile à ces exceptions, à charge de preuve, par celui qui les soulève, dans trois termes péremptoires, celles dérivant de la lésion de plus du tiers, de clauses tendant à la perte du salut éternel et à la damnation de l'âme ou autres semblables. Mais l'instrument ne sera frappé d'invalidité qu'après le prononcé du juge : « *instrumenta publica non prius quam falsa et adulterina per iudicis decretum vel sententiam declarata et reprobata fuerint pro invalidis habeantur sed valida persistent et permaneant* » (4). La même règle était déjà énoncée dans les statuts de Schinner.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'organisation du notariat épiscopal ; sous un titre spécial nous signalerons les compléments et les modifications qu'y apportèrent certaines décisions de la diète. Mais plaçons encore ici une remarque importante.

Le principe de la territorialité du notariat sous le régime qui

(1) St. p. 60, ch. 77.

(2) *ibid.* Voir pour plus de détails Commentaire des Statuts I, p. 153.

(3) Diplôme du notaire épiscopal.

(4) St. p. 22, ch. 26.

nous occupe, devait s'entendre non seulement dans ce sens que les notaires valaisans avaient le droit exclusif d'exercer le notariat en Valais, mais aussi que seuls ils pouvaient recevoir certains contrats relatifs à des immeubles situés sur sol valaisan. Ce principe, ainsi étendu, en vigueur depuis la conquête du Bas-Valais, régissait tous les étrangers vendeurs ou acheteurs de terres sises sur territoire valaisan, afin d'empêcher que, par l'emploi de notaires étrangers, ils ne commissent des soustractions de lods et de redevances féodales diverses au préjudice du Valais. Il était d'ailleurs réciproquement admis en pays étranger. Nous en allons voir un exemple.

A St-Maurice, les habitants avaient leur fortune immobilière en majeure partie sur le territoire du mandement de Bex dépendant de Berne. Or, les habitants de St-Maurice se virent imposer par Berne un décret obligeant quiconque concluait un acte de vente ou d'achat de biens situés sur terre bernoise de Bex, à n'employer que des notaires bernois, ce qui contrecarrait l'habitude prise par ceux de St-Maurice de passer par devant notaire valaisan leurs transactions relatives aux terres bernoises. Or nous trouvons, sous la date du 24 janvier 1604, le procès-verbal « d'une conférence tenue à Berne entre les députés et délégués des deux seigneuries de Berne et Vallais au sujet de litige pour taxe de guerre entre la Châtellenie de St-Maurice et le mandement de Bex ; relativement aux biens que dite Châtellenie a possédés jusqu'à ce jour rière dit mandement ». « Il a été représenté, à ce sujet, y est-il dit, que ceux de St-Maurice ont à ce point empiété, que lorsque a lieu quelque mutation et aliénation par rapport aux biens qu'ils possèdent rière Bex, ils se sont arrogé non seulement de faire dresser les actes par devers eux, mais encore, dans les cas où des difficultés naissaient à leur sujet, d'introduire la procédure chez eux ; ce qui est en lésion des droits seigneuriaux que la ville a sur ces biens, et tout à fait contraire à la règle établie pour ceux qui sont passés Notaires, rière la dite et à celle à exécuter vis à vis autres Confédérés et voisins. En conséquence est statué, que si, au sujet de dits

biens, litiges de telle conséquence avaient lieu entre ceux de St-Maurice même, ou autres qu'ils ne pussent être vidés que par voie de droit, ils doivent recourir à la juridiction de Berne. De plus que les Notaires de pays du Valais ne pourront stipuler aucun acte pour aliénation de dits biens, si ce n'est contrats de mariage, testaments, partages de successions, et s'abstiendront totalement d'exercer le Notariat dans ces affaires, et autres, concernant les biens sis dans cette domination. Comme réciproquement les notaires (*Geschworne Schryber*) de la Seigneurie de Berne, ne pourront recevoir de semblables actes rière le pays du Vallais afin d'éviter nombre de désagréments qui pourraient naître des usages différents des Notaires des deux Seigneuries (1)»

Enfin, le notaire a droit à des émoluments payables, en général, par la partie en faveur de qui l'acte a été passé ; par l'acheteur, en cas de vente, par le locataire en cas de bail, par le donataire en cas de donation, par le débiteur en cas de prêt etc. (2). Mais il ne peut les réclamer qu'à condition d'avoir délivré l'expédition à qui de droit dans le délai de dix ans dès la réception de l'acte. Passé ce terme, le notaire négligent ne saurait obliger la partie au paiement de l'acte. De son côté, il ne saurait non plus être contraint à faire des expéditions.

(1) Arch. cant. Trad. Absch., tome VI.

(2) St. p. 57, ch. 71. Commentaire des Statuts I, p. 146-147.

B. LA DIÈTE ET LE NOTARIAT

La Diète eut naturellement à légiférer sur le notariat. Elle était d'ailleurs l'organe du pouvoir législatif et ses compétences pourraient faire l'objet d'une étude fort attrayante. Elle devint, de la sorte, le théâtre où se donna carrière l'esprit politique valaisan fait de fierté, d'ombrageuse indépendance, et trop souvent aussi d'aveugle tenacité. Les décisions n'avaient force de loi qu'après avoir triomphé du referendum. En vertu du referendum, les députés devaient, en toute matière de quelque importance, se référer au bon plaisir de leur commune respective qui, elle, était libre d'accepter ou de rejeter, sans que la majorité, pendant très longtemps du moins, pût lier la minorité. La situation des dizains, véritables républiques indépendantes, était donc sensiblement analogue à celle des cantons suisses avant la constitution centralisatrice de 1848. De là le défaut d'uniformité dans la législation ; de là la distinction entre le droit d'au-dessus et celui d'au-dessous de la Raspille (1).

Nous avons vu que la tendance à exclure les prêtres de l'exercice du notariat se manifestait déjà dans les articles de Naters de 1446. Dans l'intervalle qui les sépare de la promulgation des statuts, la Diète prit des décisions dans le même sens, reproduites essentiellement dans les Statuts. Ainsi, le 20 juin 1528 elle décrète que les prêtres ne peuvent recevoir et rédiger des testaments et des contrats temporels que dans les cas de nécessité (2), le 9/18 décembre 1558, elle frappe de nullité les actes

(1) Nom d'un torrent près de Sierre. *Talger*

(2) H. p. 54, n° 71.

reçus par les prêtres, sauf les testaments en cas de nécessité, lesquels toutefois doivent être remis à un notaire dans le délai de six semaines. Cependant, comme l'instruction est très inégalement répartie dans le pays et que, dans le dizain de Conches, il y a pénurie d'écrivains publics, les prêtres pourront continuer de stipuler dans ce dizain, jusqu'à ce qu'il soit mieux pourvu de notaires (1). Mais cette défense, les prêtres durent l'enfreindre, ainsi qu'en témoigne le protocole de la diète du 8/21 mai 1697 où il « est représenté que quelques prêtres, non obstant que Notaire y soit, reçoivent eux-mêmes testaments.

Nos illustrissimes seigneurs, afin de prévenir litiges corroborent l'ancien statut et défense, que prêtre reçoive testaments et se mêle en office de Notaire, où Notaire juré peut être obtenu, sous nullité de l'acte » (2).

Ce texte, comme surtout celui des statuts, exprime clairement que non seulement la loi veut empêcher que des prêtres non notaires, profitant de leur savoir, ne fassent concurrence aux notaires diplômés, mais bien qu'il existe une incompatibilité absolue entre les fonctions ecclésiastiques et les fonctions notariales.

Les dissensions confessionnelles des XVI^e et XVII^e siècles se répercutèrent dans le domaine notarial. Dans un but de propagande, les universités de Bâle, Berne et Zurich et l'académie de Lausanne, avaient ouvert leurs portes toutes larges aux jeunes gens catholiques de la Suisse, auxquels elles offraient l'enseignement gratuit. Les Valaisans profitèrent de ces facilités et envoyèrent leurs fils dans ces établissements d'instruction supérieure, d'où ils revenaient tout saturés et tout enthousiasmés des doctrines nouvelles et pleins d'ardeur à les soutenir et à les répandre. La moitié du pays avait passé au protestantisme, lorsqu'un revirement se produisit. On édicta, en 1604, des statuts très sévères contre les hérétiques. En vertu de ces statuts, les

(1) H. p. 55, n° 72.

(2) Arch. cant. Trad. Ab., tome VIII.

protestants étaient exclus de toutes les fonctions publiques, notamment « Sa Grandeur ou son remplaçant n'admettront comme Notaire aucun Etudiant ayant étudié en dits lieux (c'est-à-dire en école néocréante, zwinglienne, calviniste, luthérienne; sadique (?) » (1). On qualifiait de la sorte les universités protestantes. « L'exercice de leurs fonctions est prohibé à tous les notaires (notariis und geschwornen Schrybern) en haut et en bas de la Morge, qui ne se réconcilieraient pas ; la plume leur sera enlevée » (2).

Une autre prescription, reprise aussi par les Statuts, date du 27 février 1550 : « tous notaires devront, sous leur serment prêté, corporellement, insérer dans les minutes (Hauptschriften) toutes les clauses afin que nul ne soit frustré en son droit (3) ». Cette même diète ordonne que « si un notaire prête sciemment faux serment, la plume lui soit interdite à perpétuité et soit puni ultérieurement selon cas. On prie aussi Sa Grandeur de ne pas admettre comme notaire tout écolier inapte, pour que personne n'ait à en souffrir » (4).

L'Evêque qui crée les notaires, nous le savons, leur délivre un diplôme ou patente, les légitimant à l'exercice du notariat. Or, il est des personnes sans diplôme qui concurrencent les notaires diplômés, si bien que la diète de Noël (13-24 décembre) 1610 doit intervenir : « Sa Grandeur représente que, d'après ancienne coutume, lorsque sa dite assermente un notaire et le crée écrivain public, celui-ci doit recevoir d'elle une patente munie de son sceau ; que cela est tombé chez beaucoup en désuétude ; elle enjoint de s'y conformer, à défaut, les actes de ceux qui ne pourraient produire la patente (Urkundbrief) ne feraient pas foi » (5).

On connut sous une autre forme encore, l'exercice illégal du

(1) H. p. 77, n° 222. Arch. cant. Trad. Abs., tome VI.

(2) *ibid.*

(3) H. p. 64, n° 151. Arch. cant. Trad. Abs., tome V.

(4) *ibid.*

(5) H. p. 65, n° 157. Arch. cant. Trad. Abs., tome VI.

notariat, que réprime la Diète du 4/17 mai 1643 : « de jeunes scribes, non encore notaires, et n'ayant pas prêté le serment, vont parfois dans des villages, y stipulent actes qu'ils font ensuite signer par leurs principaux (Lehrherren) ou autres notaires jurés, ce qui est un abus qui pourrait être très préjudiciable au public, vu que les dits n'ont pas été examinés sur leur aptitude. En conséquence, défense à quiconque de stipuler, s'il n'est notaire, sous nullité de l'acte et peine arbitraire, à moins que celui qui doit signer l'acte n'ait été présent (1) ». Cette finale indique qu'il n'est pas nécessaire que la minute soit écrite de la main même du notaire qui peut, en dictant la teneur, ou même sans cela, la faire écrire par un tiers ; il suffit qu'il reçoive l'acte personnellement et qu'il le signe.

On se demande, de nos jours, si une minute faite à la machine à écrire satisfait bien aux exigences légales. Oui, assurément. La lumière de ce texte ancien nous aide à résoudre ce problème tout moderne. Il n'est nullement requis que la minute soit écrite par le notaire, qui a la faculté de la faire écrire par autrui. Du moment que l'écriture personnelle et manuelle du notaire est étrangère à la question d'authenticité de l'acte, qu'importe que l'écriture de la minute émane d'une machine, mue par le notaire lui-même ou par un tiers ; la présence du notaire à la réception de l'acte et sa signature, voilà tout ce qui, à cet égard, peut influencer sur la validité de l'acte public (2).

L'emploi des notaires aux fonctions judiciaires entraîna aussi des abus. « Les procureurs des sept dizains, en diète du 16 avril 1550, ont porté grave plainte, étant dire fréquent dans le pays de ce quelques notaires, vaquant en justice, usent de grandes et diverses fraudes, faussetés par témoins, sans enquête, subornant

(1) H. p. 65, n° 158. Arch. cant. Trad. Abs., tome VII, renouvelé dans la révision de 1780. V. St., p. 198, art. 30.

(2) Au point de vue de la sécurité toutefois, l'usage de la machine n'est peut-être pas très recommandable, car il favorise davantage les altérations et modifications subséquentes du texte.

des dits ; par quoi un honnête homme se voit frustré de ses prétentions, droits et titres. Sur quoi on charge le Fiscal de Sa Grandeur de faire une enquête sur ces accusations et entraves à la justice, de soumettre la dite à prochaine Diète, pour selon cas punir. Mandat a été donné au dit fiscal à cet effet » (1).

Des mesures exceptionnelles furent édictées pour les pays sujets. Non seulement, ce qui est d'ailleurs conforme au principe de la territorialité que nous avons exposé, les gouverneurs avaient reçu l'ordre de faire stipuler tous actes et contrats par des notaires indigènes, mais ils devaient apposer leur sceau à ces actes, sous peine de nullité (1574 et 1586). (2)

En 1567 (mai 21/31) on avait ordonné aux notaires de n'instrumenter aucun acte d'achat à Monthey, avant qu'il eût été notifié au gouverneur et que le droit du « vierte Pfennig » eût été payé : En évitation de fraude relativement à ce droit, le gouverneur était fondé à faire estimer le bien vendu (3).

Enfin, un abschied du 15/26 mai 1566, vu le grand nombre de notaires incapables qui pratiquent, au-dessous de la Morge, au préjudice du public, ordonne que tous les notaires de cet arrondissement soient soumis à un examen à passer devant la Diète, et cessent, en attendant, de fonctionner (4).

(1) Arch. cant. Trad. Abs., tome V.

(2) H. p. 65, n° 156.

(3) H. p. 141, n° 582.

(4) H. p. 68, n° 172.

C. FACTURE DE L'ACTE

Qu'on nous permette d'indiquer sous ce titre, puisque c'est surtout au moment de recevoir un acte que le notaire y doit concentrer toute son attention, les devoirs que les Statuts imposent à l'activité notariale.

Tout d'abord, le notaire doit se rendre compte de l'identité des parties contractantes, de leur âge, de leur capacité de droit et de fait. Il doit veiller, en outre, à ce qu'aucune fraude ne se commette, et faire en sorte que la partie moins intelligente ne soit pas circonvenue par les manœuvres et les artifices de l'autre. Le notaire doit la rendre attentive à toute manœuvre frauduleuse ; il lui est interdit, à peine de nullité et de faux, de recevoir, et à plus forte raison d'expédier, des actes entachés de fraude (1). Le notaire, d'ailleurs, à teneur de son diplôme, est constitué juge ordinaire de la situation des parties contractantes ; il doit, au besoin, trancher les difficultés, concilier les intérêts, démêler les conflits.

Puis il y a certaines énonciations qu'il est tenu d'insérer dans l'acte. Ainsi, s'il s'agit d'un acte passé par un tuteur au nom de son pupille, il doit se faire exhiber les lettres de tutelle, en noter, dans l'acte, la date, le nom du juge qui les a scellées et celui du notaire qui les a libellées et signées ; puis, il ne doit pas instrumenter avant que les intéressés aient fait constater de tous les consentements requis par le droit civil pour la validité des contrats conclus au nom d'incapables (2).

(1) St. p. 58, ch. 73.

(2) a) *ibid.* p. 59, chap. 74.

b) Antérieurement aux Statuts, selon une décision de la diète du 24 mai-4 juin 1564, la seule exhibition des lettres de tutelle était prescrite. Vid. H. p. 68, n° 171 : « In Sachen Bevormundeter soll Kein Schreiber einen Act aufnehmen, ohne den Vogtsbrief des Vormunds eingesehen zu haben ».

Sous la même sanction de la nullité de l'acte et du parjure puisque son serment l'y oblige, le notaire doit stipuler non seulement les « substantialia » de l'acte, mais aussi tous les « accidentalia » arrêtés par les parties (1). Il doit rédiger toutes les clauses, conditions et modalités voulues par les intéressés, et relatives notamment, en matière de vente, au pacte de réméré ou à toutes autres réserves, indiquer en toutes lettres la date de l'acte, le prix, et toutes les énonciations principales, et non pas au moyen de chiffres romains ou arabes ou de notes ; tout cela en évitation d'altérations et de fraudes. Si le paiement est opéré par le même acte, la quittance doit y être stipulée afin de prévenir tous les dommages que cette omission pourrait entraîner (2).

En matière de testament « l'institution d'héritier doit être nécessairement insérée à peine de nullité du testament, sous réserve toutefois des legs pies (3) ».

Le notaire, sous le régime des statuts, travaille toujours d'après un formulaire, dont la connaissance rentre dans le programme des études notariales. Les archives cantonales conservent quelques exemplaires de ces formulaires jadis en usage. En général, ils comprennent, avec les formules des actes notariés et judiciaires, quelques notes sur le notariat et des règles de droit civil qui doivent être familières au notaire, ou même quelquefois la reproduction intégrale des statuts. L'un d'eux, intitulé : « *Formulare ad artem Notariatus continens tam actuum judicium quam contractuum et ultimarum voluntatum formas, juxta stylum Curiae Sedunensis conceptas* » date du 1^{er} juin 1736. Il comporte la division suivante :

Le premier chapitre définit le Notariat : « *ars notariatus est scribendi et dictandi per quam fragilitatis humanae negotia roborantur et perhennae (sic) memoriae commendantur* ». Cette définition est suivie de quelques instructions qui constituent une

(1) et (2) St. p. 60, ch. 75. Commentaire des statuts p. 150-152. «...hujusmodi substantialia clare et ad longum verborum exprimere debet Notarius...»

(3) Revision des abschieds 1597-1773. St. p. 192. art. 22, al. 2.

sorte de développement des prescriptions statutaires : « Et est notandum quod unusquisque discretus Notarius sive Tabellio, quod idem est, quando ipse requiritur ad aliquem actum scribendum, debet bene prius considerare et infra archana suae mentis resolvere specialiter quinque : 1^o conditiones et aetates eorum qui contrahunt vel ad aliquid se obligant ; 2^o ad beneficia renuncianda ; 3^o qualitates et quantitates rerum in quibus se obligant, seu distrahunt ; 4^o diversitates contractuum ; 5^o numerum testium in contractibus habendum ». Suivent des notes concernant les témoins, l'indication de la date au sujet de laquelle il est dit : « ista diligenter servanda sunt a discreto notario, ista substantialia quae saepe requiruntur ad verum instrumentum, ut puta annum Dominum, iuditionem et mensem, diem et horam, quibus Pontificatum Papae, in quo loco fit actus et cujus dioecesis et coram quibus, etc ». Mais dans la pratique, l'indiction, le Pontificat et l'heure de la passation sont généralement omis.

Au second chapitre, on trouve la définition et l'étymologie du mot « notaire » : « est autem notarius sive tabellio persona quaedam publica officium tabellionatus gerens, ad cuius fidem recurritur, ut ipse scribat et ad perhennam memoriam redigat illa quae ab hominibus fiunt et notarii ethymologia sumitur a notando quia notare debet et fideliter in scripturam redigere illa omnia super quibus ad ejus recurritur fidem ; denominatur etiam tabellio a tabula quia veteres solebant scribere et notare in cortice et sic in jure civili adhuc appellantur tabulares quia omnia nomina debent esse contexta ex rebus ». Suit l'exposé des appellations diverses réservées, en droit civil, au notaire.

Le troisième chapitre s'exprime : « in jure civili notarius dicitur servus publicus, non quod sit servus, quia servus non potest esse Notarius ; nam est officium publicum ad quod non admittendus est servus, sed quia servit omnibus et servire debet uni sicut alteri, pauperi sicut diviti ; aliquando dicitur scriba a scribendo, alioquin scriniarius quia scripturas suas in scrineis (coffres, coffrets, archives) suis debet caute custodire ». Le même chapitre traite ensuite des devoirs et des obligations du no-

taire stipulateur ; il parle de l'indiction et contient un memento théorique de droit civil, sur le contrat, l'obligation, la coutume, la « stipulatio », et les testaments. Il expose la division des testaments, la capacité de tester, la nature et la forme du codicille, la différence de ce dernier et du testament, les règles concernant les témoins testamentaires, les causes d'invalidité des testaments et d'exhérédation des enfants par leurs parents et réciproquement. Bref, tout cela constitue une sorte de vade-mecum du notaire en office.

A cette courte introduction succède la série des formules d'actes judiciaires — puisque le notaire est appelé aux fonctions de curial nommé par le juge — formules de citation, d'enquête, d'audition de témoins etc. etc. Tous les actes de procédure sont libellés sous l'autorité du juge suprême : l'évêque. « Nos Adrianus de Riedmatten (V^{me} de ce nom) Dei gratia etc. N et N. Salutem in Domino ».

Enfin, viennent les formules des actes notariés, des contrats conclus entre particuliers, des testaments; formules que nous retrouvons appliquées dans la pratique à quelques variantes près.

La forme de l'acte a d'ailleurs beaucoup d'analogie avec celle de l'acte notarial impérial. Il s'ouvre par l'« invocatio » : « Laudetur Jesus Christus. Amen (1) », « in nomine Domini », etc., etc. Vient le « datum », soit la double indication du temps et du lieu (2). Parfois l'indication du lieu se trouve à la fin de l'acte, avant les « testes ». L'indiction est tombée en désuétude. Suit l'énumération des parties comparaissant « coram notario subscripto et testibus subscriptis » avec, parfois, la « narratio » le tout précédant la « dispositio » ou corps de l'acte. Enfin nous trouvons les « testes » avec, parfois, la « subscriptio » du notaire. La filiation des parties (3) et celle des témoins sont indiquées

(1) Documents sur la famille de Courten, p. 195.

(2) Actum hoc Salvani domi Ludovici Gross, acte de 1727. Archives de la famille Gross-Coquoz.

(3) « hon. Petrus filius quondam Petri des Lex des Marecottes parrochiae Salvani ». Ibid. 1714.

parfois, mais non en règle générale. Il en est de même du lieu de leur domicile ou de leur origine (1). La « rogatio » est généralement formulée (2).

Le notaire s'intitule ou bien « notarius publicus » tout court ou bien « auctoritate Reverendissimi et Illustrissimi Domini nostri sedunensis episcopi notarius juratus ». Il en est qui font allusion à l'autorité qui les a investis du notariat indépendamment de l'autorité épiscopale. Ainsi, en 1700 encore, un notaire s'intitule : « notarius apostolicus (3) ». Quelques notaires signent simplement en traçant leur nom, d'autres y ajoutent le paraphe, d'autres même conservent encore le signum ou signetum (4).

Il n'est pas fait mention de la lecture de l'acte aux parties en présence de témoins. Quelques actes portent la signature des parties ou des témoins ou celle des uns et des autres ; mais il ne saurait s'agir encore d'une règle telle qu'elle existe en droit notarial actuel. Dans la règle, deux témoins suffisent.

Quant au mode d'instrumentation de l'acte, le notaire procède comme suit, à peu près comme le notaire impérial.

En présence des parties et des témoins, il minute sur son protocole, fidèlement et avec précision, l'expression de la volonté des parties et leur en donne lecture. Il ne lui est pas loisible de se faire exposer les dispositions des parties et de procéder, après coup, de mémoire à leur rédaction. Il doit absolument instrumenter séance tenante (5). Le protocole s'appelle aussi mi-

(1) « hon. Petrus filius quondam Petri des Lex des Marcottes parrochiæ Salvani ». Archives de la famille Gross-Coquoz, 1714.

(2) En outre, dans le corps de l'acte, la partie qui s'oblige doit prêter le serment de tenir ses engagements « porrigendo dexteram Notario vel ponendo manum ad *minutas*, vel tangendo calamus Notarii et similiter ».

Commentaire des statuts, tome I, p. 151.

(3) Documents sur la famille de Courten, p. 171.

(4) « ... signetoque meis et nomine mihi in talibus solitis signavi subscripsique ». Ibid. p. 79.

(5) St. p. 59, ch. 74.

nulaire. Le notaire transcrit ensuite sa minute dans un registre (registrare) avec plus de soin et de forme (1).

De ce registre il lève ensuite, personnellement ou par l'entremise d'un de ses clercs, la grosse qui, à teneur du serment notarial, doit être de parchemin neuf et net et non de papier. Nous savons, d'ailleurs, que les protocoles et les registres constituent une propriété publique, placée sous la haute surveillance de l'évêque.

(1) « Registrum autem est liber in quo contractus minutati solemniori forma registrantur et ex protocollo sive minutario transmuntur atque ita registrati levantur et expediuntur ad opus quorum interest ». Commentaire des statuts, p. 153.

GÉNÉRALITÉS

I. FONCTIONS DIVERSES DÉVOLUES AUX NOTAIRES

L'histoire du droit nous montre le rôle considérable que les notaires ont, dès les temps les plus anciens, joué dans la vie publique et sociale. Ils en constituent en quelque sorte un élément. Leur office les destine aux fonctions supérieures de l'Etat ; il en est la voie d'accès naturelle, puisqu'elles réclament une formation et des aptitudes analogues. S'il fallait donc suivre et analyser les multiples ramifications du notariat dans toutes les sphères — législative, administrative et surtout judiciaire (1) — une étude comme la nôtre, ne serait qu'une fraction négligeable d'une œuvre volumineuse. Nous avons envisagé le notariat principalement au point de vue spécial de la réception des actes entre particuliers : c'est là son propre. Toutefois, afin de ne pas être trop incomplet, nous allons, d'un trait de plume, indiquer les organes de l'Etat auxquels on a adapté le rouage notarial.

C'est d'abord aux organes judiciaires, à la procédure, à l'organisation des tribunaux. En Italie, au moyen âge, les greffes des tribunaux sont tenus par des notaires. En Valais, les notaires participent de même à l'exercice de la justice. Le notaire est curial, c'est-à-dire secrétaire de justice, greffier de tribunal. Une copie, faite en 1772, des « anciens statuts, libertés et franchises de l'honorable communauté et Majorie de Chamoson et Ardon, trouvés conformes au droit et à l'équité, par le Révérendissime et Illustrissime Père en Jésus-Christ Monseigneur et Notre Seigneur Hildebrand de Riedmatten », nous apprend, relativement à l'office du seigneur major (covidomme revêtu notamment de compétences judiciaires), son lieutenant, jurés, curial et sautier, que : « le seigneur major, du consentement de communauté, doit députer un clerc de communauté, doit députer un clerc de cour

(1) « nota quod officium notariatus dividatur in quatuor species : 1^o secretarii ; 2^o curialis ; 3^o commissarii ; 4^o notarii ». Formulaire de 1736.

qui soit de même lieu, tandis qu'il s'y en trouvera des capables, lequel curial fera serment accoutumé de vouloir expédier et annoter les clauses, bans et autres stiles et états de cour. Comme jadis de coutume, lequel registre se doit montrer chaque année au Révérendissime Seigneur évêque de Sion, haut seigneur de la même communauté (1) ».

Cette fonction de curial n'était pas spéciale à cette communauté de Chamoson-Ardon, elle était généralisée dans tout le pays.

Les notaires étaient chargés de la rédaction des actes judiciaires. Les statuts de 1269, établis par l'évêque, le vidomne, le major, le sautier et les citoyens de Sion, ordonnent que les actes judiciaires, citations, jugements, soient libellés par des notaires assermentés (2).

Les Statuts de 1571 (3) disposent que les procurations devront être ou bien signées du constituant, ou bien reçues par un notaire. Ils reproduisent, à cet égard, une prescription des « Nüwe artikel Kürtzerung des Rechten » corps de législation du 23 décembre 1525, qui peut-être n'a jamais été en vigueur ou l'a été seulement dans une partie restreinte du pays (4).

(1) Arch. cant. Anciens statuts etc. de l'honorable communauté et Majorie de Chamoson et Ardon, p. 38.

(2) Item statutum est ut iudicia et assignationes dierum communia dno episcopo et vice domino, maiore et psaltero per tabelliones iuratos redigentur in scriptis et penes iudicem remaneant, ne per strepitum advocatorum possit veritas variari, et accipiat tabellio pro scriptura que remanebit penes iudicem de quolibet iudicio ab utraque parte II den., et si plura iudicia inter duos insimul super eadem querela occurrerent, a primo iudicio in antea debet dare quelibet pars tabellioni pro quolibet alio iudicio, excepto primo penes iudicem inscribendo, I den. Si vero partes iudicia et assignationes dierum in scriptis penes se habere voluerint, tantumdem solvant tabellioni pro scriptura illa quantum pro scriptura que penes iudicem remanebit. » Gr. II, n° 751.

(3) St. p. 18, ch. 20.

(4) Item wyter so dann fil tegligs geprucht wirt uss misverstant procuren und gewaltz, sölichs zu vermeiden ist beschlossen, obschon sölicher gewalt und procuren nit meldet alle stuck so bys har in gewonheit sint gsin, ob dann die selbigen geschriben sint durch ein gloubwirdigen schriber oder sechers eigener handschrift

Les notaires sont souvent juges. Ils assistent aussi le Chapitre dans l'exercice de sa juridiction. On leur confie l'instruction des causes, la conduite des enquêtes (1).

Dans l'ordre administratif, l'évêque choisit généralement ses secrétaires dans le rang des notaires : c'est par un notaire qu'il fait rédiger et expédier, munis du sceau épiscopal, les actes relatifs à l'administration du comté (2). -

Le secrétaire du bailli et le secrétaire de la Diète sont dans la règle des notaires.

Lorsque les communes eurent pris corps, et que l'assemblée des syndics et citoyens se réunissait, le plus souvent en plein air, « in cimisterio » sur le cimetière contigu à l'église, au son de la cloche, « per sonum campane, more solito », ce conseil se faisait aussi assister d'un notaire-secrétaire, chargé de protocoller ses décisions en la forme authentique (3).

A Sion, notamment, cette coutume fut consacrée par un texte de droit positif contenu dans la Confirmation de Pierre de Chamberlhac. Au Chapitre, « de la constitution d'un clerc et de son office » il est stipulé : « Et finalement ordonnons que la susdite communauté doit avoir un notaire clerc commun et bourgeois, élu par les syndics et conseillers, qui soit de probité et

und sölliche wort gemeldet werden alles das zethun und zelassen was der secher selber thun und lassen möcht, wenn er in bywesen weri, sol söllicher gewalt in den hendlen früntlich oder rechtlich, darumb er ufgericht ist, benneglich erkennt werden. » H. p. 258, n° 65, § 14.

(1) Gr III, n° 1217.

(2) Gr IV, n° 1742 entr'autres.

(3) En 1384, le conseil des citoyens de Sion, assisté de son clerc, procède à l'élection de deux syndics, « ante capellam beati Theodoli confessoris », (notre église actuelle de St-Théodule), lieu habituel des réunions du conseil. Les membres du conseil comparaissent devant le notaire, comme des parties à un acte : « coram me notario publico et testibus, etc., constituti Humbertus de Poypone domicellus, Jo. de Postella, Johannes Porteri Sete, Jo. Hodini, Petrus Resordonat, Jo. Bonier, Anth. Donsames, Jo. Ryola Lombardus etc. etc. et quam plures alii cives Sedunenses, communitatem et universitatem facientes, consilium communitatis Sedun. tenentes, ad hoc ibidem congregati et convocati sono campane more solito pro negotiis dicte communitatis Sedun. expediendis... » Gr. VI, n° 2366.

fidélité, et son office doit être, que le même doit se trouver dans toutes les assemblées et conseils publics et secrets, lui-même ou par un autre en sa place, pour subroger les écrits et tous les actes et ordonnances avec dépens modérés de la ditte ville, comme aussi les patentes et instruments qui se font ou sont à faire pour la ditte ville et qui se font en conseil quand il les lèvera, comme aussi les lettres de bourgeoisie dans le livre de la communauté et de la ville de Syon pour enrôler et enregistrer, pour sa paye ordinaire sera deux florins, un florin pour l'écrit et un florin pour le cachet de la communauté (1) ». « Quel notaire et clerc, nous faisons son élection présentement Rolet de Lovina, Nothaire public et chancelier juré de Syon ici présent et prenant de cet emploi et charge sur soi de son bon gré promesse faite sur le Saint Evangile corporellement prêté de vouloir exercer et diriger comme un fidèle nothaire dans le susdit office et de se trouver dans tous les conseils lui-même ou par un autre fidèle nothaire en son absence en cas d'une évidente nécessité, lequel rendra fidèle compte des écrits et de ce qui se fait aux sindics de la ville tant et quante fois et qu'il sera requis pour cela (1) ».

Le notaire-secrétaire du conseil général, soit le clerc de la communauté, prête donc, bien que déjà « notarialement » assermenté, un second serment relatif à sa nouvelle fonction dont nous venons de voir les attributions.

Quelques mots encore sur un emploi des notaires qui ne constitue pas précisément une fonction. Au moyen âge, surtout, le notaire impérial fonctionnait souvent comme notaire commissaire. Cette charge ne lui était pas interdite par le Chapitre de Sion. En qualité de commissaire, le notaire consignait, après citation faite aux intéressés, les reconnaissances des redevances grevant les terres en faveur d'un seigneur déterminé. Ces reconnaissances

(1) Gr. VII, n° 2617. 42. (Texte latin original). Vid. Arch. cant. « Franchise et liberté en faveur de la bourgeoisie et communauté de Syon avec statuts et lois pour la police de ditte ville dressé en 1339 ». Traduction de 1793.

(2) Arch. cant. Franchise et liberté, etc. (ut supra).

étaient rédigées sur feuillets juxtaposés formant ainsi des rouleaux atteignant parfois une longueur de vingt mètres et plus, tels qu'il s'en trouve dans les archives cantonales de Sion, et dans celles de l'Abbaye de St-Maurice. En France, on appelle ces reconnaissances « terriers ». Souvent, au lieu d'être en rouleaux, les feuillets sont reliés en volumes appelés « grosses ». Le seigneur choisissait lui-même son commissaire : ainsi l'évêque nommait le sien pour les domaines épiscopaux.

II. LANGUE USITÉE

A l'instar de l'usage en vigueur dans le domaine de la chronique, de l'enseignement et des lettres en général, les actes notariés sont rédigés en latin. Ce latin n'est pas, sans doute, celui de Cicéron ou de Tite-Live, ni même celui de Tacite, entendu des seuls lettrés, mais le bas-latin, le gallo-romain accessible au plus grand nombre. Non seulement, il est la langue instrumentaire sur sol romand, mais aussi dans le Valais allemand. Très exceptionnellement, dans les rapports avec Berne et les cantons allemands, on se sert de la langue allemande. L'ancienne domination romaine, la diversité des idiomes parlés en Valais, le trafic de ce pays avec l'Italie, et le fait que la plupart des notaires étaient des membres du clergé, constituent sans doute les principales causes de cette pratique.

On rencontre aussi quelques actes rédigés en français (1). Mais ce n'est que vers les XVII^e et XVIII^e siècles que les actes français et allemands deviennent assez nombreux.

(1) Documents sur la famille de Courten, p. 23 et 25.



254

